

كتاب العالم

Le Salon du livre de jeunesse à Montreuil

Le Monde

15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15



CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15187 - 7 F

VENDREDI 26 NOVEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Partage du travail à l'allemande

L'ACCORD conclu chez Volkswagen entre la direction et le plus puissant des syndicats allemands, IG Metall, est spectaculaire. Il permet l'adoption de la semaine de quatre jours de travail dans les usines du groupe implantées outre-Rhin, cela dès le 1^{er} janvier.

La preuve est faite que pour sauvegarder des emplois la solution du « partage du travail » n'est pas réservée à quelques petites entreprises ou encore reléguée au rang d'« aléatoires » expérimentations, comme l'ont finalement décidé les parlementaires et le gouvernement français. VW montre aussi que l'aide de l'Etat n'est pas indispensable. Le message se veut donc universel : pour sauver des emplois, il est possible d'inventer « en grand » une organisation différente du travail dans des usines.

POURTANT, Volkswagen ne servira très probablement pas de modèle. La très grande majorité des patrons allemands ont, par avance, rejeté la semaine de quatre jours, car ils la considéraient comme coûteuse à mettre en œuvre. L'industrie allemande, en matière de compétitivité du fait de salaires les plus élevés du monde, ne peut en aucune façon accepter d'en faire encore ses coûts et s'en tient aux méthodes libérales, classiques et éprouvées. Le chômage sera résorbé au niveau global, petit à petit, au fur et à mesure que l'économie, dans son ensemble, sera redevenue compétitive et aura développé de nouveaux produits.

Si VW fait exception, c'est sans doute par tradition sociale et aussi parce que la firme, qui traverse une crise grave, devait rapidement supprimer une proportion considérable d'emplois en Allemagne (près d'un tiers). Une autre raison est aussi jouée : le Land de Basse-Saxe, où est installé le siège actionnaire du groupe (avec 17,6 % des parts). Il entend tout faire pour conserver des emplois chez lui.

LE CHOIX de VW n'est sans doute pas destiné à faire école. Pourtant, il restera une référence en Allemagne comme à l'étranger. Surtout, il apparaît comme une solution provisoire et limitée. Ainsi l'accord chez VW sera-t-il revu dans deux ans. D'autres facettes de cet accord « historique » sont à méditer : l'employeur s'engage à restreindre les salaires - pas plus de 10 % chez VW - et surtout les éventuels surcoûts que cet accord entraîne. La firme en tire pourtant un avantage social patent, comme la société allemande tout entière. A cela s'ajoute le retour à des réflexes de solidarité. Cette conséquence-là a de l'avenir. Le « livre blanc » sur l'emploi en Europe, que présentera Jacques Delors lors du conseil européen de décembre, tantera de l'appliquer. L'accord conclu chez Volkswagen y sera observé de près.

Lire page 19

Avant la date limite du 15 décembre fixée par Washington

Le Parlement serait appelé à se prononcer sur le GATT

Leon Brittan, commissaire européen chargé des relations extérieures, et son homologue américain, Mickey Kantor, se retrouveront mercredi 1^{er} décembre à Bruxelles, pour rechercher un compromis au cycle de l'Uruguay. Selon M. Brittan, quelques avancées, notamment sur le volet agricole, ont été réalisées. Le gouvernement français hésite à conclure par un vote

le débat parlementaire qu'il veut organiser sur un éventuel accord au GATT, dont la date limite fixée par les Américains est le 15 décembre. Interrogé, jeudi matin 25 novembre, Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, s'est montré affirmatif sur l'organisation de ce vote alors que le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, est resté plus évasif.



Lire pages 17 et 18

Steffen Heitmann n'est plus candidat à la présidence de la RFA

Steffen Heitmann, candidat de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Helmut Kohl pour la présidence de la République fédérale, le 23 mai 1994, a annoncé, jeudi 25 novembre, qu'il retirait sa candidature. Théologien est-allemand ultra-conservateur, M. Heitmann était le cible de critiques pour ses déclarations sur le passé nazi de l'Allemagne, le rôle de la femme ou l'immigration. Après le retrait de sa candidature, il a proposé celle de Richard Schröder, théologien est-allemand, membre du SPD.

Lire page 4

M. Mitterrand « clôt » la controverse sur le Conseil constitutionnel

Le président de la République a estimé, mercredi 24 novembre, que « la controverse au sujet du Conseil constitutionnel devait être considérée comme close ». En renvoyant des à des M. Balladur, qui avait mis en cause le Conseil, et M. Badinter, qui lui avait répondu dans le Monde du 23 novembre, M. Mitterrand désavoue ce dernier, dont il n'a pas pris la défense face aux critiques du premier ministre et aux attaques du RPR.

Lire page 9

LIVRES

L'art éternellement présent

André Chastel travaillait à sa monumentale Histoire de l'art français lorsqu'il est mort, il y a trois ans et demi. L'introduction et le premier volume de cet ouvrage paraissent aujourd'hui. Philippe Dagen souligne que, pour Chastel, « partout, la vie se passe, et s'est toujours passée, au présent ». Autre « éternel présent », François Mauriac, dont on réédite le Bloc-notes.

Lire pages 1 à XVI

Un nucléaire sans risques

Le Prix Nobel Carlo Rubbia propose une nouvelle forme de production d'énergie atomique

qui répondrait à la plupart des maux dont souffre aujourd'hui l'énergie nucléaire aux yeux du public.

De quoi s'agit-il ? L'Institut de la conférence de M. Rubbia sur le développement d'un « accélérateur de protons approprié et une cible de thorium », exige du propane qu'il ait la foi du charbonnier pour croire en ce nouvel éldorado énergétique. Car, à l'écouter, cette forme inédite d'énergie permettrait de réaliser des réacteurs présentant une sûreté passive sans faille, produisant peu de plutonium et diminuant ainsi les risques de prolifération. Mais elle permettrait aussi de s'affranchir en partie du problème des produits de fission en ne générant que des déchets à vie relativement courte, ce qui serait, semble-t-il, possible avec un combustible nucléaire, le thorium, offrant de l'énergie pour des siècles, voire des millénaires (1).

Miracle ? L'homme étant sérieux, il mérite qu'on s'attarde sur son propos. L'astucieux procédé de production d'énergie qu'il décrit est en fait le résultat des amours compatibles entre les techniques utilisées par les physiciens des hautes énergies pour les accélérateurs de particules et celles développées par les ingénieurs de l'industrie nucléaire pour leurs réacteurs. L'idée n'est pas totalement neuve. A plusieurs reprises, elle a été étudiée sur le papier par les pays nucléarisés. En vain, car les techniques disponibles pour la développer n'étaient pas suffisamment performantes. Mais les avantages potentiels du procédé sont tels que régulièrement le sujet revient à la surface.

Pourquoi, cette fois, un tel rebondissement ? Parce que, d'abord, d'importants progrès ont été accomplis dans ces toutes dernières années sur les accélérateurs de particules dont on avait besoin pour ces réacteurs dits « hybrides ». Parce qu'ensuite, sans la forte personnalité de Carlo Rubbia, le découvreur avec Simon Van der Meer des fameux

« bosons vecteurs » salués par toute la communauté scientifique en 1984, les recherches sur cette nouvelle forme d'énergie n'auraient pas été autant médiatisées.

D'autres avant lui se sont penchés sur ce sujet et ont proposé des solutions dont le contenu n'a guère dépassé le cadre étroit de la petite communauté des spécialistes. Ainsi en va-t-il, par exemple, de celles prospectées depuis quelques années par une équipe américaine du Los Alamos National Laboratory (Nouveau Mexique) dirigée par C. D. Bowman et E. D. Arthur. Dès 1990, ces chercheurs ont décrit de manière relativement détaillée un tel système de production d'énergie et d'élimination des déchets radioactifs.

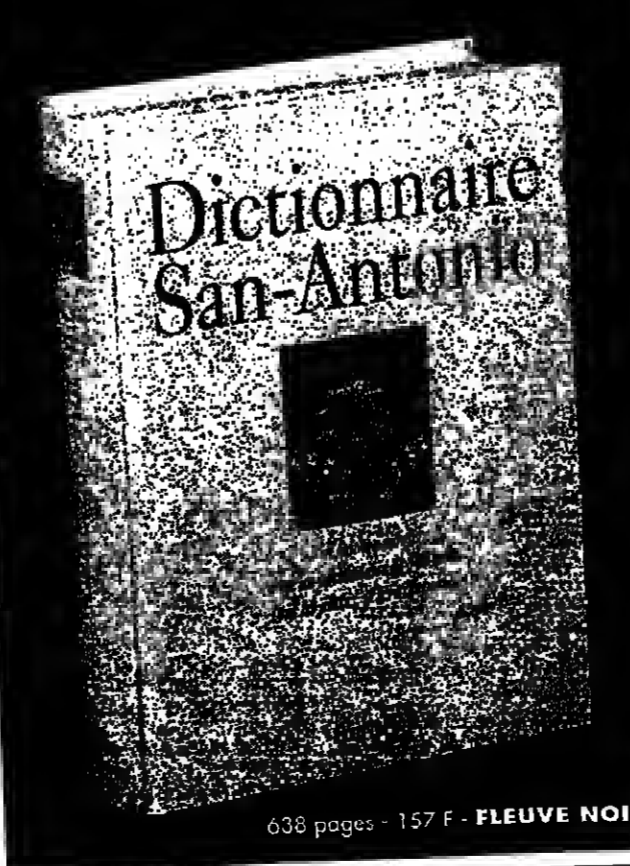
Ce projet, baptisé ATW (Accelerator Transmutation of Waste and Energy Production) et adapté de techniques envisagées par les militaires pour la production de tritium nécessaire aux armes thermonucléaires, balayait l'ensemble des possibles et proposait des réacteurs hybrides pouvant brûler soit les combustibles classiques du nucléaire (uranium et plutonium), soit un autre radionucléide, le thorium, non encore utilisé et très largement présent dans la croûte terrestre.

Comment cela fonctionne-t-il ? Tout tient à deux phénomènes sans lesquels les réactions nucléaires qui animent le cœur de nos centrales actuelles n'auraient pas de sens : la fission et la criticité. Le premier correspond à la rupture d'un noyau lourd d'atome (uranium 235, plutonium 239, thorium 232) qui, sous l'impact d'une particule minuscule, le neutron, se brise comme une noix en deux morceaux plus petits.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU
Lire la suite page 12

(1) Si l'uranium n'est présent dans la croûte terrestre qu'à raison de 4 grammes par tonne, le thorium l'est à raison de 12 grammes par tonne. D'autres produits comme le lithium et l'antimoine pourraient être utilisés dans d'autres réacteurs.

San-Antonio a du génie. Ce livre est un monument.



A L'ÉTRANGER : Micro, 8 DM ; Turin, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 85 p. ; Irlande, 280 IR ; Italie, 1,20 \$; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 100 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$;

INTERNATIONAL

La guerre dans l'ex-Yougoslavie et l'acheminement de l'aide humanitaire

Les secours parviennent de nouveau en Bosnie

BELGRADE

de notre correspondant

■ **LES CONVOIS EN BOSNIE.** L'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie, où trois millions de personnes affrontent un deuxième hiver de guerre, a repris mercredi 24 novembre après deux mois d'interruption. L'engagement pris la semaine dernière par les représentants des belligérants de garantir le libre passage des convois semble produire ses premiers effets.

■ **L'ACCORD DE LA CROATIE.** Le président croate Franjo Tudjman a accepté de participer à la réunion organisée lundi 29 novembre à Genève par les Européens pour relancer les négociations sur l'ex-Yougoslavie. Mais la Croatie demandera des «garanties supplémentaires».

Un convoi du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), composé de onze camions transportant 100 tonnes de vivres, a pu parvenir mercredi à Tuzla, ville industrielle du Nord-Est contrôlée par les forces gouvernementales bosniennes (à majorité musulmane). Les forces serbes bloquaient depuis huit jours la route qui relie Belgrade à Tuzla et permet d'accéder ensuite aux enclaves musulmanes assiégées de Bosnie orientale (Zepa, Srebrenica, Gorazde). Or cette route était la seule que tentaient encore d'emprunter les camions humanitaires depuis le 25 octobre, date à laquelle un chauffeur danois avait été tué en Bosnie centrale, ce qui avait incité le HCR à

suspendre le ravitaillement par les autres voies terrestres.

Les Serbes de Bosnie, désireux de briser toute forme de résistance musulmane, ne laissent passer qu'au comptant les convois traversant les territoires qu'ils contrôlent. Deux convois chargés de 30 tonnes de vivres chacun ont été autorisés mercredi à se diriger vers les enclaves musulmanes de Zepa et de Srebrenica. En revanche les Serbes refusaient toujours mercredi l'acheminement de secours vers Gorazde, qui n'a pas été ravitaillé depuis dix-sept jours.

La route «Diamant»

A Tuzla, où les Serbes n'ont laissé passer que 12 % de l'aide prévue pour novembre, la population souffre de la faim. Le bataillon norvégien de la FORPRONU, qui est déployé dans cette région, s'est lui-même trouvé en difficulté après s'être vu pendant vingt jours refuser par les Serbes bosniaques le passage de son propre convoi de ravitaillement. Lundi encore, ce dernier a été refoulé par les milices serbes. Voyant les réserves des «casques bleus» s'épuiser, la FORPRONU a



alors menacé de recourir à la force et le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a fini par donner son feu vert au passage du convoi.

Pont aérien et parachutages

Le HCR a d'autre part rouvert mercredi la célèbre route

«Diamant», axe vital pour le ravitaillement de la Bosnie centrale, qui était fermée depuis le 25 octobre.

Compte tenu des dangers que comporte cette route qui traverse plusieurs villes où s'affrontent forces croates et musulmanes, un convoi militaire britannique de la FORPRONU

s'est chargé exceptionnellement du transport des 270 tonnes de farine que le HCR destinait à Zenica. En fin d'après-midi, les vivres étaient déchargés à Travnik, une ville sous contrôle des forces musulmanes situées à une vingtaine de kilomètres de Zenica et où les entrepôts des organisations humanitaires sont vides depuis le week-end dernier.

Face aux difficultés de l'acheminement terrestre, les Nations unies avaient décidé dès juillet 1992 de recourir au transport aérien. Le pont aérien avec Sarajevo a maintenant dépassé en durée celui qui avait alimenté Berlin en 1948-1949, sans toutefois atteindre le même volume. Il a permis jusqu'ici de livrer quelque 79 000 tonnes d'aide humanitaire à la population de la capitale assiégée.

En mars 1993, les Nations unies ont dû recourir également aux parachutages : près de 10 000 tonnes de vivres et 136 tonnes de médicaments ont été larguées depuis par des avions américains, français et allemands, notamment sur les enclaves musulmanes de l'est de la Bosnie et récemment sur Mostar (sud-ouest).

FLORENCE HARTMANN

La Croatie accepte sous conditions l'initiative européenne de paix sur la Bosnie

ZAGREB

de notre correspondant

Menacé par un gros bâton et alléché par «une petite carotte», selon l'expression de la presse de Zagreb, la Croatie semble prête à accepter sous conditions l'initiative européenne de paix sur la Bosnie. L'initiative franco-allemande de relance des négociations, à laquelle ont souscrit lundi les autres pays membres de l'Union européenne. Proposant à Belgrade d'échanger une «suspension progressive» des sanctions internationales contre un accord de paix en Bosnie et un *modus vivendi* entre les séparatistes serbes de Krajina et le reste de la Croatie, le plan des Douze suscite de fortes réserves à Zagreb, où l'on ne semble cependant pas avoir les moyens de le rejeter.

Mate Granic, le ministre des affaires étrangères, a diplomatiquement expliqué, mercredi 24 novembre, aux députés croates que, loin de figer pour l'éternité la situation, ce *modus vivendi* serait «un processus dynamique de réintégration» des zones serbes dans le giron croate. Mais le chef de la diplomatie de Zagreb a ajouté qu'avant d'accepter définitivement la nouvelle initiative la Croatie entend obtenir trois «garanties supplémentaires» des Européens. La première concerne «l'intégrité territoriale de la Croatie», même si les Douze ont déjà clairement reconnu que la Krajina fait partie du territoire

croate. La seconde garantie, qui sera la plus difficile à mettre en œuvre, vise à obtenir «la mise sous contrôle» de l'ONU des armes lourdes des séparatistes serbes de Krajina. Enfin, la troisième demande croate concerne «le retour des réfugiés chez eux». Cette formule semble plus rhétorique, même pour les hommes au pouvoir en Croatie. Elle est obligatoire en raison de la pression des quelque deux cent cinquante mille Croates «déplacés» des zones serbes.

Le *modus vivendi* pour la Krajina est présenté par les Européens comme une «première étape» sur la voie d'un règlement définitif. En renvoyant ainsi à plus tard – et peut-être à jamais, craint-on à Zagreb – le rétablissement de la souveraineté croate sur les «territoires occupés» par les Serbes, les Européens contraindraient à l'évidence l'objectif numéro un affiché par les dirigeants croates : récupérer la Krajina au plus tôt et, pour cela, faire dépendre toute levée des sanctions qui pèsent sur la Serbie d'une solution définitive de cette question.

Mais les autorités croates ont beaucoup de raisons de se plier à la volonté des Douze. D'abord, la guerre en Bosnie-Herzégovine contre les musulmans tourne manifestement au désavantage des Croates de Bosnie et risque de se transformer en désastre diplomatique pour le gouvernement de Zagreb, déjà

menacé d'être privé de son statut d'invité spécial au Conseil de l'Europe. Ensuite, la Croatie, au bord de l'abîme économique, engagée dans un sévère plan de stabilisation, n'est pas insensible aux incitations que pourrait lui offrir l'Union européenne. Zagreb, qui frappe désespérément à la porte de l'Europe et des grands organismes internationaux, pourrait notamment bénéficier du programme européen PHARE et d'avantages commerciaux. Enfin, au cas où la Croatie pencherait pour l'option militaire, les Douze ont agité, indique un haut responsable, un «gros bâton» : la menace de sanctions internationales.

Le gouvernement de Zagreb pourrait donc se résoudre à accepter le *modus vivendi* en Krajina, surtout s'il obtient le désarmement des forces serbes. Mais le plan des Européens risque aussi d'écarter dans son volet bosnien. Les Croates sont certes disposés à accorder aux musulmans une zone franche dans le port croate de Ploce, sur l'Adriatique. Mais ils refusent de leur céder un accès territorial direct à la mer qui couperait les territoires croates. Cette revendication des musulmans bosniaques, sur laquelle l'initiative des Douze reste vague, est l'une de celles qui avaient fait échouer les négociations de paix en septembre.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

GRANDE-BRETAGNE

Importante saisie d'armes à destination d'extrémistes protestants d'Irlande du Nord

LONDRES

de notre correspondant

L'opération de saisie d'armes et d'explosifs, montée conjointement par les services douaniers et le MI6 (services de contre-espionnage «extérieurs»), avec l' étroite collaboration des autorités polonaises, constitue la plus importante saisie d'armes de contrebande jamais opérée en Grande-Bretagne. En même temps, il s'agit d'un sérieux coup porté à l'un des groupes terroristes nord-irlandais, la Force des volontaires de l'Ulster (UVF), l'une des deux organisations paramilitaires «loyalistes» (protestantes), qui se voit ainsi privée d'une partie de sa logistique militaire.

C'est à la suite d'informations transmises par les services polonais que les autorités britanniques ont effectué mercredi une perquisition à bord du cargo de 6 400 tonnes *MY-Inowroclaw*, immatriculé en

Pologne, qui faisait escale à Teesport, un port du nord-est de l'Angleterre. Dans ses cales, un conteneur, entouré de colis de porcelaine, est isolé : il renferme plus de trois cents fusils d'assaut AKM (version légère de la célèbre kalachnikov AK-47), près de 2 tonnes d'explosifs, de détonateurs et de munitions, ainsi qu'un certain nombre de pistolets.

Le navire, qui avait entamé son voyage dans le port polonais de Gdynia, à l'ouest de Gdansk sur la mer Baltique, devait décharger sa cargaison à Belfast, est une zone de la capitale d'Irlande du Nord où la communauté protestante est majoritaire.

L'UVF a admis, dans la soirée de mercredi, que cette saisie constituait pour elle un «revers». Cette découverte constitue une importante victoire dans la lutte que mènent les autorités britanniques

contre le terrorisme en Ulster, mais elle illustre un phénomène doublement inquiétant. D'une part, elle confirme qu'il existe dans différents pays d'Europe de l'Est d'importantes stocks d'armes et de munitions qui ne bénéficient plus d'une grande surveillance. Les groupes terroristes peuvent donc facilement s'approvisionner dans cette région. D'autre part, alors que, jusqu'à présent, seule l'Armée républicaine irlandaise (IRA), c'est-à-dire le camp «républicain» (catholique), avait recours aux attentats à l'explosif, cette saisie semble indiquer que les «loyalistes» pourraient également s'engager dans cette voie. Sir Hugh Annesley, chef de la police d'Irlande du Nord, avait récemment lancé un avertissement en ce sens, précisant que les «loyalistes» pourraient même frapper à Dublin, la capitale de la République d'Irlande.

L. Z.

Points

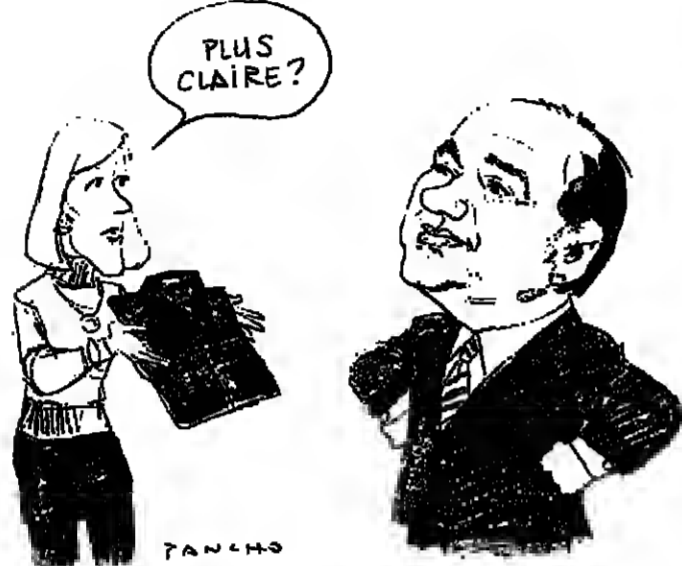
DES SUCCÈS
PLEIN
LES POCHES

Points

EUROPE

ITALIE

Le soutien de Silvio Berlusconi aux néo-fascistes du MSI provoque une tempête



ROME

de notre correspondante

« Si je vivais à Rome, sans hésiter une seule seconde, je voterais pour Giancarlo Fini (MSI). » La petite phrase prononcée par Silvio Berlusconi (le Monde du 25 novembre), en réponse à une question posée par un journaliste au cours de la présentation d'un centre commercial dans la banlieue de Bologne, a provoqué une levée de bouillottes, d'autant que la veille « *Sua Emittenza* » s'était déclaré prêt à « boire le calice amer » de l'entrée dans l'arène politique « pour sauver le pays ».

Déjà choqués par les résultats des élections de dimanche, qui ont donné plus de 30 % des suffrages aux néo-fascistes du MSI de Giancarlo Fini et d'Alessandro Mussolini à Rome et à Naples, les Italiens ont du mal à accepter une telle prise de position de la part d'un homme qui dirige un empire dans les médias.

Une sorte de « chantage »

D'ailleurs, 230 journalistes du groupe de presse écrite Mondadori, qu'il contrôle, se sont vite réunis pour voter à la quasi-unanimité une journée de grève. Ils veulent être rassurés quant aux ambitions de leur éditeur, en affirmant « *refuser tout engagement politique de la part des dirigeants et des journalistes* » du groupe. Même discours du côté de nombreuses vedettes de ses chaînes de télévision.

M. Berlusconi s'est senti obligé, mercredi après-midi 24 novembre, d'écrire une lettre ouverte pour s'expliquer. Après avoir réaffirmé qu'il est « *radicalement étranger à la tradition et à la culture fasciste* », il a déclaré qu'il n'accepte pas que l'on transforme l'antifascisme en une sorte de

« *chantage* ». Il a précisé vouloir solliciter les forces politiques modérées afin qu'elles se coalisent pour compter et peser dans la phase de transition de la première à la deuxième République.

Une nécessité, selon lui, d'autant qu'autour des ex-communistes du PDS, serait en train de se constituer, pour gouverner le pays, une alliance de gauche en laquelle beaucoup d'*« Italiens comme il faut »*, y compris lui-même, n'ont pas confiance.

Cette précision n'a pas, pour l'instant, obtenu l'effet escompté. Le risque de « *perilisme électoral* », comme l'a défini un député PDS, ne laisse personne indifférent. Pour ses opposants, M. Berlusconi, qui a toujours soutenu jusqu'ici son grand ami, le socialiste Bettino Craxi — n'en ayant fait un tour aussi du côté de la Ligue lombard — ne trouverait personne à qui se vouer. C'est la raison pour laquelle il s'apprêterait à jurer tout seul. — (Interim.)

Assassinat d'un commerçant en Sicile. — Giuseppe Scaringi, un commerçant de Catane (dans l'est de la Sicile), patron d'une chaîne de magasins d'habillement, a été assassiné dans la nuit du mardi 23 au mercredi 24 novembre par deux tueurs à moto, a annoncé la police. Ce crime est attribué à la Mafia et serait lié aux extorsions de fonds auxquelles ce commerçant, très connu en Sicile, était soumis. M. Scaringi, qui avait débuté avec une petite boutique, était devenu en quelques années avec deux de ses frères un des principaux négociants siciliens. Il avait créé les premiers supermarchés de l'habillement dans l'île et faisait sa promotion à l'aide de vastes campagnes publicitaires, diffusées par les télévisions privées de Sicile. — (AFP.)

BONN

de notre envoyé spécial

Il a finalement cédé. Alors que les critiques fusillaient de toutes parts, presque quotidiennement, Steffen Heitmann, le candidat présenté par les chrétiens-démocrates (CDU) et les chrétiens-sociaux de Bavière (CSU) à la succession de Richard von Weizsäcker au poste de président de la République fédérale, ne voulait pas entendre parler d'un retrait de sa candidature avant le scrutin du 23 mai de l'année prochaine. Pourtant, à la mi-novembre, un nouveau sondage de l'institut Forsa indiquait que 65 % des Allemands (et 71 % des habitants des Länder de l'Est) étaient d'avis que le ministre de la justice de Saxe devait mieux se retirer de la course.

Jeudi matin 25 novembre, il a annoncé dans une conférence de presse : « *Je me retire pour permettre aux partis de rechercher un candidat commun et pour sauvegarder l'idée de confier la plus haute charge de l'Etat à un Allemand de l'Est.* » Il a aussitôt proposé comme candidat commun Richard Schröder, un théologien membre du SPD, qui avait en 1990 présidé le groupe SPD à la Chambre du peuple de la RDA.

M. Heitmann, un juriste et théologien protestant de quarante-neuf ans originaire de Dresde, était si peu populaire que le doute commençait à gagner les rangs de la CDU où beaucoup se demandaient si le choix du chancelier Kohl, qui souhaitait que ce poste honorifique — au nom de l'Allemagne unifiée — revienne à une personnalité de l'ex-RDA, était vraiment judicieux. Heinz Eggert, le ministre de l'Intérieur de la ville, constatait ainsi, dernièrement, que « *la tombe dans laquelle le candidat n'est précipité (par ses adversaires) est à présent si profonde que nous ne pouvons probablement plus l'en sortir.* »

Certains avançaient déjà d'autres noms, comme celui de Roman Herzog, le président du Tribunal constitutionnel. Et d'autres membres de la CDU reconnaissaient que M. Heitmann n'avait pas intérêt à poursuivre la compétition et que le parti serait, en fait, soulagé s'il décidait de jeter l'éponge.

Cet austère Saxon eut le don,

COMMENTAIRE

Trop tard

EN désignant, au mois de septembre dernier, Steffen Heitmann comme candidat de la CDU à la succession de Richard von Weizsäcker à la présidence de la République, le chancelier Kohl a commis une erreur peut-être fatale pour sa survie politique. Dans une période où l'on a interrogé à l'étranger sur la capacité de l'Allemagne à surmonter le veugle de xénophobie meurtrière de l'année 1992, il était pour le moins hasardeux de proposer pour ce poste, honorifique

en effet, de faire pousser des boules aux sociaux-démocrates, aux libéraux et à une bonne partie également de ses amis politiques. Viscéralement attaché aux valeurs morales « *bourgeoises* » traditionnelles, beaucoup voient en lui un conservateur un peu trop caricatural. Dans la tournée électorale qu'il a entreprise dans les organisations locales du parti — ce qui est tout à fait exceptionnel dans une campagne « *présidentielle* » allemande — ses thèmes préférés étaient la famille, la criminalité des jeunes, « *qui manquent de la chaleur dont ils ont besoin* », et l'éducation des enfants.

Des malentendus fréquents

Celle-ci, a-t-il notamment affirmé, reste meilleure dans les familles où l'un ne s'entend pas que dans celles de parents divorcés. La mère est, à ses yeux, la mieux placée pour assurer l'éducation de sa progéniture en raison de ses liens avec l'enfant pendant la grossesse et à la naissance. C'est un métier « *plus important que tout autre* » ; en fait, les pères ne peuvent qu'admirer « *ces petits poquets* ». « *Je suis convaincu* », disait-il — ce que Der Spiegel a relevé — que dans les premières années de la vie, la mère a un rôle particulier à assumer. Mais cela n'exclut évidemment pas que dans des cas tragiques, les choses se passent différemment. Par exemple, lorsque la mère meurt.

Des propos qui venaient s'ajouter à d'autres, d'ailleurs, sur l'« *abondance* » d'étrangers, le droit des Allemands à conserver leur identité, l'Histoire — et que les porte-parole de M. Heitmann ne cessent ensuite de démentir, reprochant à la presse d'avoir « *exagéré* » ses propos ou mal interprété ses paroles. Les « *malentendus* » étaient devenus si fréquents que cela en devenait un tintinnet gênant.

La semaine dernière encore, le ministre de la justice de Saxe, dans une interview au *Kölnischer Stadtanzeiger*, n'aurait pas un abandon de sa candidature. « *Je peux avoir une jambe écrasée, être victime d'un infarctus, nu que sais-je encore* », expliquait-il, « *il est possible qu'une*

ALLEMAGNE

Steffen Heitmann renonce à sa candidature à la présidence de la République

situation se produise qui me fasse réfléchir d'une façon nouvelle. » Le lendemain, son entourage précisait que M. Heitmann avait été mal compris.

Ces déclarations et les préférences du ministre pour la mère au foyer et au fourneau n'étaient guère populaires, on s'en doute, auprès du sexe féminin. Lors du congrès des femmes libérales (FDP), Helmut Hamann-Brücher, avait, sans le citer nommément, dénoncé des propos qui montraient « *qu'il était grand temps qu'une femme se présente à la fonction suprême de l'Etat* », tandis que le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, disait ne pas apprécier la manière dont M. Heitmann conduisait sa campagne présidentielle. En tout cas, le FDP n'allait pas voter pour lui, en mai de l'année prochaine, et sa préférence va, pour le moment, à M^{me} Hamann-Brücher.

« Intellectuellement modeste »

Les sociaux-démocrates n'avaient jamais eu évidemment de penchant particulier pour le candidat de la CDU/CSU, et dans son discours d'ouverture du récent congrès du SPD, Rudolph Scharping, le président du parti, avait enfoncé un peu plus le clou, en présentant M. Heitmann comme un « *conservateur de droite* », « *intellectuellement modeste* » et « *politiquement lésivé* ». C'était certes pour mieux faire valoir son propre candidat, Johannes Rau, qui est l'un des hommes politiques les plus populaires de la République fédérale, mais le secrétaire général de la CDU, Peter Hintze, lui avait immédiatement demandé des excuses pour ces « *penibles déraillements* » de langage.

La discussion devenait de plus en plus embarrassante, pour les chrétiens-démocrates. Finalement, ils affirmèrent que Steffen Heitmann avait été victime, depuis le lancement de sa candidature,

d'une incroyable campagne de dénigrement et de diffamation, que les médias n'avaient pas donné de lui une image correcte, etc. Mais de plus en plus de députés et de dirigeants « *amis* » commençaient à prendre leurs distances, à affleurer leur désaccord : en fait, plus de 60 % des électeurs de la CDU n'avaient pas une bonne impression de ce ministre de la justice de Saxe. Au début, l'homme était presque totalement inconnu, même dans les Länder de l'est, et au fur et à mesure que les Allemands faisaient sa connaissance, sa cote de popularité ne décollait pas.

An premier tour de l'élection présidentielle, le 24 mai prochain, la CDU et la CSU ne pouvaient compter à elles seules sur la majorité absolue requise, au premier tour de l'élection présidentielle, pour leur candidat. Elles avaient besoin de l'appui des libéraux du FDP, qui le leur aurait refusé si le candidat avait eu pour nom Steffen Heitmann, d'autant plus que le vote, à la Bundesversammlung, est « *libre* ». Avant la retraite du ministre saxon, on pensait à Bonn que la candidature de Roman Herzog, juriste et ancien ministre de l'Intérieur du Bade-Wurtemberg, pourrait être avancée ; et le FDP n'y est pas hostile, bien que ses préférences soient pour M^{me} Hamann-Brücher. A moins que dans cette situation nouvelle, finalement, le social-démocrate Johannes Rau...

Concernant les spéculations sur son éventuelle renonciation en faveur de Roman Herzog, Steffen Heitmann avait confié qu'il avait appris la nouvelle « *par la radio* », on ne m'en a pas parlé personnellement et il disait encore, voici une semaine, avec sérénité : « *Mon expérience me fait dire que l'avenir repose dans les mains de Dieu. Qui sait ce qui peut se passer dans les prochains mois à venir.* »

ALAIN DEBOVE

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et en anglais au : 48-00-20-17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. *Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-48-45.

- SAMEDI 27 NOVEMBRE**
S. 5 - Arts de l'Inde, d'Himalaya et d'Asie du Sud-Est. - M^{me} LOUDMER.
- LUNDI 29 NOVEMBRE**
S. 4 - Tableaux, bibelots, meubles, livres. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 6 - Atelier Georges Klein. Tableaux. Mobilier. - M^{me} BARON, RIBEYRE.
- MARDI 30 NOVEMBRE**
S. 9 - Photos. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 12 - Bijoux. - M^{me} RENAUD.
- MERCREDI 1^{er} DÉCEMBRE**
S. 3 - Ventes de DOUANES. Pierres précieuses, Bijoux. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. SUITE DE CETTE VENTE les 2 et 3 DÉCEMBRE S. 3.
S. 14 - Meubles et objets d'art. - M^{me} LOUDMER.
S. 15 - Mobilier. - M^{me} ROGEON.
- JEUDI 2 DÉCEMBRE**
S. 9 - 14 h. Bibliothèque de JACQUES MATARASSO. Le surréalisme. - M^{me} LOUDMER. SUITE DE CETTE VENTE les 3 et 4-12. SALLE 9.
S. 12 - Archives GOUNOD et archives POTOCKA. - M^{me} OGER, DUMONT et M^{me} BEAUSSANT, LEFÈVRE.
- VENREDI 3 DÉCEMBRE**
S. 4 - 14 h 15. Trains. Josses de la collection HENRI M. PETIT. Première vente. - M^{me} PICARD. Experts MM. Lammim et Scherpereel.
S. 5 - Objets nègres, Océanie. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 15 - Tableaux, bibelots, Meubles anciens et style. M^{me} AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.
S. 16 - Meubles et objets mobiliers. - M^{me} de RIQUES.
- SAMEDI 4 DÉCEMBRE**
S. 12 - Bijoux. Fourrures. Boutons. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
- AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BARON, RIBEYRE, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
BEAUSSANT, LEFÈVRE, 46, rue de la Victoire (75009), 40-23-92-12.
BINOCHÉ, GODEAU, 3, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement LOUDMER, 7, rue Racine (75009), 44-75-50-50.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PICARD, 3, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
DE RIQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

LA DOCUMENTATION DU Monde SUR MINTEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

3617 LMDOC
recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56
lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

LUC ROSENZWEIG

هكذا من الظلم

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

Les affrontements dans les territoires occupés par Israël

Le chef des commandos armés du Hamas a été tué à Gaza

Imed Akhel, chef des commandos armés du mouvement intégriste Hamas, a été tué, mercredi 24 novembre à Gaza, par des gardes-frontières israéliens. C'est une grande victoire contre le terrorisme, a affirmé le chef d'état-major de l'armée.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le délai de dix-huit jours qui reste avant la mise en œuvre officielle du retrait progressif de l'armée israélienne des territoires de Gaza et de Jéricho d'abord, pourra-t-il être respecté? Des voix de plus en plus nombreuses, notamment celle du premier ministre israélien, Itzhak Rabin, laissent s'élever des doutes à ce sujet.

Certes, deux généraux de l'Armée de libération de la Palestine (ALP), accompagnés de deux douzaines de jeunes formés en Egypte, sont arrivés ces derniers jours à Gaza pour créer l'ossature des prochains services de sécurité du territoire. Certes encore, les négociations à huis clos entre les délégués palestiniens et leurs homologues israéliens pour la passation des pouvoirs à Gaza et

Jéricho se poursuivent discrètement au Caire.

Mais, même si les deux parties annoncent périodiquement des « progrès », la superficie qui sera dévolue à la région autonome de Jéricho, le nombre de soldats qui seront déployés aux frontières et bien d'autres problèmes encore ne sont toujours pas réglés. Israël refuse aussi de s'engager par écrit à libérer dans les quatre mois la totalité des dix mille à onze mille (selon les sources) Palestiniens détenus dans ses geôles. Bref, rien n'est encore signé.

Aggravation sur le terrain

Pendant ce temps, avec son cortège de violences, d'émousses et de déclarations enflammées, la situation, sur le terrain, donne singulièrement l'impression de s'aggraver. Depuis le 13 septembre, date de la signature de l'accord, douze Israéliens ont été tués par des activistes palestiniens opposés au processus engagé en leur nom, vingt-six Palestiniens sont morts dans des émeutes ou des accrochages avec l'armée ou les colons extrémistes. Six autres Palestiniens, réputés collaborer avec la puissance occu-

pante, ont été « exécutés » par de soi-disant « justiciers » arabes. Lourds bilan.

Mercredi, deux jeunes hommes ont été tués par l'armée à Gaza. Le premier s'appelait Nidal Awad et il avait dix-sept ans. La troupe lui reprochait d'avoir forcé l'un de ses barrages. Le second avait vingt-quatre ans et il avait fait, ailleurs, la même chose. Mais lui était armé. Il a riposté aux tirs des hommes de la police des frontières et c'est à la suite d'un échange de coups de feu qu'il est mort, touché à la tête. C'est alors seulement, selon leurs déclarations, que les gardes-frontières se sont rendu compte qu'ils venaient de tuer leur ennemi numéro un dans la région.

Imed Akhel était le chef des brigades clandestines Ezzedine El Qassam pour la région nord de Gaza. Présumé complice du meurtre d'au moins trois soldats israéliens, de plusieurs dizaines d'attaques à main armée contre les troupes, et de l'assassinat d'un grand nombre de Palestiniens réputés « collabos », le jeune homme figurait depuis deux ans en tête de la liste des personnes recherchées établie par le Shin

Bet, le service de sécurité intérieure d'Israël.

A l'annonce de sa mort, le chef d'état-major de l'armée, le général Ehoud Barak en personne, s'est félicité à la radio nationale de « cette grande victoire sur le terrorisme ». Coïncidence, quelques heures avant, Itzhak Rabin avait réuni tous les chefs des services de sécurité d'Israël - Shin Bet, armée, police, plus le procureur général du pays et le ministre de la justice - et avait « ordonné à tous de faire le maximum d'efforts dans la lutte contre les organisations terroristes qui s'opposent à la paix ». En sortant de la réunion, M. Rabin, qui est aussi ministre de la défense, a simplement lâché, en apprenant la mort d'Akhel : « Tous les meurtriers connaîtront le même sort ».

Trois jours de deuil

Positive pour le processus de paix, la mort de ce jeune pistolet? Les brigades qu'il commandait se réclament du mouvement intégriste Hamas, lequel rejette l'option « Gaza-Jéricho d'abord » acceptée par Yasser Arafat. Mais les commandos en question

venaient justement d'annoncer, un peu plus tôt dans la journée, qu'ils mettaient dorénavant fin aux exécutions de collaborateurs (près de sept cents tués depuis six ans) et une sorte de dialogue commençait enfin à s'amorcer entre eux et les groupes armés du Fatah. Que va-t-il se passer maintenant? Mystère.

En tout cas, dès l'annonce du décès, des militants du Hamas se sont répandus un peu partout dans la région avec des mégaphones pour décréter trois jours de deuil, et donc de grève, sur l'ensemble du territoire de Gaza. A en juger par les précédents, et compte tenu de l'état des forces sur le terrain, il est douteux que le Fatah remette en cause ce mot d'ordre. On peut même s'attendre à une condamnation en bonne et due forme, par Yasser Arafat ou l'un de ses collaborateurs, du meurtre de ce « valeureux martyr », comme disaient les mégaphones.

D'autant, et c'est un nouveau signe de l'effritement continu des opinions favorables au processus de paix - chez les Israéliens, mais aussi parmi les Palestiniens des territoires occupés, - que l'OLP a enregistré, mercredi, une

défaite électorale sans précédent dans l'un de ses plus sûrs bastions. Certes, le victoire (par 52 % des voix) des opposants à Yasser Arafat aux élections estudiantines de la prestigieuse université de Bir-Zeit n'a pas valeur de test national. Même s'ils ont voté à 94,6 %, les étudiants de Bir-Zeit ne sont, après tout, que 2 700 et ils appartiennent, dans leur majorité, à la classe moyenne-supérieure.

Au surplus, ce fut la première fois que la centrale OLP - virtuellement réduite à la faction du Fatah et aux ex-communistes du PPP - faisait face à une coalition « contre nature » d'islamistes et de marxistes, qui n'ont rien en commun sinon leur opposition au pacte conclu avec Israël.

Il n'empêche : ce peut être un précédent pour de futures et encore éventuelles consultations électorales dans les territoires. Dure défaite. C'est la première fois, dans l'histoire de ce campus - le plus ancien des territoires - où la grande majorité des notables palestiniens de la lutte pour l'indépendance ont usé leur fond de culotte, que Yasser Arafat se retrouve minoritaire chez lui.

PATRICE CLAUDE

REPÈRES

AFFAIRE HAIDER

L'Autriche condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme

Jörg Haider, le chef de file du Parti libéral autrichien, connu pour ses positions xénophobes, a fait condamner son pays par la Cour européenne des droits de l'homme, mercredi 24 novembre. La juridiction de Strasbourg a jugé que l'Autriche n'a pas respecté la liberté d'expression dans l'affaire qui l'opposait à M. Haider.

Entre 1987 et 1989, M. Haider avait projeté de créer une station de radio privée dans son fief, en Carinthie. La direction fédérale des postes et des télécommunications, compétente en la matière, lui refusa le licence d'exploitation. M. Haider s'est tourné vers les juges européens qui considèrent, dans leur arrêt, que l'office autrichien de radio-diffusion a violé l'article 10 de la Convention des droits de l'homme en abusant de son monopole. En prime, il a obtenu un dédommagement de 100 000 schillings (un peu moins de 50 000 francs). - (Corresp.)

CHINE

Pékin proteste contre la réception du dalaï-lama par M. Mitterrand

La Chine a fait savoir jeudi 25 novembre qu'elle avait protesté contre l'entrevue « privée » accordée, le 18, par le président français au chef spirituel des Tibétains, le dalaï-lama. Pour Pékin, il s'agit là d'une ingérence. Le chargé d'affaires de l'ambassade de France en Chine, Gérard Chesnel, a été convoqué le 22 novembre au ministère, selon des sources diplomatiques. « Le dalaï-lama est engagé depuis longtemps dans des activités visant à diviser la patrie et à saboter l'unité nationale », a expliqué un porte-parole lors d'un point de presse hebdomadaire. - (AFP.)

GABON

Manifestation de masse à Libreville

L'opposition a manifesté en masse mercredi 24 novembre à Libreville, notamment devant l'ambassade de France, pour exiger la révision des listes électorales établies pour l'élection présidentielle du 5 décembre. Plusieurs milliers de manifestants ont paralysé le centre de Libreville, en organisant un sit-in sur le boulevard du front de mer. L'opposition estime que des fraudes ont eu lieu dans l'éta-

blissement des listes électorales, auquel elle affirme ne pas avoir été associée, contrairement à ce que stipule la loi électorale. Selon elle, un nombre important de mineurs et d'étrangers figurent sur les listes, dont elle réclame la refonte complète à Libreville et dans les principales villes du pays.

Dans une déclaration diffusée par la presse et la radio, le premier ministre, Casimir Oyé Mba, directeur de campagne du président Omar Bongo, a condamné sa propre succession - a reconnu que « des erreurs de caractère administratif et technique » avaient été constatées dans l'élaboration des listes mais qu'elles étaient en cours de rectification. - (AFP.)

PÉROU

Appels pour la libération de journalistes

Faisant écho aux appels lancés par la fédération internationale des journalistes, l'organisme Reporters sans frontières s'est adressé, mercredi 24 novembre, au gouvernement péruvien pour demander la libération d'au moins quatre des quinze journalistes péruviens actuellement détenus pour « appartenance à un mouvement terroriste », « spoliation du terrorisme » ou « subversion ». Aucune « preuve formelle de l'appartenance » de Eleodoro Garcia, Carlos Felton, Jesus Alfonso et Hermes Rivera au Sentier lumineux ou au Mouvement révolutionnaire Tupac Katari n'a été apportée, souligne Reporters sans frontières. Ces quatre journalistes ou directeurs de stations de radio avaient tous effectué des reportages sur la corruption de la police et de l'armée avant leur arrestation.

TURQUIE

Mise en garde de deux députés kurdes

Sirri Sekik et Sedat Yurtat, deux députés turcs du Parti démocratique (DEP, pro-kurde), dont les deux principaux dirigeants sont en prison, ont affirmé mardi 23 novembre, au cours d'une conférence de presse au siège de la Ligue des droits de l'homme à Paris, que les populations kurdes de Turquie « risquent d'être poussées vers la solution du désespoir et de la violence ». Si le point de vue des parlementaires et hommes politiques kurdes en faveur d'une solution politique dans un cadre démocratique n'est pas entendu, ont-ils estimé, « la population ira vers des solutions se trouvant dans la montagne », allusion à la lutte armée menée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). - (AFP.)



"Hello, is there anybody there?" said the Future. You can ignore the future but it won't go away. A truly integrated Europe is coming, in one form or another, sooner or later. Of this we can all be sure, indeed in many ways it is already here. There is for instance already a newspaper for Europe. It gives you a European perspective on business, politics, society, culture and all that matters. It is published weekly, and read widely. For pleasure and for business. For information and for stimulation. Is there anybody there? Yes, Yes, we are here in our millions. Europe is changing. Are you standing still?

THE EUROPEAN
THE WEEKLY NEWSPAPER FOR EUROPE

"Hi, il y a quelqu'un là?" demande l'avenir. Vous pouvez l'ignorer mais vous n'y échapperez pas. Une Europe nouvelle et une autre, bien ou mal, en, d'être remaniée ou d'être autre. Tout le monde le sait. En fait, elle est déjà là, à plus d'un titre. Et y a déjà par exemple un journal pour l'Europe. Un journal qui vous donne une perspective européenne sur les affaires, la politique, la société, la culture, le sport et plein d'autres choses. Il paraît chaque semaine et beaucoup de gens le lisent déjà. Pour le plaisir ou pour les affaires. Pour s'informer et pour s'émouvoir. Il y a quelqu'un là? Oui, oui, nous sommes des millions là. L'Europe change. Et vous?

هكذا من الظلم

INTERNATIONAL

ASIE

Hongkong : les gangs préparent 1997

Suite de la première page

Par la suite, liées au pouvoir, elles deviennent de vulgaires organisations criminelles, trafiquant l'opium, contrôlant la main d'œuvre et fournissant des hommes de main aux nationalistes.

Décimées par les communistes après leur victoire en 1949, les triades se replièrent sur Taïwan dans les bagages de Tchiang Kai-shek, et sur Hongkong. L'une des triades de la colonie, la K, fut ainsi créée à la fin des années 40 par un général du Kuomintang. Celles qui y existaient déjà avaient collaboré avec l'occupant japonais qui les avait investies d'un rôle de police parallèle. Elles conservèrent cette fonction - bien qu'elles aient été interdites en 1949 - avec le retour des Britanniques, submergés par les réfugiés. Lors des désordres provoqués dans la colonie par la révolution culturelle (1967-1968), la pègre appuya la police.

Tant le « banditisme social » des sociétés secrètes que les préventions idéologiques se sont estompés avec l'ouverture de la Chine. Les autorités de Pékin combattent certes la drogue, mais elles sont débordées : celles des provinces sont moins regardantes (1) : l'argent n'a pas d'odeur, et les triades de Hongkong s'achètent un brevet de patriotisme en investissant dans les provinces du Sud.

Les trafics de produits de luxe, lourdement taxés sur le continent, dont est friande une nouvelle bourgeoisie chinoise « compradore » (exemple : les BMW et Mercedes volées transportées sur des vedettes rapides que la police a peine à intercepter) ne sont que des épiphénomènes : profitant de la logique sauvage du profit qui prévaut en Chine, les triades de Hongkong s'y implantent rapidement. Elles disposent pour ce faire de moyens financiers considérables.

Hongkong est, désormais, moins une plaque tournante pour le transit de la drogue (en raison d'une action policière et douanière renforcée) qu'un centre de blanchiment de l'argent qui en dérive. L'héroïne en provenance du Triangle d'or passe plutôt par Taïwan (devenue aussi un pays consommateur) pour gagner les États-Unis. Les triades de Taïwan entretiennent des liens plus traditionnels avec le pouvoir (en particulier les services secrets). Le multipartisme qui prévaut à présent à Taïwan entame cette collusion, mais l'île reste un refuge pour la pègre comme pour les policiers corrompus de Hongkong. Les gangs qui contrôlent le trafic de la drogue ont

pour base Hongkong, ou sont en cheville avec des bandes de la Colonie. Mais, selon la police, aucune des grandes triades de Hongkong n'est impliquée en tant qu'organisation dans le trafic : leurs membres montent des opérations avec leurs homologues d'autres bandes ou, plus rarement, des étrangers (Nigériens), et ensuite le groupe éclate. Mais c'est le piège. Les « cerveaux » sont hors d'atteinte. Les hommes de main viennent souvent du continent : ils font leur coup et repassent la frontière chinoise.

Les lacunes de la loi

Si les jeux, la prostitution, les racketts et la drogue restent leurs principales activités, les triades pénètrent aussi le monde des affaires. « La frontière entre activités légales et illégales devient floue : la zone grise où elles se chevauchent s'élargit », estime le criminologue Mark Geylard, qui enseigne à Hongkong's City Polytechnic. L'absence de contrôle sur les mouvements de capitaux, conjuguée à l'effervescence affairiste ambiante, fait de la Colonie un paradis du blanchiment.

Y contribue aussi un bistris dans l'application d'une loi de 1989 obligeant les banques à déclarer les opérations douteuses. Cette loi a été affaiblie par une jurisprudence qui l'a déclarée contraire à la présomption d'innocence de la Bill of Rights. « En quatre ans, nous avons saisi 100 millions de dollars, soit le profit d'un trafiquant en un mois... Des montants cent à deux cents fois supérieurs sont blanchis chaque année à Hongkong », commente un détective chargé d'enquêtes financières au bureau des narcotiques.

Aux lacunes de la loi s'ajoute un système bancaire parallèle difficile à appréhender. Contrôlé par les Chinois sous couvert de négociations, de bureaux de change ou d'un commerce quelconque, ce système repose sur des réseaux de confiance (famille, communauté d'origine). Les liens de parenté élargie ou de voisinage, ainsi que l'usage de dialectes communs, créent une solidarité naturelle assurant l'étanchéité aux réseaux. Telle somme déposée chez un négociant de Hongkong est créditée sur le compte d'un parent ou un ami à l'autre bout du monde.

Les activités de Sun Yee On, la plus puissante des triades de Hongkong, sont révélatrices de l'évolu-

tion « moderniste » du milieu de la Colonie. Alors que 14 K, le haut du pavé dans les années 50, mais ne constitue pas une véritable organisation, Sun Yee On est fortement hiérarchisée. Formée d'immigrants chiu-chow, provenant de la région côtière du Guangdong, elle compterait 40 000 membres, dont la moitié sont actifs. Elle est « épurée » (l'appartenance prouvée à une triade est en soi un délit) dirigée par deux frères : Heung Wah-sing et Heung Wah-keung. Un de leurs beaux-frères, Cheong Leung-sing, est le fils du puissant président de l'Assemblée régionale de Hongkong.

Heung Wah-keung contrôle une partie de l'industrie cinématographique de Hongkong (dominée par les triades, dont la violence a suscité une manifestation de protestation des artistes et des producteurs). Lié à l'ex-gouverneur de Guangdong, Yeh Xuan-ping, il investit dans la zone industrielle libre de Shenzhen (studio de cinéma, chaînes de magasins de disques et de vidéo, restaurants, bars). « Les autres triades profitent de la corruption rampante en Chine pour faire de l'argent, mais les frères Heung veulent en plus pouvoir et légitimité », nous dit un inspecteur chargé de la lutte contre la criminalité organisée.

Apparemment, les autorités de Pékin ne nourrissent pas les mêmes réserves que celles de Hongkong à l'égard des frères Heung : elles leur auraient demandé leur coopération pour l'après-1997. En mars, quelques jours après une visite des deux frères à Pékin, le ministre de la sécurité publique, Tao Sijun, fit une déclaration, avancée par la suite mais révélatrice, sur le « patriotisme » de certaines triades.

Un renforcement attendu des mesures de prévention du blanchiment de l'argent incite les triades à opérer davantage par le biais d'investissements sur le continent : « Si la Chine ne prend pas des mesures, elle va rapidement être la destination de flux d'argent sale difficilement contrôlables », estime un policier. Les autorités chinoises coopèrent jusqu'à un certain point : à la corruption ambiante se conjugue le souci des autorités de préserver le rôle de stabilité de l'ordre marginal qui restent les triades.

Compte tenu de la crise sociale de la Chine, dont l'évolution de la criminalité est un

symptôme (2), les autorités sont conscientes qu'elles peuvent difficilement venir à bout des triades de Hongkong. Aussi semblent-elles estimer que, pendant la période de transition, elles ont intérêt à mesurer de leur côté des organisations qui ne constituent pas une menace pour le pouvoir mais assurent un ordre extra-légal dans les basses couches sociales.

Les triades taxent les vendeurs des rues, les restaurants, les conducteurs de minibus, les sociétés de décoration pour les fêtes de quartier ou les magasins de vidéo ; elles contrôlent le monde du plaisir, mais aussi les soutiens de l'économie (maio-d'œuvre flottante, dockers, etc.). Elles sont surtout enracinées dans le tissu social : c'est en utilisant leurs réseaux que, après le massacre de la place Tiananmen, les militants hongkongais réussirent à faire sortir de Chine une partie des contestataires ; les gangs les aidèrent moins par idéal que par calcul, bien qu'ils aient « fait des prix ». L'immigration clandestine aux États-Unis rapporterait aux triades 2,5 milliards de dollars par an.

Dans ce monde de maquignons en affaires qu'est Hongkong, d'autant plus fébrile que l'échéance approche, les triades s'activent - d'autant que la fin de la période coloniale pourrait enregistrer une perte de moral des sans-grade de la police, qui n'aurait guère d'autre choix, pour ménager leur avenir, que de se concilier les gangs : après le 1^{er} juillet 1997, le légalisme britannique sera sans doute géré par Pékin de manière flexible.

Les triades qui, sur le continent, ont souvent partie liée avec la police, pourraient jouer un rôle dans la crise sociale d'une Chine victime d'une décomposition progressive de l'État où, dans le vide créé par l'effondrement des contraintes collectives, apparaissent de nouveaux pôles d'aggrégation. Les gangs, en réactivant, éventuellement, leur héritage de valeurs traditionnelles, constituent des matrices virtuelles de regroupement.

PHILIPPE PONS

(1) Le Monde du 13 mai.
(2) L'Empire et son milieu, la criminalité en Chine populaire, de Jean-Louis Rocco, Pion, 1991. Par ailleurs, un ouvrage chinois récent souligne une renaissance des triades dans la Chine du Nord-Est.

CAMBODGE

Des déserteurs khmers rouges sont enrôlés dans l'armée

Plus de cinq cents déserteurs khmers rouges ont été enrôlés mercredi 24 novembre dans l'armée cambodgienne lors d'une cérémonie qui s'est tenue dans un camp militaire au sud de Phnom Penh en présence des deux co-premiers ministres, Norodom Ranariddh et Hun Sen. « Nous ne vous considérons pas comme des déserteurs mais comme l'armée royale du Cambodge », a déclaré l'ancien communiste Hun Sen, tandis que treize officiers étaient promus et que deux ex-membres étaient faits généraux.

Le prince Ranariddh, chef des royalistes, a pourtant assuré que l'offre récemment faite par le roi Norodom Sihamoni, son père, d'accorder des postes ministériels aux Khmers rouges, s'ils se rendent, n'était pas légale. La « constitution », a-t-il dit, ne permet pas de nommer (ou gouverner) des personnes n'appartenant pas aux partis (représentés) au Parlement. Il a ajouté qu'il était « prêt à les accepter comme sous-sécrétaires d'État ». Le prince s'est encore déclaré disposé à se rendre à Bangkok pour y rencontrer leur dirigeant, Khieu Samphan.

Au total, huit cent quatre-vingt-cinq déserteurs rejoignent, depuis septembre, un entraînement, qui comporte une formation militaire, mais aussi un enseignement relatif aux droits de l'homme, à la culture cambodgienne, au bouddhisme, aux techniques agricoles et aux règles sanitaires. Quelque trois mille Khmers rouges, sur un total d'une douzaine de milliers, ont déserté depuis les élections de mai. - (AFP, AP)

AFGHANISTAN : le camp de M. Hekmatyar annonce un cessez-le-feu. - Les factions afghanes qui s'affrontent depuis près d'un mois entre Tagab et Sarobi, à 65 kilomètres à l'est de Kaboul, sont parvenues mercredi 24 novembre à un cessez-le-feu, a annoncé le vice-premier ministre, Arsalan Rahmani. Les protagonistes sont, d'une part, des troupes fidèles à l'ex-ministre de la défense, Ahmed Chah Massoud, et d'autre part celles de M. Hekmatyar, le premier ministre intérimaire. L'accord aurait été élaboré sous l'égide du président Rabbani. Les combats ont fait au moins deux cents morts. Radio-Kaboul n'a pas confirmé le cessez-le-feu. - (AFP)

CLÉS/ Pègre et trafics

■ Trois grands groupes. - Les principales triades de Hongkong sont Sun Yee On (40 000 membres), 14K (20 000) et le Groupe Wo (20 000). A Taïwan, l'Union des Bambous compte 20 000 affiliés. Des triades existent aussi en Chine : le Grand Cercle, fondé par un ex-garde rouge réfugié à Hongkong. Aux États-Unis, dans les communautés chinoises de New-York, on connaît les Dragons volants (200 membres), qui comptent aussi des Vietnamiens, et les Fantômes de l'Ombre (185 membres). A des degrés divers, les triades de Hongkong sont présentes aux États-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne (14K), au Japon (surtout celle de Taïwan) et en Australie. Il y a peu de liens entre triades et yakuzas japonais.

■ Héroïne et métamphétamines. - Concurrencées par le « Croissant d'or » (Afghanistan,

Pakistan), le Triangle d'or reste la principale zone de production d'opium du monde (2 534 tonnes en 1992). Et Bangkok est le premier point d'arrivée de l'héroïne qui est extraite. Celle-ci transite par la province chinoise de Yunnan (désormais étonnamment) en direction de Macao et de Hongkong. De nouvelles routes passent par le Vietnam (en direction de la Chine et de l'Europe de l'Est) et, à l'auest, par l'Inde et le Bangladesh. Taïwan est devenu l'un des principaux points de transit de l'héroïne destinée aux États-Unis (80 % de l'héroïne saisie à New-York provient du Triangle d'or), et des métamphétamines échouées vers le Japon. Après l'archipel nippon, la Corée et Taïwan, la production des métamphétamines se concentre désormais en Chine.

MON IMPER
IMPERIS ET PARKAS H & F
BURBERRY, BARTONS,
GORE-TEX.
Un cadeau de bienvenue vous sera offert.
63, Faubourg Poissonnière 75009 PARIS
Tél : 48-24-16-98

DEVCOM 93
4^{ème} Salon
des Associations
Le carrefour professionnel
du monde associatif
du 15 au 17 décembre 1993
Palais des Congrès - PARIS
THEMATICA
Tél : (1) 34 24 90 90

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
par Marc Berthiaume
75 F
Vuibert

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
dans un choix de 3000 tissus
A qualité égale, ses prix sont les plus bas.
LEGRAND Tailleur
Hommes et dames
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Le Livre de Poche

La Pochothèque

ATLAS DE LA PHILOSOPHIE	R. Kuntzmann, F.-P. Burkard, F. Wiedmann
ATLAS DE L'ÉCOLOGIE	D. Heinrich, M. Hergt
Histoire universelle de l'art	
L'ART DE LA PRÉHISTOIRE	L.-R. Neougier
L'ART DU XV ^e SIÈCLE	J. Blafostocki
Littérature générale	
F. SCOTT FITZGERALD	Entre trois et quatre
JEAN DUTOURD	Portraits de femmes
DOMINIQUE DESANTI	Les Années passion
ELISABETH GILLE	Le mirador
IRENE NEMIROVSKY	David Golder
LINO SARDOS ALBERTINI	L'Au-delà existe
MAX GALLO	Le Regard des femmes
BERNARD LENTERIC	Ennemi
JANINE BOISSARD	Une grande petite fille
JACQUES LANZMANN	Le Voleur de Hasards
PIERRE BELLEMARE	Marsués par la gloire
AMOS OZ	La Boite noire
BENJAMIN GROULT	Pauline Roland
MARCEL SCHNEIDER	Innocence et vérité (Éternité fragile 2)
Classiques	
RONCARD	Les Amours - Les Follastries
Classiques de la philosophie	
FRIEDRICH NIETZSCHE	Le Gai Savoir
Lettres gothiques	
XXX	Première continuation de Perceval
Biblio/romans	
CYRIL CONNOLLY	Le Tombeau de Polihure
PAUL MORAND	East India and Company
Biblio/essais	
MICHEL GUIOMAR	Principes d'une esthétique de la mort
DOMINIQUE TADDEI ET BENJAMIN CORIAT	Entreprise France (Made in France, c21 théâtre)
Le Livre de Poche Références	
NICOLAS GRIMAL	Histoire de l'Égypte ancienne
Thrillers	
FREDERICK FORSYTH	Le Manipulateur
GARY DEVON	Desirs inavouables
ROSAMOND SMITH	Le Département de musique
Science-fiction	
A.A. ATTANASIO	L'Arc du retour

POLITIQUE

Les priorités du gouvernement et les échéances électorales

« Nous sommes désormais responsables de la situation du pays »

déclare M. Balladur devant les parlementaires de la majorité

■ **GRAND-MESSE.** La réunion des parlementaires de la majorité, pour entendre Edouard Balladur, mercredi 24 novembre, à la Maison de la chimie, ne réservait guère de surprises. Les élus du RPR et de l'UDF ont écouté le premier ministre leur exposer les priorités de l'action du gouvernement, telles qu'il les avait déjà présentées le 21 novembre.

■ **CHICANE.** Jacques Chirac et ses amis souhaitent reporter les élections municipales de mars 1995; l'UDF y est hostile. Le débat sur les finances locales, au Sénat, a donné lieu à un conflit entre le RPR et l'UDF, qui souhaitait mettre davantage à contribution les grandes villes, particulièrement Paris.

Dans l'ordre des priorités d'Edouard Balladur, les parlementaires ne passent pas les premiers. Les députés et sénateurs des trois jours pour que le premier ministre leur fasse enfin, trois jours après son intervention télévisée du 21 novembre, le compte rendu du séminaire du gouvernement organisé dimanche à Matignon.

Accueilli à la Maison de la chimie, mercredi 24 novembre, par des applaudissements convenables, Edouard Balladur s'est limité, pour l'essentiel, aux propos qu'il avait déjà tenus. Il a commencé son intervention en assurant : « Aux yeux des Fran-

çais, c'est nous qui sommes responsables, désormais, de la situation de notre pays. » Après avoir indiqué que le gouvernement a, selon lui, « tenu ses engagements », le premier ministre a assuré que « vingt années de crise ont fatigué la société française ». « Elle veut changer, mais il faut lui en laisser le temps », a-t-il ajouté, en rappelant que « l'action du gouvernement ne prendra tout son sens que dans le terme d'une législature, c'est-à-dire cinq ans ».

M. Balladur a énuméré « quatre principes sur lesquels le gouvernement fonde son action » : « la recherche de l'accord grâce au dialogue et à l'information », « la recherche de l'expérimentation et

le refus de la généralisation autoritaire », « l'acceptation de la remise en cause des décisions lorsqu'il apparaît qu'elles sont moins bonnes que prévu » (ce qu'on ne dispense d'illustrer ce principe), a ajouté M. Balladur avec un soupçon d'ironie et « l'esprit de vérité conjugué avec le langage de l'espoir ».

Si les parlementaires, en mal de nouveauté, n'ont pas tenu rigueur au premier ministre de la sécheresse de son propos, c'est qu'ils s'en attendaient pas moins et qu'ils ont été boy-scout et enfant de chœur, alors vous pensez si j'ai l'habitude des grands-messes », a murmuré Jacques Chirac, sénateur (RPR)

de la Sarthe. « A la grand-messe, a complété Jean-Jacques Hyest, député (UDF) de Seine-et-Marne, on ne va pas pour s'amuser ni pour avoir la révélation. »

Le député centriste faisait d'ailleurs mine de ne pas bien comprendre pourquoi le premier ministre avait convoqué sa majorité après avoir déjà tout dit à la télévision. « Je ne sais pas à quoi ça sert », a-t-il avoué. Farouk, comme à son habitude, Philippe Vasseur, député (UDF) du Pas-de-Calais, a trouvé la réponse. « Les parlementaires de la majorité ont subi leur piqûre de rappel, avec ça, ils en ont pour quinze jours dans leurs circonscriptions », a-t-il assuré.

Absent de la Maison de la chimie, le député européen et président de région Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF, a d'ailleurs été le seul à s'agacer ouvertement du discours du gouvernement. « Il faut peut-être moins de débats et plus de réformes », a-t-il bougonné sur TF1. « On ne gouverne pas avec les sondages; aujourd'hui, la crise est là, on ne peut pas attendre cinq ans », a ajouté M. Raffarin. Le porte-parole de l'UDF avait visiblement échappé à la « piqûre de rappel ».

GILLES PARIS

MM. Pasqua et Juppé insistent pour le report des élections municipales de 1995

Réuni mercredi 24 novembre, le bureau politique du RPR a réitéré, au nom de l'union de la majorité, son souhait de voir les élections municipales de mars 1995 repoussées à l'automne pour éviter leur concomitance avec la campagne pour l'élection présidentielle.

Officiellement hostile à toute modification des règles du jeu électoral, l'UDF redoute que ces élections, si elles étaient déplacées, ne soient influencées par le résultat de l'élection présidentielle, pour laquelle le RPR est actuellement mieux placé. L'UDF ne tient pas, en outre, à simplifier la tâche de Jacques Chirac, qui pourrait être candidat, à la fois, à l'élection présidentielle et à sa propre succession à la mairie de Paris.

Devant le bureau politique du RPR, à la réunion duquel assistait M. Balladur, Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a répété que le report est, selon lui, inévitable. « Il existe à cela des raisons républicaines, administratives et juridiques. On ne peut pas tenir le calendrier », a indiqué Aléio Juppé, secrétaire général du RPR. Totalement acquis ce report, M. Juppé a émis le souhait que la commission d'investiture RPR-UDF « puisse travailler et regarder les villes de plus de trente mille habitants », pour lesquelles les investitures se font au niveau national, dès le « premier semestre » de 1994.

Le bureau politique a évoqué aussi le question des élections européennes. M. Juppé a rappelé, à ce sujet, « l'attachement du RPR à une liste d'union » avec l'UDF. Le secrétaire général du RPR a exprimé le regret que l'UDF n'ait toujours pas répondu à sa demande, faite le 6 octobre à son homologues de l'UDF, François Bayrou, pour la constitution d'un groupe de travail afin de préparer en commun le programme de cette liste d'union.

GILLES PARIS

SÉCURITÉ DANS LES STADES : la loi est définitivement adoptée. - Le projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives, présenté par Michèle Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports, a été définitivement adopté mercredi 24 novembre. La version du texte issu de la commission mixte paritaire Assemblée-Sénat, que les députés ont approuvé mercredi, six jours après les sénateurs, renforce les sanctions frappant les auteurs de troubles provoqués dans les enceintes sportives et institue une incrimination contre toute personne exhibant des insignes, signes ou symboles faisant référence à une idéologie raciste ou xénophobe.

L'examen du projet de budget pour 1994

Les sénateurs RPR et UDF s'opposent sur les finances locales

Les sénateurs, qui ont continué, mercredi 24 novembre l'examen des articles du projet de loi de finances pour 1994, ont passé une bonne partie de leur journée en tractations au sein de la majorité et avec le gouvernement. Un amendement prévu par la commission des finances pour faire porter une ponction sur la taxe professionnelle au détriment des seules grandes villes, comme Paris, a provoqué une levée de boucliers des sénateurs RPR.

La commission des finances du Sénat a, ce mercredi 24 novembre, une journée particulièrement houleuse, faite de tractations de couloirs et d'une réunion tendue, qui s'est prolongée plus d'une heure dans la soirée. Le président de la commission, Christian Poncelet (RPR, Vosges) et le rapporteur général, Jean Arthuis (UC, Mayenne), ont eu à faire face, selon des participants, à l'opposition farouche de « la garde dure du RPR », composée notamment de Camille Cabana (Paris), de Jacques Sourdilhe (Ardennes), d'Auguste Cazalot (Pyrénées-Atlantiques), René Trégouët (Rhône) et Jacques Chaumont (Sarthe).

L'objet de ce conflit concerne l'affaire de la compensation de la taxe professionnelle. Nicolas Sarkozy ne veut pas demander des 2,6 milliards de francs d'économies demandées aux collectivités locales sur les recettes de cet impôt. Mais il a accepté que les parlementaires trouvent, eux-mêmes, une répartition pour répartir cet effort entre les communes. Ce qui revenait, selon des chiffres donnés par M. Sarkozy, lors de la réunion de mercredi soir, à faire porter la ponction de 2,6 milliards de francs sur 7 000 communes, soit les grandes villes de France au premier titre des-

quelles Paris, au lieu de la faire porter sur 26 000 communes comme dans le cas du système Aubergier.

On imagine la fureur des maires des grandes villes, à quel point tendance qu'ils appartiennent. Mais l'hostilité la plus forte est bien sûr venue du maire de Paris, Jacques Chirac, qui a fait donner les élus du mouvement qu'il préside. « Pas question d'adopter un tel amendement à quelques semaines de l'adoption du budget de Paris », a affirmé sèchement M. Cabana, adjoint au maire de la capitale, lors de la réunion de mercredi soir.

Jean Arthuis a finalement retiré son amendement au profit d'un autre qui accepte le système

Aubergier en le limitant à 1994 et en demandant au gouvernement de présenter au Parlement, avant le 2 avril 1994, un rapport dressant le bilan de l'application de ce système pour éventuellement le modifier. Si, selon son entourage, M. Sarkozy est tout prêt à accepter le principe d'un rapport - qui n'engage à rien - il est en revanche opposé à limiter le dispositif Aubergier à 1994. « On ne va pas changer le système en 1995, on ne change pas le système municipal », affirmait, mercredi soir, un des proches de M. Sarkozy.

CLAIRE BLANDIN

Les principales mesures adoptées

Les sénateurs ont continué, mercredi 24 novembre, l'examen, en première lecture, de la partie concernant les recettes du projet de budget pour 1994. Les principales mesures qu'ils ont adoptées sont les suivantes :

- Un amendement présenté par Simon Loueckhote (RPR, Nouvelle-Calédonie) étend aux sociétés civiles de placement immobilier qui acquièrent des logements neufs dans les DOM-TOM le bénéfice de la réduction d'impôt de 50 % prévue pour ceux qui construisent des logements neufs dans les DOM-TOM. Cette extension s'appliquera aux souscriptions réalisées à partir du 1^{er} juillet 1993.

- Un amendement présenté, au nom de la commission des finances, par Jean Arthuis (UC, Mayenne), rapporteur général de l'Assemblée nationale, prévoyant un prélèvement progressif en fonction de l'augmentation du produit de la taxe entre 1987 et 1993. Le dispositif institue un plafonnement pour que son incidence ne dépasse pas 2 % des recettes fiscales des communes.

Le poids du maire de Paris

Les sénateurs, eux, avaient approuvé la commission des finances, mardi, un amendement de leur rapporteur général, prévoyant également un système de prélèvement progressif, mais en fonction du potentiel fiscal de la commune. Ce qui revenait, selon des chiffres donnés par M. Sarkozy, lors de la réunion de mercredi soir, à faire porter la ponction de 2,6 milliards de francs sur 7 000 communes, soit les grandes villes de France au premier titre des-

mutation prévue en cas d'acquisition d'un logement neuf, à condition que le bénéficiaire s'engage à détenir ce logement (en l'occupant ou en le louant) pendant cinq ans.

- Un amendement présenté par Jean Arthuis étendait pour 1994 le montant du remboursement par l'Etat de la créance vis-à-vis des entreprises, conséquence de la suppression du décalage d'un mois de TVA. Le seuil de remboursement minimum passerait de 5 % à 10 % en 1994. « Afin d'appuyer les entreprises en difficulté », le ministre du budget a expliqué que ce seuil passerait à 4,5 milliards de francs supplémentaires dans les dépenses de l'Etat, mais que le gouvernement l'acceptait « pour améliorer la trésorerie des entreprises ».

La levée de l'immunité de Bernard Tapie

Le PS gère son malaise

« Un petit épisode qui montre un terrible malaise », résumait mercredi soir un responsable socialiste. Cette journée du mercredi 24 novembre aura en effet traduit tout l'embarras du Parti socialiste vis-à-vis de Bernard Tapie, de ses affaires et de son immunité. Ce n'est pas nouveau, mais les dirigeants socialistes ne savent vraiment plus cette fois sur quel pied danser. Ils croyaient s'en être sortis, la semaine dernière, grâce à la recommandation du bureau exécutif à leurs députés : ne pas prendre part au scrutin public annoncé sur la levée de l'immunité parlementaire de Bernard Tapie « pour laisser la majorité seule face à ses responsabilités ». La consigne ne parut pas faire difficulté. Seuls Louis Mermaz et

ses deux amis du bureau exécutif, Louis Mexandeau et Claude Fieutoux, avaient voté contre.

Or depuis mercredi matin les socialistes sont en train de songer à rectifier cette position. La veille déjà, les déclarations de Michel Rocard à Marseille n'étaient pas été de la plus grande simplicité. « Je crois que l'Assemblée se laisse aller, glissait-il, je ne suis pas sûr que ce soit un progrès pour la démocratie. » Et d'indiquer que, s'il était encore député, il ne voterait pas cette demande de levée d'immunité.

Ces états d'âme du premier secrétaire se sont répétés, le lendemain matin, au niveau du bureau du groupe à l'Assemblée nationale, frappé entre temps par l'annonce du report du débat au

7 décembre. L'accord s'est vite fait pour dénoncer « cette provocation » de la majorité, « cette manœuvre grotesque et stupide ». Les socialistes sont tombés, expliquent un de ces députés, ce qu'ils veulent, c'est à trois jours de la fin de la session mettre les menottes à Tapie. Laurent Fabius est intervenu énergiquement pour décider, cette fois, d'un vote contre, et, semble-t-il, nul ne l'a contesté.

Si, mercredi soir, le bureau exécutif avait de nouveau voté sur cette question, sans doute ce changement de pied aurait-il été largement entériné. Beaucoup de voix cette fois se sont élevées, comme celle de Bernard Rorian, premier secrétaire de la fédération du Nord, pour expliquer que les socialistes « ne pouvaient plus

faire n'importe quoi », qu'il fallait « être prudents sur la communication ». Justement, pour ne pas démentir d'une semaine sur l'autre la position officielle du parti, la direction a décidé de freiner le mouvement, en promettant de se reposer la question mardi et mercredi prochains. Elle n'ignore pas que Bernard Tapie se montre extrêmement entreprenant auprès de ses parlementaires. Elle voudrait être assurée que l'épisode est tout à fait étranger à cette soudaine émotion. Mais, surtout, elle se dit qu'en une semaine « des événements nouveaux » peuvent venir utilement la dispenser de se prononcer « flâtièrement » et de diviser les troupes. Courage, attendons !

DANIEL CARTON

NOMADE

47, rue Montparnasse - 75005 Paris - 01 45 33 71 71

MONTAGNES, DESERTS

plus de 100 idées de voyages pour les découvrir

هكذا من الظاهر

Le Monde • Vendredi 26 novembre 1993 9

POLITIQUE

Après le discours du premier ministre et la réponse de M. Badinter

M. Mitterrand entend mettre un terme à la controverse sur le Conseil constitutionnel

Le président de la République s'est entretenu, mercredi 24 novembre, avec le premier ministre, puis avec le président du Conseil constitutionnel, de la controverse provoquée, sur le rôle de ce dernier, par l'affaire du droit d'asile. François Mitterrand a fait publier, ensuite, un communiqué indiquant que cette controverse « doit être considérée comme close ».

François Mitterrand est intervenu, pour y mettre fin, dans la polémique sur le rôle du Conseil constitutionnel. Mercredi 24 novembre, le président de la République a indiqué au conseil des ministres qu'il s'était entretenu de ce sujet avec Edouard Balladur lors de leur conversation hebdomadaire, précédant la réunion du conseil, et qu'il recevrait le jour même le président du Conseil constitutionnel, Robert Badinter. Ce dernier s'est rendu en fin d'après-midi au palais de l'Élysée, d'où il est sorti une demi-heure plus tard sans dire un mot.

Le porte-parole de la présidence de la République a rendu public, peu après, le communiqué suivant : « Le président de la République a fait connaître au premier ministre et au président du Conseil constitutionnel, avec qui il s'est entretenu aujourd'hui, qu'il estimait que la controverse au sujet du Conseil constitutionnel devait être considérée comme close ».

M. Mitterrand a agi dans cette affaire conformément à l'article 5 de la Constitution qui dispose : « Le président de la République veille au respect de la Constitution. Il assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État. » Il convenait, en l'occurrence, que le chef de l'État mette un terme à son arbitrage, à la dispute qui s'était élevée entre deux institutions majeures de la République, le gouvernement et le Conseil constitutionnel, par la voix du premier ministre et du président du Conseil.

C'est le 19 novembre, devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles, qu'Edouard Balladur avait mis en cause le Conseil constitutionnel pour l'interprétation que ce dernier avait donnée de la Constitution au sujet du

droit d'asile. « Depuis que le Conseil constitutionnel a décidé d'étendre son contrôle au respect du préambule de la Constitution, avait déclaré le premier ministre, cette institution est conduite à contrôler la conformité de la loi au regard de principes généraux, parfois plus philosophiques et politiques que juridiques. » Robert Badinter avait répliqué dans un article confié au Monde (du 23 novembre), en observant que « l'impudence qui soûle toute majorité politique face au juge constitutionnel est celle de tout pouvoir face à un contre-pouvoir ».

On rappelle, dans l'entourage du président de la République, que celui-ci avait été amené à intervenir une première fois,

dans une polémique sur le Conseil constitutionnel, en novembre 1981. A l'époque, certains dirigeants socialistes avaient laissé entendre que la majorité de gauche de l'Assemblée nationale n'accepterait pas une censure de la loi sur les nationalisations (qui devait être effectivement annulée par le Conseil deux mois plus tard). Au cours d'une réunion du conseil des ministres, le 4 novembre, M. Mitterrand avait observé que « les membres du Conseil constitutionnel sont tenus par le devoir de réserve et par les obligations de leurs fonctions » et qu'ils « ne peuvent pas prendre parti à des controverses publiques ». Il avait exprimé « le vif regret que le président du Conseil constitutionnel

ait été mis en cause et, qui plus est, sans fondement, au cours d'un débat à l'Assemblée nationale ».

L'attitude adoptée par le chef de l'État douze ans plus tard est, en apparence, rigoureusement identique. Le communiqué qu'il a fait publier mercredi renvoie d'ailleurs à des le premier ministre, pour avoir mis en cause le Conseil constitutionnel, et le président de celui-ci, pour être sorti de son obligation de réserve. M. Mitterrand remplit ainsi la fonction d'arbitrage que lui confie la Constitution et qui prend une valeur particulière dans une période de cohabitation. Il convient toutefois d'observer qu'après les attaques de M. Balladur - suivi par Charles Pasqua le 21 novembre et par des responsables du RPR - le président de la République, à la différence de ce qu'il avait fait en 1981 et 1982, n'a pas pris la défense du Conseil constitutionnel, ni de son président. M. Badinter a donc été amené à plaider lui-même sa cause.

Le contraire, à vrai dire, aurait été étonnant. M. Mitterrand avait signé le projet de révision constitutionnelle rendue nécessaire par l'annulation des dispositions d'une loi Pasqua contraire, selon le Conseil, au préambule de la Constitution. Cette révision ne touche pas au préambule, mais introduit dans le texte de la Loi fondamentale un article précisant que le droit d'asile s'exerce, en France, dans le cadre des accords internationaux, en l'occurrence la convention européenne de Schengen. Autrement dit, l'application de cette convention n'est pas contradictoire, selon les auteurs de la révision - au premier chef, M. Mitterrand -, avec le principe fondamental énoncé dans le préambule. Autrement dit encore, le Conseil constitutionnel s'est trompé.

C'est bien d'ailleurs ce qu'avait expliqué au Sénat, lors du débat sur la révision, Michel Charasse, sénateur du Puy-de-Dôme et conseiller de M. Mitterrand (le Monde du 13 novembre). Dès lors, ayant une première fois désavoué M. Badinter en signant le projet de révision, M. Mitterrand ne pouvait que le désavouer une deuxième fois en se portant pas à son côté face aux critiques du premier ministre et aux attaques du RPR.

PATRICK JARREAU

Un statut libéral

Les règles posées en 1958 s'imposent toujours aux membres du Conseil constitutionnel. C'est dire que leur statut n'a pas évolué avec l'importance grandissante prise par leur institution dans le bon fonctionnement des pouvoirs publics. Lors de la tentative de réforme de la Constitution de 1990 sur le droit de saisine de cette instance par les justiciables, il avait été admis par tout le monde qu'il fallait mieux assurer leur indépendance en leur interdisant, notamment, l'exercice de tout mandat électoral, alors que, pour l'instant, il ne leur est interdit que d'être parlementaire. A l'heure actuelle, ils sont deux à en détenir : Maurice Faure (MRG) est président du conseil général du Lot; Marcel Rudloff (UDF-CDS) est président du conseil régional d'Alsace. Il ne leur est pas interdit, non plus, d'avoir une activité professionnelle.

Leurs sources d'indépendance sont fixées par une ordonnance de novembre 1958, modifiée en février 1959. Elle prévoit que les membres du Conseil, avant d'entrer en fonctions, prêtent serment devant le président de la République : « ils jurent de bien et fidèlement remplir leurs fonctions, de les exercer en toute impartialité dans le respect de la Constitution, de garder le secret des

délibérations et des votes et de ne prendre aucune position publique, de ne donner aucune consultation sur les questions relevant de la compétence du Conseil. » L'interdiction de prise de position ne s'applique donc qu'aux sujets que le Conseil peut avoir à examiner.

Un décret du 13 novembre 1959 précise les conditions de mise en œuvre de cette obligation de réserve. Son article premier indique : « Les membres du Conseil constitutionnel ont pour obligation générale de s'abstenir de tout ce qui pourrait compromettre l'indépendance et la dignité de leurs fonctions. » Son article 2 ajoute qu'ils « s'interdisent en particulier (...) de prendre aucune position publique ou de consulter sur les questions ayant fait ou devant faire l'objet de délibération de la part du Conseil, d'occuper ou se faire occuper par un groupement politique tout poste de responsabilité ou de direction et, de façon plus générale, d'exercer une activité incompatible avec les dispositions de l'article premier : de laisser mentionner leur qualité de membre du Conseil constitutionnel dans tout document susceptible d'être publié et relatif à toute activité publique ou privée ».

Pour dépassement du plafond de dépenses de campagne

L'élection de M. Pierre-Bloch (UDF-PSD) à Paris est annulée

L'interdiction, posée par une loi de 1990, pour tout candidat à un scrutin de dépenser plus que ne le permet la législation a été, pour la première fois, sanctionnée par le juge de l'élection. C'est, en effet, pour ce motif que le Conseil constitutionnel, mercredi 24 novembre, a annulé l'élection de Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF-PSD) à Paris, ce qui interdit à celui-ci d'être candidat à l'élection partielle qui devra être organisée.

La sanction est nette, sévère, comme l'avait voulu le législateur de 1990. Mais la façon dont le Conseil constitutionnel la justifie peut laisser de l'espoir à tous ceux qui redoutaient ses foudres. La loi sur le financement des campagnes électorales impose à tous candidats de déposer des comptes permettant à une commission nationale de vérifier qu'ils n'ont pas dépensé plus que ce qui est autorisé. Si des erreurs formelles sont commises dans la présentation de ce compte, l'inéligibilité pour un an est automatique comme l'invalidation de l'élu. En revanche, si le plafond de dépenses est franchi, le juge de l'élection a un pouvoir d'appréciation.

Le Conseil d'Etat, en traitant le contentieux des régionales et des cantonales, n'avait pas eu l'occasion de bâtir une jurisprudence sur ce dernier point. Le Conseil constitutionnel vient, mercredi 24 novembre, de commencer à le

faire. Son objectif était de traiter en même temps les cinq dossiers (ceux de Jack Lang, Bernard Tapie, Christian Estrosi, Jean-Pierre Pierre-Bloch et Bertrand Cousin) entrant dans cette catégorie. Mais la présentation de nouveaux éléments par les trois premiers l'a empêché de le faire. Pour autant il est bien décidé à rendre ses dernières décisions à temps pour que ne puisse être tournée la règle interdisant à un candidat ainsi invalidé de se présenter à une partielle. Il est vrai que l'analyse des décisions qui viennent d'être rendues peut laisser de l'espoir à ceux qui se sentaient menacés. Bertrand Cousin, député RPR du Finistère et un des principaux dirigeants du groupe Hérault, est ainsi sauvé par la décision prise par le Conseil constitutionnel sur un des points les plus controversés de l'application de la loi : la prise en compte dans les dépenses des candidats du coût des sondages commandés par leur parti.

L'échec d'une manœuvre de retardement

Contrairement à la commission nationale des comptes, qui agit un peu comme un « juge d'instruction », le Conseil a estimé que le sondage, qu'avait organisé le RPR pour « mesurer la notoriété des candidats potentiels », avant que M. Cousin ne soit investi, ne devait pas être intégré dans les comptes de celui-ci puisqu'il n'avait pas « fait l'objet d'une exploitation aux fins de

propagande électorale ». Et comme le Conseil, à aussi contre la commission, a jugé que la campagne publicitaire organisée par son suppléant pour tenter d'obtenir l'investiture de l'UDF dans une primaire, ne devait pas être « facturée » à M. Cousin, il a décidé que celui-ci n'avait pas dépassé le plafond.

Pour M. Pierre-Bloch, il en va tout différemment (1). En effet une des trois parties d'un sondage commandé par le RPR portait sur les « préoccupations prioritaires » des électeurs de la circonscription. Or, a estimé le Conseil, le candidat s'est appuyé sur ses résultats pour choisir « les thèmes de sa campagne ». Le tiers du coût du sondage a donc été réintégré dans ses comptes. Comme la commission, le Conseil a également considéré que les derniers numéros d'un journal lancé en octobre 1992 par M. Pierre-Bloch avaient été un élément de sa campagne. Celui-ci ne le niait pas, puisqu'il avait fait figurer dans ses dépenses une partie du coût. Mais la commission avait estimé qu'il aurait dû en réintégrer la totalité. Le Conseil s'est placé à mi-chemin en ne retenant pas le prix des pages contenant des « Informations générales et locales ».

Le candidat UDF avait aussi été moins prudent qu'Alain Juppé. Celui-ci avait inscrit dans ses comptes le tiers du coût d'une page du journal municipal où le maire du dix-huitième arrondissement parisien avait apporté son

soutien aux trois candidats de la droite dans son arrondissement. M. Pierre-Bloch avait oublié. Le Conseil s'en est souvenu. Le résultat de tout cela est que M. Pierre-Bloch a dépensé 588.983 francs et 14 centimes, alors qu'il n'aurait pas dû dépasser 500 000 francs. Le Conseil n'a pas non plus suivi l'argumentation de M. Pierre-Bloch qui, pour tenter de retarder la décision et échapper aux conséquences de l'inéligibilité pour un an, avait fait appel devant le Conseil d'Etat de la décision de la commission corrigeant son compte, le Conseil constitutionnel ayant seul compétence pour juger les contestations de l'élection d'un parlementaire.

Il fallait donc que le Conseil tranche, la loi de 1990 disant simplement qu'il « peut » invalider un élu ayant dépassé son plafond. C'est ce qu'il a fait, sans autres justifications que la référence à une « juste appréciation des circonstances de l'espèce ». M. Pierre-Bloch ne pourra donc pas être candidat à la partielle qui devra être organisée, dans la dix-neuvième circonscription de Paris, avant trois mois.

THIERRY BRÉHIER

(1) Jean-Pierre Pierre-Bloch avait été élu au second tour de scrutin, le 28 mars dernier, par 12 262 voix contre 11 293 à Daniel Vallant (PS), député sortant, pour 41 825 électeurs inscrits et 25 377 votants.

Claude Allègre

La vraie bataille de l'écologie



Claude Allègre

Écologie des villes, écologie des champs



Voici tout ce que l'on croyait savoir sur l'écologie remis dans le bon ordre, étalonné par la science, épuré des sottises...

L'homme a multiplié par deux la vitesse d'érosion de la planète... Voici des propositions pour multiplier par cent les chances de la sauver.

Jean Schmitt, Le Point

FAYARD

مركز العمل



On a ga - gné !

Citroën vainqueur de la coupe du monde des Rallyes Raids F.I.A. 1993.



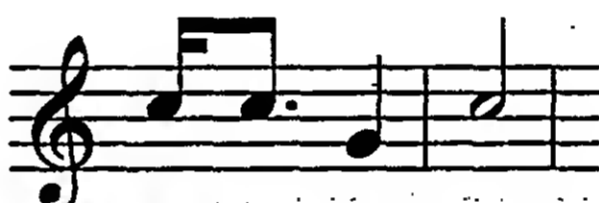
On a ga - gné !

Coupe du monde des Rallyes Raids F.I.A. 1993. Pilotes:
Pierre Lartigue et Timo Salonen 1^{er} et 2^e sur Citroën ZX Rallye Raid.



On a ga - gné !

Citroën ZX 1^{re} à la Baja portugaise 1993 et 1^{re} à la Baja espagnole 1993.
Citroën ZX 1^{re} et 3^e au Rallye des Pharaons 1993.



On a ga - gné !

Championnat du monde des Rallyes 1993 (Coupe des Dames)
Christine Driano 1^{re} sur Citroën AX.



On a ga - gné !

Championnat d'Europe de Rallycross 1993.
Jean-Luc Pailler et Kenneth Hansen 1^{er} et 2^e sur Citroën BX et ZX.



On a ga - gné !

Championnat de France de Rallycross 1993. Jean-Luc Pailler 1^{er} sur Citroën BX.



MUSICALEMENT PARLANT,
ÇA A ÉTÉ UNE ANNÉE TRÈS BANALE.

JUSTICE

Proposée par le garde des sceaux

La mutation du procureur général Guemann reçoit un avis favorable de la commission consultative du parquet

La commission consultative du parquet, qui s'est réunie mardi 23 novembre sous la présidence du procureur général près la Cour de cassation, Pierre Truche, a rendu un avis favorable au sujet de la mutation de Monique Guemann, actuel procureur général près la Cour d'appel de Nîmes (Gard). La proposition du garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, de nommer cette ancienne vice-présidente du Syndicat de la magistrature (SM) à un poste d'avocat général à la Cour d'appel de Paris avait été dénoncée par ce syndicat comme « une mutation autoritaire » (le Monde du 13 novembre).

Il y a un mois, le procureur général près la Cour d'appel de Nîmes, Monique Guemann, avait appris, lors d'un rendez-vous avec le directeur du cabinet de Pierre Méhaignerie, que le ministre souhaitait la voir quitter son poste. Le garde des sceaux s'attaquait ainsi à l'une des figures du Syndicat de la magistrature : en 1978, cette ancienne vice-présidente du SM avait été suspendue puis mutée d'office avec abaissement d'échelon par le ministre de la Justice, Alain Peyrefitte, parce qu'elle avait déclaré lors d'une audience que l'extradition de l'avocat allemand Klaus Croissant « constituait une violation des droits fondamentaux de la défense ». Lors de la crise du syndicat, en 1989-90, cette personnalité contestée s'était située aux côtés de ceux qui souhaitaient que le SM se montre plus critique à l'égard du gouvernement socialiste.

Lors de son rendez-vous avec le directeur de cabinet du garde des sceaux, M^{me} Guemann avait clairement refusé toute mutation. « Je n'ai jamais manifesté le moindre

accord », précisait-elle il y a quinze jours. Je souhaite rester à mon poste. » Le ministre l'a pourtant choisie de préférence à soixante-six autres candidats pour un poste d'avocat général à la Cour d'appel de Paris. Ces deux postes sont de même niveau hiérarchique, mais le prestige et l'autorité qui s'y attachent sont très différents : le procureur général de Nîmes, qui coordonne l'action publique des tribunaux d'Alès, Avignon, Carpentras, Montélimar, Nîmes et Privas, dispose de responsabilités plus importantes qu'un avocat général de la Cour d'appel de Paris. Dénonçant cette « mutation autoritaire », le SM avait d'ailleurs estimé que cette proposition procédait de la « volonté délibérée d'évincer un chef de cour au mépris des garanties attachées à la nomination des magistrats du parquet » (le Monde du 18 novembre).

Nominations politiques

Avant d'être définitive, cette proposition de nomination devait cependant être soumise à la commission consultative du parquet. Instituée à la suite de la réforme du statut de la magistrature, en 1992, cette instance est chargée depuis le début de l'année de donner son avis sur toutes les propositions de nomination concernant les magistrats du parquet, à l'exception de celles des procureurs généraux. Présidée par le procureur général près la Cour de cassation, Pierre Truche, elle est composée pour moitié de représentants de la chancellerie et pour moitié d'élus des magistrats. Avec ce dossier, elle était confrontée à un enjeu important : le cas de Monique Guemann pose le problème des garanties apportées aux magistrats du parquet, et plus particulièrement aux procureurs généraux, lors des vagues de nominations

qui accompagnent le plus souvent les changements de majorité politique.

Les magistrats du ministère public, qui ne bénéficient pas de l'immunité reconnue à leurs collègues du siège, sont placés « sous la direction et le contrôle de leurs chefs hiérarchiques, et sous l'autorité du garde des sceaux, ministre de la justice (1) ». En 1991, le Conseil d'Etat avait précisé les contours de cette « autorité » : constatant que la décision de retirer après l'élection présidentielle de 1988 à Yves Monnet ses fonctions de procureur général de Paris n'était pas entachée d'une « erreur manifeste d'appréciation », le Conseil d'Etat avait admis une mutation qui n'avait selon lui pas le « caractère d'une sanction » puisque les deux postes étaient de même niveau hiérarchique. Dans ses conclusions, le commissaire du gouvernement, qui reconnaissait que le motif de cette mutation était « politique », estimait que le garde des sceaux avait le droit de proposer des nominations entraînant des baisses de rémunération et de responsabilité à condition qu'elles ne revêtent pas un caractère « déraisonnable ».

Une tradition respectée

En rendant un avis favorable au sujet de la nomination de M^{me} Guemann, la commission consultative du parquet, qui ne motive pas ses décisions, a estimé que ce critère avait été respecté. Elle analyse ainsi une tradition ancienne respectée par la droite comme par la gauche. En 1986, le procureur de la République de Paris, Michel Jéol, membre du Parti socialiste et du Syndicat de la magistrature, avait ainsi subi une mutation neuf mois après les élections législatives : au mois de décembre 1986, Albin Chalan-

SPORTS

FOOTBALL : Monaco bat Spartak Moscou, 4-1 en Ligue des champions

La principauté de la chance

L'AS Monaco a logiquement dominé le Spartak Moscou, 4-1, mercredi 24 novembre, lors de la première journée de la Ligue des champions, grâce à des buts de Jürgen Klinsmann (17'), Victor Ikpeba (40'), Youri Djorkaeff (62', sur penalty) et Lilian Thuram, à la dernière minute. Les Monégasques sont en tête du groupe A devant les Turcs de Galatasaray et le FC Barcelone, qui ont fait match nul (0-0) en Turquie. Vainqueur à domicile des Allemands du Werder de Brême (3-2), le FC Porto prend celle du groupe B, devant les Belges d'Anderlecht et le Milan AC, qui, à Bruxelles, se sont tenus en échec (0-0).

MONACO

de notre envoyé spécial

Il existe une enclave de réussite au sein de terres de football sinistrées. Il est un stade au pied d'un rocher où le ballon tourne dans le bon sens, où la dernière minute d'un match lève les derniers doutes au lieu de tuer les illusions. Une principauté dont l'équipe s'approprie à passer un hiver sec, bercé d'espoirs européens, quand craque alentour le football français. Le hasard veut que les Monégasques tracent leur route au milieu des décombres laissés par la fédération qui les héberge.

Cette chance, les Monégasques l'ont construite dans la chute de l'Olympique de Marseille en se laissant désigner volontaires pour remplacer le club banni. Ils l'ont fait en posant les portes de la Ligue des champions, caracole de privilèges qui se partageront, jusqu'au printemps, argent et notoriété. Ils l'ont vue grossir lorsque le sort leur a désigné les adversaires à priori les moins redoutables, Spartak Moscou et Galatasaray Istanbul, aux côtés des favoris du FC Barcelone. Et c'est l'année où la Ligue a décidé, pour se rendre un peu plus lucrative, de s'inventer des demi-finales, auxquelles seront

conviés les deux premiers de chaque groupe.

Cette chance, les Monégasques ont voulu la compter en apprenant l'ambition. Plus question de se laisser aller à ce dilettantisme européen qui fut longtemps la marque de l'équipe. L'objectif déclaré par l'entraîneur Arsène Wenger est bel et bien d'atteindre les demi-finales. Ses joueurs ne l'ont pas gaspillé, mercredi soir, contre les Moscovites, en rappelant au passage quelques vérités du jeu. Oui, le football peut être encore joli lorsqu'il passe par les pieds d'un joueur qui sait le mettre en ordre, le rendre intelligible : un numéro 10 nommé Enzo Scifo, importé de Belgique parce qu'il n'en existe plus dans nos contrées. Oui, une équipe peut gagner de manière élégante et épargner ses nerfs, en pensant d'abord à construire son football.

Outre les deux points d'une victoire logique, ces efforts valaient bien une récompense. Mercredi, le stade Louis II a échangé la troupe goguenarde des supporters adverses qui venaient habituellement prendre leurs aises en terre de privilèges contre un vrai public à lui. Un public qui s'est encaillé à chanter, qui a osé encaisser au charisme d'une ola et a osé une ovation debout à la fin du match. Comme s'il avait enfin réalisé sa chance.

JÉRÔME FENOGLIO

Gérard Houllier démissionne. — Le sélectionneur de l'équipe de France de football, Gérard Houllier, a annoncé sa démission, jeudi 25 novembre en fin de matinée, à l'occasion d'une conférence de presse au siège de la Fédération française de football (FFF), à Paris. Cette décision fait suite à l'élimination de l'équipe nationale par la Bulgarie, de la Coupe du monde 1994 aux États-Unis (le Monde du 19 novembre). Gérard Houllier avait pris ses fonctions au lendemain du championnat d'Europe 1992, en Suède, après le départ de Michel Platini, dont il était jusqu'alors l'adjoint.

MÉDECINE

Parallèlement à l'instruction en cours

Les premières indemnités des familles victimes de l'hormone de croissance contaminée seront versées en 1994

Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, ont indiqué, mercredi 24 novembre, les modalités pratiques de la procédure d'indemnisation des familles victimes de l'hormone de croissance contaminée. Ces indemnités commenceront à être versées dès les premiers mois de l'année 1994, et, contrairement à ce qui avait été annoncé, cette indemnisation sera « indépendante de toute action au pénal ».

En France, on compte aujourd'hui, officiellement, vingt-sept cas de maladie de Creutzfeldt-Jakob diagnostiqués chez des enfants ayant été traités, avant 1985, par une hormone de croissance fabriquée à partir d'hypophyses prélevées sur des cadavres. La plupart des enfants concernés sont décédés. M^{me} Veil avait annoncé, vendredi 29 octobre à l'Assemblée nationale, que le gouvernement avait décidé de procéder à l'indemnisation des familles concernées sans avoir recours à un dispositif législatif (le Monde du 30 et daté 31 octobre-1^{er} novembre), comme dans le cas des contaminations post-transfusionnelles par le virus du sida.

Cette indemnisation correspond « à la prise en charge par la solidarité nationale d'un problème d'une nature très particulière et exceptionnelle ». Elle se fonde, d'un point de vue juridique, sur « une convention transactionnelle entre les malades ou familles des malades, basée sur un principe de solidarité en raison de la gravité

de la maladie et du caractère incertain de cette affection ». En pratique, deux commissions vont être créées. La première, dite « d'indemnisation » (composée d'un magistrat de la Cour de cassation, d'un membre du Conseil d'Etat, d'un membre de l'IGAS, d'un médecin légiste et d'un spécialiste de la maladie de Creutzfeldt-Jakob), sera chargée notam-

ment d'émettre des avis sur le montant des sommes proposées. La seconde, dite « de surveillance », traitera des modalités pratiques de la procédure.

Deux millions de francs

Où indique, au ministère des affaires sociales et de la santé,

DÉFENSE

Le collectif budgétaire prend à sa charge le coût du fonctionnement des actions extérieures

Le surcoût du fonctionnement des actions extérieures devrait être, pour la première fois, entièrement remboursé en 1993 au ministère de la défense en vertu du projet de loi de finances rectificative adopté par le conseil des ministres du mercredi 24 novembre. Pour 1993, le surcoût — calculé par rapport au coût normal si les troupes étaient restées dans leurs casernes — a été estimé par le ministère à 6,2 milliards de francs, toutes dépenses confondues (fonctionnement : les soldes et les primes ; équipement : les matériels engagés). Une première somme de 2,8 milliards a déjà été remboursée à la défense lors d'un précédent « collectif » avant l'été. Au conseil des ministres du 24 novembre, le gouvernement a attribué 1,6 milliard, ce qui finira de couvrir les dépenses liées au fonctionnement, selon des calculs du ministère. Aucun crédit ne sera donc prélevé sur l'équipement pour couvrir le surcoût lié

au fonctionnement, comme cela avait été le cas antérieurement faute de remboursement à temps par l'ONU.

Il reste 1,8 milliard de surcoût non remboursé, qui sera en définitive imputable au budget annuel de la défense. Cette somme couvre des dépenses d'équipement, qui, même hors de France, sont considérées par le gouvernement comme relevant de l'activité normale des armées, telle que la perte de véhicules ou d'avions lors d'accidents, le vieillissement ou l'entretien de matériels. Ainsi, le ministère de la défense a prévu sur son budget 1994 de commander cent dix nouveaux missiles air-air Super-330, destinés à remplacer des missiles du même type en service sur des avions français en Turquie (pour le contrôle de l'Irak) et en Italie (pour la surveillance de la Bosnie).

que les premières indemnités seraient versées en une ou deux fois « au premier semestre de 1994 ». « L'ensemble des préjudices sera à indemniser : le préjudice de contamination du malade, le préjudice économique du malade et de ses proches ainsi que le préjudice moral et affectif des proches », ajoute-t-on. Les indemnités versées seront de même hauteur que celles du sida (de l'ordre de 2 millions de francs) et déduites de l'actif de la succession de la victime. Dans le cas où la famille refuse le montant proposé par la commission, il n'y a pas de recours hiérarchique possible.

Le gouvernement a, en outre, modifié son propos sur l'un des points les plus contestés d'un tel dispositif de solidarité, compte tenu des actions judiciaires en cours et de l'instruction que mène, depuis plusieurs mois, Marie-Odile Bertella-Gefroy.

Alors que l'oo expliquait, il y a un mois, que « l'acceptation de l'indemnisation impliquait le renoncement à toute action en justice », on précise aujourd'hui que « l'indemnisation par voie transactionnelle est indépendante de toute action au pénal. Par contre, aucune suite judiciaire civile, pénale ou administrative ne pourrait entraîner le versement de nouvelles indemnités ».

En d'autres termes, les familles s'engageant à ne pas percevoir d'autres formes d'indemnité, cette action exceptionnelle de solidarité ne devrait pas entraver, ici, l'action de la justice.

JEAN-YVES NAU

SCIENCES

Un nucléaire sans risques

Suite de la première page

Cette fission s'accompagne d'un léger dégagement d'énergie et de la production de deux neutrons supplémentaires qui, à leur tour, peuvent provoquer de nouvelles fissions et ainsi de suite, créant ce que les physiciens appellent une réaction en chaîne. Pour que cette dernière ait lieu, il faut que les neutrons issus de ces fissions nucléaires ne se perdent pas en route, ce qui suppose que soit rassemblée en un même volume une certaine quantité de matière nucléaire ou de combustible fissile appelé « masse critique ».

Dans les armes nucléaires, on laisse cette réaction en chaîne se développer sans entrave pour libérer en une fraction de seconde toute l'énergie contenue dans le combustible. Dans les réacteurs nucléaires, elle est, en revanche, domestiquée en permanence par le biais de barres de contrôle qui absorbent les neutrons en excédent. Mais, si pour une raison ou pour une autre, ce contrôle vient à être défaillant, la réaction s'emballée. C'est l'accident, comme celui de Tchernobyl, même si l'énergie libérée à cette occasion n'est en rien comparable à celle, considérable, dégagée par une bombe.

Sûreté accrue et déchets réduits

Ce que proposent Carlo Rubbia et les chercheurs américains ou japonais — les Français se penchent aussi sur le sujet dans le cadre de la récente loi sur les déchets nucléaires — permettrait de s'affranchir de ce risque. Dans le réacteur qu'ils envisagent, le combustible du cœur est dans un état sous-critique. Il est incapable de produire une réaction en chaîne et donc de s'emballer accidentellement. Revers de la médaille, il ne peut pas produire non plus d'énergie sans aide : bien que la physique soit bonne fille, elle ne sait pas faire de réaction en chaîne sans neutrons. Les physiciens ont donc pensé à les produire au moyen d'accélérateurs de particules (2) extérieurs au réacteur.

Avantage de ce procédé : en cas de panne, le flux de neutrons s'interrompt, les réactions de fission cessent et le réacteur s'arrête de lui-même. Un tel gain de sûreté ne peut laisser indifférent, d'autant que cette technique de couplage d'un réacteur avec un accélérateur de particules pourrait offrir d'autres intérêts. Du fait de la qualité des faisceaux de neutrons produits par les accélérateurs, il est possible d'utiliser ces particules pour incinérer par la même occasion les produits de fission gênants générés dans le réacteur.

Une telle option permettrait donc de répondre de façon élégante aux problèmes posés par la gestion des déchets radioactifs à vie longue, produits dans ces réacteurs hybrides brûlant une soupe d'uranium ou du plutonium. Mais Carlo Rubbia va plus loin en suggérant d'abandonner ces deux combustibles au profit du thorium, jugé par lui plus propre car, affirme-t-il, il ne produit au cours de sa combustion que peu de plutonium et peu de déchets. Ceux qui sont à vie longue seraient en effet cassés et incinérés en continu dans le réacteur. Ne resteraient plus alors que des radioéléments à vie plus courte dont le stockage pendant des périodes humanement raisonnables deviendrait relativement aisé.

Voilà pour le rêve. Il ne reste plus qu'à se mettre au travail, ce que Carlo Rubbia envisage de faire sans délai dès qu'il aura quitté le CERN. Ce projet n'est encore qu'un stade de « la réalité virtuelle », a-t-il précisé. « Il faudra des vérifications expérimentales » avant d'aboutir, tout en sachant que d'ici là les réacteurs nucléaires classiques auront fait bien des progrès et qu'une autre voie très intéressante, la fusion thermonucléaire, aura peut-être donné des résultats encourageants.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(2) Les accélérateurs engendrent des protons, un des composants essentiels du noyau des atomes qui, en percutant une cible de plomb ou de tungstène, donnent naissance à des neutrons. Chaque proton peut ainsi produire cinquante neutrons.

الحكايا من الشمال

CULTURE

CINÉMA

LE FILS DU REQUIN d'Agnès Merlet
FAUT-IL AIMER MATHILDE? d'Edwin Bailly

Deux juniors dans l'enfer du Nord

Onze nouveaux films sont sortis sur les écrans le mercredi 24 novembre : politique domageable pour tous (sauf *Aladdin*, qui ne craint personne). Elle résulte directement de stratégies marketing qui font réserver certaines dates aux titres « porteurs », sans égard pour la qualité des autres œuvres. Parmi ces onze titres, trois sont des premiers films français : *Grand Bonheur* (lire l'encadré), *Le Fils du requin*, et *Faut-il aimer Mathilde*.

scènes de genre, les coquetteries de réalisation. Pourtant, ce qui semblait trop évident se creuse de mystères, la résistance du film à saisir les perches que lui tend un scénario truffé de faux-plais, comme une classique cyclope dans la région, finit par lui donner de l'élan. Et puis, surtout, il y a Mathilde.

Mathilde-le-personnage, rebelle aux pièges du récit au oom de



Dominique Blanc, la « Mathilde », tour à tour folle et sage

Mathilde? Cet embouteillage risqué de leur être injustement meurtrier.

Partant d'un fait divers trouvé dans un journal, l'histoire de deux frères d'une dizaine d'années vivant en révolte ouverte contre la société, Agnès Merlet réunit avec le *Fils du requin*, un étonnant début de film. Pas d'explications, pas de discours psycho ni socio, pas de trémolet. Une violence brute de la réalisation qui répond à la haine sans phrase des deux gamins, contre leur famille, contre les institutions où on les ramène et d'où ils s'évadent encore, contre la ville qu'ils pillent, pour manger et pour passer, contre les habitants, leur police et leurs milices.

Mais pour tenir la distance, la réalisatrice se dope à l'énormité, du film (authentique), qui à trop vouloir prouver sa misère devient factice, aux seconds rôles appliqués ; le scénario s'égare en saynètes littéraires, sexuelles, écolos, de plus en plus démonstratives. Et la bourgeoisie du Nord où se déroulent les exploits des deux frères cesse d'être un champ de bataille contemporain pour devenir un décor.

Faut-il aimer Mathilde? démarre au même endroit, mais évolue en sens inverse. A nouveau une bourgeoisie entre mer du Nord et corons, aux confins de la Belgique. A nouveau un monde dur à vivre, et la révolte. Ce sera, ici, celle d'une jeune femme, la Mathilde du titre. Ce pourrait être celle de Bret, dix ans plus tard : ancienne coqueluche du plat pays, aujourd'hui pliquée par son mari, qu'elle attend toujours, avec trois gamins, coincée par la famille, coincée par le soupçonnant collant, coincée par son boulot, puis littéralement coincée par la machine - les cheveux happés par le métier à tisser. Mathilde ne se laissera pas faire.

Edwin Bailly commence par les

rêves plus anciens et plus simples. Et Mathilde-Dominique Blanc, tour à tour folle et sage, force du cinéma qui joue sans se protéger. A l'arraché, et grâce au renfort de sa comédienne, Bailly sauve son film.

Il reste la difficulté, partagée avec le *Fils du requin* et plusieurs films « sociaux » récemment réalisés dans la même région, à capter avec justesse les lieux, les gens et les mots de ce quotidien-là. Il suffit de comparer avec les trois films anglais actuellement sur nos écrans (*Raining Stones*, *The Snapper*, *Naked*) pour voir la différence. Vivement le tunnel sous la Manche.

J.-M. F.

GRAND BONHEUR de Hervé Leroux

Le bel été

Pour son premier long métrage, Hervé Leroux retrouve le cinéma qu'il a aimé et défendu comme critique, un cinéma directement issu de la nouvelle vague des années 60 : même affirmation qu'on ne peut bien filmer que ce qu'on connaît bien, même confiance dans la corpe des acteurs pour exprimer plus que le scénario ne déclare, même préférence ludique et inquiète pour le présent des situations. Rien de « rétro », pourtant, dans cette évocation d'un groupe d'étudiants en cinéma, le temps de leur dernier été commun. Ces jeunes gens sont d'aujourd'hui, jusque dans le fascinement pour les chansons d'avant-hier, et mis en scène avec une efficace ironie.

Epaulés par quelques acteurs confirmés (Benoit Régent, László Szabó, Philippe Morier-Genoud), une bande d'impassables comédiens en herbe (Charlotte Leo, Pierre Gérard, Pierre Barbaud, Christine Vuilleux, Marlène Cento, Olivier Cruvelier) ou déjà repérés (Eva Longo, Lucie Belvaux, Nathalie Richard) fournissent avec entrain l'énergie nécessaire à cette chronique de groupe, qui esquisse en souplesse les écueils du traditionnel récit du « passage-à-l'âge-adulte ».

Leroux a voulu jouer à fond le jeu du film choral, qui accorde à chaque protagoniste un droit égal à l'écran : ne lui permet pas toujours d'éviter les longueurs, pour explorer tous les méandres sentimentaux, burlesques ou dramatiques parcourus par des personnages qu'on jurait, ses amis.

J.-M. F.

ALADDIN de John Muskers et Ron Clements

Un Disney à souhaits

plus sérieux comme chacun sait, suivent les tribulations sentimentales d'Aladdin et Jasmine, et les tours de magie de Jaffar.

L'apparition du génie précède de peu celle du véritable enjeu d'Aladdin. Disney cinéma n'a pas trois souhaits à réaliser, mais un seul : regagner le terrain perdu sur sa rivale, la bande Spielberg-Lucas, qui a failli lui faucher son fonds de commerce. La montagne magi-

que se fâche, et déchaîne torrents de lave et autres pyrotechniques telluriques. La séquence s'inspire donc sans vergogne de plusieurs épisodes des *Indiana Jones* et autres *Guerres des étoiles*...

Et les graphistes-maison ont mis le paquet, multipliant les scènes de bravoure, les effets d'optique, les pétarades multicolores et les métamorphoses à vue. Si les scènes où se mêlent

frayer et magie paraissent, à l'aune des nouvelles techniques du fantastique, un peu vieillottes, le terrain d'élection des films Disney demeure les moments de fête : la gaude parade d'Aladdin transformé en prince Ali, ou le voyage des amoureux en tapis volant, soit de vraies réussites.

JEAN-MICHEL FRODON

Correction politique

« C'est raciste mais, eh ! c'est Disney », tirait un éditorial du *New York Times* le 14 juillet 1993. Les Américains, poursuivent l'article, y regarderaient aujourd'hui à deux fois avant de donner dans le stéréotype national ou raciel : « l'irlandais brutalement égoïste », « le fourbe asiatique », « le juif égoïste ». La guerre du Golfe aidant, et l'attentat contre Wall Street, cette « correction politique » ne semble pas s'appliquer aux Arabes et, par extension, aux musulmans.

12 juillet 1993, au cours d'une réunion, le 26 mai 1993, avec les cadres supérieurs de Disney Distribution, l'ADC demandait la modification de certaines chansons et l'élimination, entra autres, d'une scène où un marchand tente de couper la main de la princesse Jasmine. Ce processus, impliquant réécriture, réenregistrement sonore et remontage (soit une nouvelle animation), paraissait à Disney trop onéreux.

12 juillet, Disney annonçait qu'il avait obtenu l'accord des auteurs et de leurs ayants-droit, le studio acceptait de modifier deux vers de la chanson *Arabian Nights* - à condition que l'ADC ne fasse pas part de son désaccord à la presse avant la sortie vidéo (ce qu'il avait pourtant fait dès le début février).

Méchants et cruels

L'ironie, selon Dick Cook, président de la distribution Disney, réside dans le fait qu'Aladdin est le premier film depuis des lustres où le héros et l'héroïne sont arabes. Don Bustany, président de la section de Los Angeles de l'ADC, souligne au contraire : « La plus avilissante (...) est que tous les habitants de la ville, les marchands, les gardes, les soldats, sont dépeints comme des Arabes méchants et cruels. »

Un compromis fut trouvé au cours d'une autre réunion : le

Voici l'extrait incriminé : « Je viens d'un pays / Loin, très loin / Où rôdent les caravanes de chameaux. / Où on vous coupe l'oreille / Quand votre tête ne revient pas. / C'est barbare mais eh ! c'est chez soi. » Et le texte révisé : « ... Où tout est plat et immense. / Et la chaleur est intense. / C'est barbare mais eh ! c'est chez soi. » Par prudence, ou conscience du caractère du docteur du texte d'origine, Disney avait fait écrire ces modifications à l'avance par le parolier Howard Ashman, mort l'an dernier. Elles ont été incorporées dans la version distribuée en vidéo aux Etats-Unis depuis le 1^{er} octobre 1993... les deux variantes ayant été enregistrées simultanément.

HENRI BÉHAR

PARIS-JO'BURG-PARIS : 6.200 F

SAA vous propose les seuls vols Paris-Johannesburg sans escale au départ d'Orly-Sud, des "Prix d'Amis" à partir de 6.200 F AR pour des séjours à la carte ou des circuits en toute liberté, un service à la qualité légendaire.

Pour en savoir plus, appelez votre Agent de Voyages ou South African Airways.



Paris : 350, rue Saint-Honoré, 75001 Tél. : (1) 49 27 05 50
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03

MUSIQUE

THEATRE ELITE DE LA VILLE DE PARIS

YOURI BASHMET

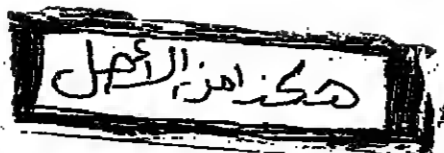
alto et direction

VEN. 26 NOV. 18H
SCHNITTKE - BACH
avec Kofia Skanavi piano
et les Nouveaux Solistes de Moscou

SAM. 27 NOV. 18H
BRAHMS
avec Victor Treilackov violon
Dimitri Vassiliev violon
Nina Malcharenko alto
Alexandre Roudine violoncelle
Kofia Skanavi piano

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

La liste des salles participantes où sont projetés les films sortis le mercredi 23 novembre figure page 14. Seul dans notre édition Rhône-Alpes



CINÉMA

Au conseil des ministres

Jacques Toubon annonce des mesures en faveur du septième art

Lors du conseil des ministres du 24 novembre, Jacques Toubon a présenté plusieurs orientations de la politique du cinéma. Après avoir souligné les résultats encourageants enregistrés par la fréquentation, le ministre de la culture et de la francophonie a ainsi annoncé, en termes très généraux, diverses mesures concernant surtout la distribution et l'exploitation. Alors qu'un attend toujours une décision des pouvoirs publics après la mise en cause, il y aura bientôt un an, de l'emprise du circuit UGC sur le marché parisien (dossier sur lequel le Conseil de la censure a rendu son avis en juillet dernier), la volonté annoncée par M. Toubon de favoriser « la création de groupes français et européens à vocations multiples (...), notamment dans le domaine de la distribution des films », ne laisse pas augurer d'une étude très répressive à l'encontre de la « major » française.

Du moins la programmation des films disposera-t-elle d'un nouvel organe régulateur, après l'implosion de l'ancienne commission d'aide à la diffusion, minée par les divergences d'intérêt et les rapports inégaux entre professionnels qui en faisaient partie.

Le nouveau comité de la diffusion, annoncé au Journal officiel du 17 novembre, devrait éviter ces blocages, en étant composé de cinq membres - éconômistes et techniciens du droit de la concurrence, à l'exclusion de professionnels du cinéma. Au nouveau président, le conseiller d'État Jean-Pierre Leclerc, d'acquiescer le risque symétrique d'une dérive bureaucratique. Prenant en compte une récente étude du Centre national du cinéma qui mettait en évidence la baisse des

entrées en milieu rural et dans les petites villes, le ministre a prévu d'inciter les salles qui s'y trouvent à « rendre d'autres services en matière culturelle, notamment par la vente de livres et de disques ». Cette diversification pourrait être facilitée par le soutien plus appuyé aux petites et moyennes exploitations également présentées au conseil des ministres.

Fragilité des critères de jugement

Trois autres mesures ont été annoncées, ou confirmées. L'extension à tout le territoire du programme « collège au cinéma » était attendue et souhaitée. L'autorisation donnée aux chaînes de télévision de diffuser, hors prime time, cinquante-deux films non comptabilisés dans le calcul des quotas demeure en revanche d'une regrettable imprécision : faute de spécifier la nature des films qui y auront accès, la décision risque de manquer son objectif proclamé : la meilleure diffusion des œuvres d'art et essai européennes, et des films originaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Enfin, la concentration des aides à la production sur « un plus petit nombre de films » a de quoi inquiéter, quand on connaît la fragilité des critères de jugement en la matière. A fortiori en annonçant la seule prise en compte des « scénarios les mieux écrits » : méconnaissant la nature essentiellement non littéraire des œuvres de cinéma, ce choix risque fort de privilégier les célèbres scénarios « en béton » et les grilles de programme, aux dépens de la liberté de filmer.

J.-M.F.

EN BREF

PRIX : le Delluc a étoffé. - Les jurés du prix Louis-Delluc, qui sera attribué pour la cinquante et unième fois le 16 décembre, ont annoncé mercredi 24 novembre leur deuxième sélection qui comprend quatre films : *Liberté* de Alain Cavalier, *Les gens normaux* de Patrick Dupond, de Laurence Ferreira Barbosa, *La Naissance de l'amour*, de Philippe Garrel, *Smoking et No smoking*, le double film d'Alain Resnais. Ces films s'ajoutent aux cinq déjà retenus (*Arizona Dream*, d'Emir Kusturica, *Ma saison préférée* d'André Téchiné, *L'odeur de la papaye verte*, de Tran Anh Hung, *Bleu de Krzysztof Kieslowski*). Une nouvelle vie, d'Olivier Assayas. Deux nouveaux membres ont rejoint le

jury, Danièle Heymann et Philippe Collin. Enfin, à la suite du décès de Maurice Bessy, le 15 novembre, c'est Gilles Jacob, délégué général du Festival de Cannes, qui a été élu président du jury.

DANSE : un gala pour les paralysés. - Patrick Dupond, les épaules et le corps de ballet offrent la première représentation de *Picasso et la danse* à l'Association des paralysés de France, le 26 novembre au Palais-Garnier à Paris, à 19 h 30. Réservations au 47-42-53-71. Places : 60 F, 100 F, 200 F, 300 F, 500 F.

THÉÂTRE : « Le Mariage » de Gogol prolongé à la Bastille. - Les représentations du *Mariage* de Gogol, par la compagnie

MUSIQUES

Deux disparitions

La pianiste Tatiana Nikolaeva

La pianiste russe Tatiana Nikolaeva est d'anévrisme survenue en plein récital dix morte, le 23 novembre à Santa-Monica jours euphoriques. Elle était âgée de (Californie), des suites d'une rupture soixante-neuf ans.

La mémoire du clavier

Le public parisien avait découvert Tatiana Petrovna Nikolaeva il y a dix ans (*Le Monde* du 22 janvier 1983) lors des deux récitals Bach qu'elle donnait au Musée Grévin. Un public partagé entre doute et admiration. Était-il possible de jouer Bach avec ce mélange de romantisme et de sévérité intimidante? Tatiana Nikolaeva avait ses admirateurs et ses détracteurs, mais son engouement intellectuel était incontesté. En possession du répertoire le plus étendu qu'un pianiste ait jamais pratiqué, cette interprète mémorisait, une fois pour toute, la musique qu'elle avait apprise. Elle était ainsi capable de proposer plus de cent programmes de récitals différents et sa liste de concertos sus par cœur s'élevait à cent cinquante œuvres.

Née le 4 mai 1924, en Union soviétique, Nikolaeva avait été élève d'Alexandre Goldenweiser, l'un de ces grands maîtres du passé - qui concevait l'enseignement comme l'une des plus belles missions de l'interprète. Mais elle avait également reçu une formation de compositeur dans la classe d'Evgueni Golubev. En 1950, Nikolaeva remporta le prix Bach, décerné à Leipzig pendant le festival organisé pour le bicentenaire de la mort du compositeur.

Comme un sculpteur

Tout de suite, après, elle est nommée professeur au Conservatoire de Moscou. En 1952, elle assure la création mondiale des *Vingt-quatre préludes et fugues* de Chostakovitch, qu'elle promènera

ensuite dans le monde entier. Elle avait appris en quelques jours, ce qui ne peut - en principe - s'assimiler qu'après de longues semaines de labeur.

La technique de Nikolaeva était transcendante même si, certains soirs, elle mettait beaucoup de notes à côté. Ancrées dans la profondeur du clavier, ses mains modelaient le son comme un sculpteur pétrir la glaise. Ses basses étaient plantureuses, jamais cognées. Les « dessus », se détachaient toujours, clairs et admirablement timbrés. Comment Nikolaeva s'y prenait-elle, dans les préludes de chorals de Bach transcrits par Busoni, pour faire couler les marteaux du piano? Son *Steinway* sonnait alors comme un orgue.

Immense, la discographie russe de Tatiana Nikolaeva compte au moins cent disques. Elle témoigne de sa capacité à recréer des univers antinomiques : à son sonner, cette interprète accède au panthéon des pianistes de son siècle. Au moins trois de ces disques sont des témoignages précieux de son art. Le pre-

mier (pas encore réédité par Melody), regroupe la *Barcarolle* et les *Variations sur un thème de Chopin* de Glinka. Le second est consacré au *Premier Concerto* de Nikolai Medtner (reporté sur disque compact par Melody, bientôt disponible en France). Le troisième est la *Grande sonate* de Tchaïkovski. Nikolaeva joue cette sonate avec une force de persuasion aussi « byzantine » que Karl Böhm dans le premier mouvement de la *Huitième symphonie* de Bruckner. Aucun pianiste ne s'était risqué à réhabiliter de façon aussi risquée cette œuvre jugée sans intérêt. Au piano, Tatiana Nikolaeva était une intelligence en action.

ALAIN LOMPECH

► Parmi les disques de Tatiana Nikolaeva disponibles en France, il faut retenir la *Sonate* de Tchaïkovski (Relief CRCD 911 028), l'*Art de la fugue* (Hyperion HYP 66 631) et un disque de chorals de Bach (Melody MKCD 418 024). Ces disques sont distribués par Media 7.

ALAIN CHAMFORT aux Bouffes du Nord à Paris

Un orchestre à lui tout seul

Alain Chamfort s'était exercé au duo voix-piano au printemps dernier à l'Opéra-Comique. Un mini-concert (cinq titres) avait tenu lieu de carton d'invitation, et les deux soirs de récital servaient d'annonce : le chanteur quittait sa maison de disques (Columbia) pour une autre (Epic), taillée à la mesure de ses nouvelles ambitions, intimistes. En 1992, le chanteur avait fait alliance avec un pianiste anglais, Steve Nieve, connu pour avoir accompagné une rock-star inspirée, Elvis Costello. Enfin, *Neuf*, le nouvel album pudique et proche de Chamfort, est paru ce mois-ci. Les cinq concerts donnés cette semaine aux Bouffes du Nord s'inscrivent dans cette continuité.

Steve Nieve est un pianiste débordant. Cheveux courts et lunettes noires, il jongle, et doigne de la couleur aux mélodies comme un peintre à une toile géante. Chamfort est au synthétiseur. Les deux hommes, que l'on sent unis par une misanthropie de bon aloi, entament une promenade dans un univers en demi-teintes et en avertissements, une vingtaine de titres, de *Manureva* à *Bambou* (Gainsbourg). La voix passe de justesse, mais l'ensemble tient.

Quand Chamfort quitte sa chaise et son clavier, c'est pour, indolent, s'appuyer contre un de ces anciens murs creux qui font le charme des Bouffes du Nord. Claquement de doigts, swing calme et élégance nonchalante (*La Belle Voisine*). Plus tard, à l'occasion d'une nouvelle chanson (*l'Ennemi dans la glace*), le chanteur promène un large miroir devant le public après s'être considéré avec la méfiance naturelle à son groupe social, c'est-à-dire « la tendance personne n'aime personne ». Steve Nieve frôle les cordes de son piano, sans douceur abusive.

L'ex-pianiste des Attractions est ici en star, placé à armes égales avec le chanteur. Il vaut, comme le dit dans la salle un fan da Costello venu découvrir Chamfort, « un orchestre à lui

tout seul ». Frappeur de première ligne, musicien éclectique, Nieve agit comme un révélateur sur un chanteur qui a souvent éprouvé des difficultés à se dévoiler, mais qui veut aujourd'hui pousser l'exercice de mise à nu jusqu'aux limites possibles, dans la variété. Salutaire attitude, après les essais pop-dance de *Trouble*, le précédent album, sorti en 1990.

Le jeu à quatre mains, insistant, dépouille des mélodies naguère encadrées d'artifices technologiques. Ainsi, *Sauris* pulvérise c'est grave, fleur d'une époque de légèreté mal assumée, passe en ligne droite. Chamfort demande alors le silence. Puis l'ombre. Steve Nieve, qui ne peut rester sans rien faire, allume une cigarette. Seul sous la poursuite, le chanteur commente : « Comme ça, sans eux [le pianiste, le parolier Jacques Duval], l'arrangeur Marc Moulin, etc., finalement, il ne reste pas grand-chose ».

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Jusqu'au 27 novembre, 37 bis, boulevard de la Chapelle à Paris 18°. Métro La Chapelle. Tél. : 46-07-34-50. Album : Neuf, 1 CD Epic 4742742.

Le bluesman Albert Collins

Le guitariste et chanteur américain Albert Collins, est mort, le 24 novembre, à Los Angeles (Californie) des suites d'un cancer. Il était âgé de soixante et un ans.

L'image du froid colle au style d'Albert Collins. Notes éparpillées et ramassées par brèves séquences dans l'aigu, sur un grondement de basse et d'orgue, son jeu n'a dépassé les limites du Texas qu'à la fin des années 70 - il est né à Leona (Texas) le 10 octobre 1932. On essaie alors de le surnommer « le maître de la telecaster ». On l'encombre d'une comparaison avec Jimi Hendrix qui avait parlé de lui. Mais il finit par se faire connaître dans les grands festivals.

Casanier comme Frankie Lee Sims qui n'abandonnait sa ferme que pour tourner parfois avec le saxophoniste King Curtis, Albert Collins fait ses débuts de guitariste chez le fils de Sims, Little Frankie Lee. On est là au cœur du *country blues* texan. C'est autour de Dallas, dans les bars et les boîtes, que les Sims et leur épigone mettent au point leur style de blues sur-amplifié.

Élégance et énergie

A la fin des années 50, Albert Collins acquiert la notoriété locale avec son trio, avant d'accompagner Pinedy Brown. Avec son groupe, les Rhythm Rockers, il enregistre *Freeze*, de *Frost* pour de petits labels. Beaucoup de ferveur provinciale pour ce mélange glacé de tension et de rébellion. La revue *Blues Unlimited* et les *Canned Heat* s'enthousiasment de lui. Très économe de sa voix qu'il ne croit pas intéressante, Albert Collins se restreint à des albums instrumentaux moins libérés que ses participations aux disques d'Ike et Tina Turner.

Ce n'est qu'avec son entrée chez Alligator qu'il accroît son image de gloire locale portée par quelques fans isolés, au loin. Son champ d'action dépasse Dallas, Houston et la Californie. *Ice Pickin'*, *Fräulein*, *Child Snip* s'imposent sur les scènes du monde entier. Question de patience et de production.

Deux traits : son élégance paradoxale et sa grande énergie mal restituées par le disque se retrouvent dans le jeu d'un Johnny Copeland, de peu sa cadet, et, par Robert Cray interposé, chez beaucoup de guitaristes de blues et de rock.

FRANCIS MARMADE

Ecoutez voir

COMMUNE

mise en scène Eric Vigner

27 novembre - 19 décembre

à Aubervilliers

46 34 67 67

la pluie d'été

Marguerite Duras

Ecoutez voir

Ubu roi

d'Alfred Jarry

mise en scène Hervé Lelardoux

du 16 novembre

au 19 décembre

ATHÈNÆ

Location : 47.42.67.27

Incubation soirée

L'un des plus beaux moments de théâtre qui soit.

Maison d'arrêt

Bond - Lavelli

Dernière le 12 décembre

15 rue Matte Bon 75020 Paris

FigaroScope

Politis

C'est dur, superbement mis en scène, magnifiquement interprété par des comédiens portés, au plus haut, au plus vrai. Du Lavelli inspire. Du théâtre qui caste tout.

Le Cénard enchaîné

Qu'on soit ou non d'accord avec le désespoir de l'auteur, impossible de rester insensible à la beauté et à la force du spectacle.

Le Figaro Magazine

44 62 52 52

Le spectacle de Lavelli transcende les carcasses, dénuée de vide et le vertige des existences condamnées. Les comédiens entrent dans ce jeu avec une force et une conviction remarquables.

Le Monde

Deux heures trente sont on ne s'écroque pas une seconde... Il ne s'agit pas d'un spectacle improvisé, bouleversant. C'est un spectacle nécessaire.

Le Quotidien de Paris

مكتبة النخيل

Les négociations sur le commerce international et leurs répercussions dans le monde

France : le gouvernement hésite à solliciter un vote de l'Assemblée nationale

Le moins que l'on puisse dire est qu'il y a un certain cafouillage. Manifestement, Edouard Balladur et Alain Juppé ont omis de procéder, entre eux, à l'échange d'informations nécessaires sur la façon dont le gouvernement compte prendre l'avis de la représentation nationale dans l'affaire du GATT, avant la date limite du 15 décembre, fixée par les Américains pour parvenir à un accord international. A moins que le premier ministre n'ait oublié de dire à son ministre des affaires étrangères la décision qu'il a prise dans ce domaine. D'aucuns au RPR pensent, en effet, que M. Balladur a une idée bien précise, arrêtée depuis un bon moment, de la procédure parlementaire qu'il va utiliser pour obtenir le soutien, sinon la confiance, des députés de la majorité.

C'est en réponse à une question de Laurent Fabius (PS, Seine-Maritime) que M. Juppé a indiqué, mercredi 24 novembre à l'Assemblée nationale, qu'il acceptait un débat parlementaire sur le GATT. « Entendez-vous prendre les dispositions nécessaires pour que, le moment venu, le gouvernement fasse connaître clairement sa position et que chacun de nous puisse répondre par oui ou par non ? », a demandé M. Fabius. « Ma réponse est claire, elle est positive », a indiqué M. Juppé. Nous ne voulons pas nous laisser enfermer dans un calendrier qui n'est pas le nôtre et nous ne voulons pas être mis devant un fait accompli le 13 ou le 14 décembre. Nous voulons avoir le temps de saisir la représentation nationale.

La réponse du ministre des affaires étrangères — elle allait plus loin que celle donnée, le matin même, par M. Balladur à un jeune député, Frédéric de Saint-Sernin (RPR, Dordogne), qui participait à la réunion des députés et sénateurs RPR et UDF convoquée, à la Maison de la chimie à Paris, par le premier ministre — a été immédiatement interprétée par l'ensemble des parlementaires comme l'acceptation, par le gouvernement d'une déclaration de politique générale suivie d'un vote engageant la responsabilité du gouvernement. Cette procédure répond à l'usage de l'article 49-1 de la Constitution.

« Je ne concevais pas qu'il puisse en être autrement. Le gou-

vernement s'est trop appuyé sur sa majorité dans cette affaire et a trop répété qu'il ne signerait pas un accord à n'importe quel prix », a donc déclaré Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée, en estimant que « ce sera en quelque sorte un vote de confiance ».

« Des propositions de salon »

Le Quai d'Orsay a tenté, en vain, de corriger cette interprétation, en fin d'après-midi, en soulignant que le ministre n'avait jamais parlé de vote. Selon un dirigeant du RPR, l'hôtel Matignon a également essayé de faire machine arrière. La version admise au mouvement néogaulliste est que « Juppé a dérapé dans le démarrage de sa réponse à Fabius ».

Au cours d'une réunion du bureau politique du RPR, dans la soirée, cette question du vote n'a pas été verbalement abordée, bien que le ministre trouve « normal qu'on tienne d'un débat de ce

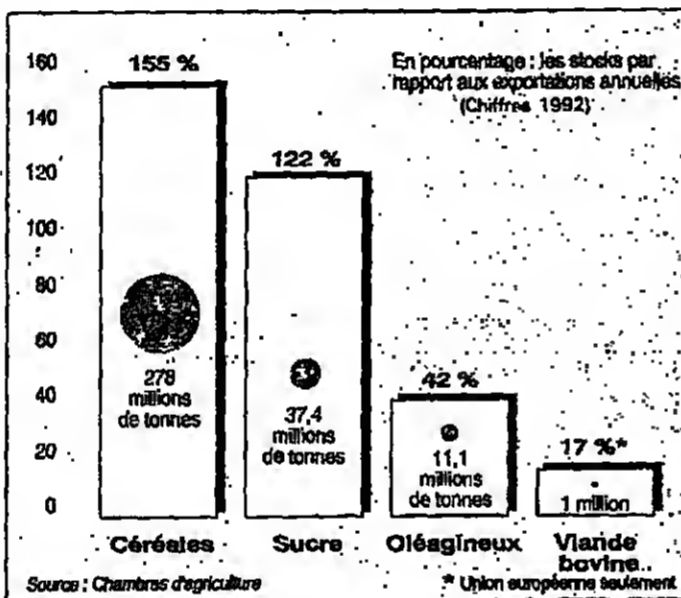
type on se prononce ». M. Juppé a indiqué que, si le conseil des ministres européens des affaires étrangères, dont la prochaine réunion est fixée au 2 décembre à Bruxelles, se dispose pas d'un préaccord, alors il n'y aura pas d'accord du tout le 15 décembre.

Il l'a réaffirmé fortement, jeudi matin sur Europe 1. « Il faut que ce jour-là nous soyons en mesure de débiter sur d'autres choses que de vagues promesses ou des propositions de salon », a-t-il dit, en précisant qu'au stade actuel on ne peut envisager une signature.

Au même moment, sur Europe 1, son collègue, Gérard Longuet, affirmait au sujet de la consultation des députés sur ce dossier : « Ils devront voter ». Le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur précisait que ce « grand rendez-vous entre les Français » aura lieu entre le 10 et le 15 décembre.

OLIVIER BIFFAUD

Les stocks mondiaux agricoles restent élevés



Les stocks mondiaux de produits agricoles, malgré les immenses besoins de nourriture des pays du tiers-monde, restent élevés. Pour les céréales, ils représentent presque une année et demi d'exportations. Pour le campagne 1993-1994, la production mondiale de céréales ne devrait baisser que de 1,5 % ce qui ne permet pas d'espérer un relèvement significatif des cours.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FINABAIL
Groupe Percier

AU SECOND MARCHÉ
DE LA BOURSE DE PARIS LE 30 NOVEMBRE

Finabail, Société pour le Financement des Immobilières d'Entreprises est une SICOM créée en 1987. Elle a obtenu la notation Moody's P1 pour ses emprunts à court terme et A1 pour le long terme. Au 30 septembre 1993, les fonds propres de la société s'élèvent à 399 millions de francs et son ratio de solvabilité atteint 30%.

ACTIVITÉ

Le financement, par voie de crédit-bail, des investissements immobiliers des entreprises.

CLIENTÈLE

Constituée à plus de 70% de signatures prestigieuses : banques, groupes publics et privés de première importance.

ENGAGEMENTS BRUTS

3,2 milliards de francs situés pour les trois quarts à Paris ou en région parisienne, dont plus de 60% de bureaux. FINABAIL ne détient pratiquement pas de patrimoine propre et reste épargnée par la crise du marché immobilier.

CAPITAL

Après introduction, 307,8 millions de francs. Principaux actionnaires : GAN Vie (25%), Cie de Participations et d'Investissements Holding (11%), OPCVM du Crédit Mutuel (9,3%), SOVAKLE (C.E.A., 8,1%), OPCVM et clientèle privée de Lazard Frères et Cie (7,6%), OPCVM des A.G.F. (6,5%), Caisse Nationale de Prévoyance (6,5%), Crédit Industriel et Commercial de Paris (4,9%), Aéroports de Paris (3,3%), Public (110%).

EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ (en millions de francs)	30/06/93 (6 mois)	30/06/92 (6 mois)	Rappel 31/12/92 (12 mois)
Engagements nouveaux de la période (crédit-bail uniquement)	312,7	163,3	821,2
Engagements bruts totaux HT fin de période (y compris opérations en cours)	3 201,3	2 248,7	2 906,7
Bénéfice social avant impôt (y compris opérations en cours)	17,9	16,4	27,2

Rapports approbateurs : C. LECHE, chef de file, B.F.E., associé de file, Société de Banque - E.F.B.
Une note de présentation, soumise à l'approbation de la C.O.B., est à la disposition du public au siège de la société à compter du 26 novembre 1993.

POINT DE VUE

Et le Sud ?

par Jacques Pelletier

DANS les négociations engagées sur le GATT, les pays en voie de développement n'ont pratiquement pas la parole. Pourtant, le choix du lieu de la session inaugurale en 1986, à Punta-del-Este en Uruguay, voulait signifier la reconnaissance de leur entrée sur la scène économique mondiale après le Kennedy Round et le Tokyo Round, qui avaient été marqués par la préservation de la maîtrise de l'économie mondiale par les pays industrialisés. Sept ans après le début de l'Uruguay Round, les pays en voie de développement sont toujours absents du débat : aujourd'hui, seules les grandes puissances économiques peuvent infléchir ou bloquer la signature d'un accord.

Pourtant, la négociation actuelle constitue un enjeu essentiel pour les pays en voie de développement. Leurs débouchés d'exportation, tant pour les produits transformés que pour les matières premières, sont essentiellement constitués par les marchés des pays industrialisés (le commerce Sud-Sud plafonne aujourd'hui aux environs de 3 % du commerce mondial). Aussi, les mécanismes qui régulent les rapports commerciaux entre pays industrialisés et qui seront pour partie applicables aux pays en développement induisent leur avenir et déterminent l'écoulement du développement de milliards d'hommes.

Le libéralisme dans lequel s'est engagée l'économie mondiale constitue un risque pour le développement de nombreux pays s'il est érigé en dogme absolu. Les groupes de pays à faible et très faible revenu n'ont guère de chance de pouvoir résister à la pression exercée par les économies dominantes et par les nouveaux pays industrialisés. Mettre sur un même plan des pays au poids économique aussi disparate que le Japon, le Chili ou la Tchad relève d'une fausse égalité. En effet, même si l'on admet que chaque pays ait chaque région disposant d'atouts, peut-on comparer la production de vin ou de café à celle de parfums, l'extraction de la gomme arabique et la production de pneus, la fabrication d'allumettes et la conception de logiciels ? L'ouverture des marchés peut constituer un facteur favorable au développement à condition que des règles soient fixées pour protéger les plus faibles. Le simple

libéralisme des échanges ne résoudra pas les problèmes du sous-développement. Il faut impérativement poser la question de l'organisation mondiale des marchés.

Si l'abaissement des tarifs douaniers — qui est acquis quel que soit l'aboutissement de la confrontation Europe-Etats-Unis — peut dans un premier temps apparaître comme un atout pour les pays en voie de développement en leur offrant de meilleures possibilités d'accès aux marchés des pays industrialisés, on ne saurait cependant en faire une panacée. Notamment, la levée des barrières douanières rendra caduc l'accord de 1966 dit « système de préférence généralisée », qui stipule que les exportations en provenance des pays les plus pauvres (les matières premières, principalement) peuvent entrer sans droits de douane dans les pays industrialisés. L'abaissement des tarifs douaniers offrira un avantage comparable à tous les pays. Ainsi, l'huile d'arachide importée du Sénégal perdra son avantage comparatif par rapport à la même huile en provenance des Etats-Unis, qui ne sera plus frappée d'une taxe de 10 %.

De faibles capacités de négociations

Mais le parole des pays du Sud s'entend de plus en plus de peine à se faire entendre qu'ils ne représentent plus un enjeu depuis la chute du mur de Berlin. L'éclatement des groupes géographiques, sous la pression des pays industriels à l'économie de marché lors de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement de Carthagène en février 1992, les prive en outre d'un aspect autonome de concertation. Ces évolutions ont pour conséquence de redonner une place importante aux relations bilatérales entre pays en voie de développement et pays industrialisés, ce qui isole les pays pauvres et affaiblit leurs capacités de négociations.

Face à l'abaissement des tarifs douaniers, les intérêts entre pays en développement comme les intérêts entre pays industrialisés sont donc divergents. Cela n'est rien de surprenant en soi. Comme il y a un conflit au Nord sur l'agriculture par exemple, il y a une stratégie divergente au Sud sur les mêmes produits, et les

filiales de production de certains pays risquent d'en être profondément affectées. La production de riz au Sénégal pourra-t-elle survivre à un accroissement des importations de riz thaïlandais ou vietnamiens ? Mais, et c'est là toute la différence, les divergences entre pays en voie de développement d'une part, entre pays en voie de développement et pays industrialisés d'autre part, n'ont fait l'objet d'aucun débat, d'aucune négociation spécifique, d'aucune dans-butior.

Les résultats des négociations menées au sein du GATT ont de graves conséquences sur les pays en voie de développement. Selon les accords qui seront signés, tel pays du Sud bénéficiera d'une position améliorée, tel autre subira au contraire un handicap supplémentaire. Une récente étude de la Banque mondiale montre que, quelle que soit l'importance de la baisse des tarifs douaniers dans les trois espaces économiques dominants — Japon, Etats-Unis, Union européenne —, le bénéfice de cette mesure ira, pour l'essentiel, aux pays d'Asie en cours d'industrialisation. Les pays de l'Afrique subsaharienne et de l'Amérique latine, au contraire, n'en tireront aucun profit. Plus même, ils encourrent le risque de voir leurs exportations concurrencées par celles en provenance d'autres continents.

Depuis plusieurs décennies, nous pays s'honorent en s'efforçant de redonner la parole aux pays pauvres dans les enceintes internationales, que ce soit au sein de l'ONU, au sein de la Communauté européenne ou lors des réunions du G7. Nous manifestons aussi concrètement notre solidarité à travers les accords de Lomé, la zone franc ou l'importante aide publique au développement.

Il ne s'agit donc pas de condamner toutes évolutions dans les relations internationales, mais il convient de prendre garde à ne pas marginaliser plus encore les pays pauvres et de les abandonner aux « conflits de la misère » en les laissant seuls face à des déséquilibres impossibles à résoudre, et dont les économies dominantes portent leur part de responsabilité.

► Jacques Pelletier est président du Comité français contre le faim. Il a été ministre de la coopération.

Selon son président Jacques Fournier

Les pertes de la SNCF atteindront près de 8 milliards de francs en 1993

Le président de la SNCF, Jacques Fournier, a annoncé, mercredi 24 novembre, à l'issue d'un conseil d'administration, que les pertes de l'entreprise se situent entre 7 et 8 milliards de francs en 1993, probablement plus près de 8 milliards. « L'annonce d'un chiffre plus élevé procède manifestement d'une erreur », a précisé M. Fournier. Le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, avait annoncé, la veille, que la société nationale allait « sur 10 milliards de francs de pertes en 1993 ».

L'année 1993 aura été particulièrement catastrophique pour la SNCF. Les contre-performances de l'économie française n'expliquent pas, à elles seules, l'effondrement du trafic. Les aléas du système de réservation Socrate, combinés à une nouvelle politique tarifaire, ont fini de décourager la clientèle. Résultat : le trafic voyageurs grandes lignes et le transport de marchandises ont reculé d'environ 10 % cette année.

Désormais, la nouvelle présentation des comptes de l'entreprise distingue l'exploitant ou le transporteur, de la gestion des infrastructures, comme le prévoit une directive européenne de juillet 1991. Il en ressort que le trans-

porteur SNCF devrait perdre de l'ordre du milliard de francs, en 1993, tandis que les pertes du gestionnaire d'infrastructures (modernisation et entretien des lignes classiques, construction des lignes à grande vitesse) atteindront environ 6,5 milliards de francs.

En 1994, la SNCF devrait amorcer un lent redressement. L'objectif est de rééquilibrer les comptes du transporteur SNCF en tirant parti d'un contexte économique plus favorable — les prévisions de progression du trafic voyageurs sont de l'ordre de 5 % pour une hausse moyenne des tarifs de 1 % — et en regagnant la confiance de la clientèle.

Harmoniser la concurrence

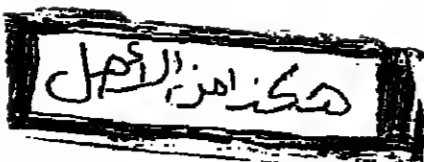
La SNCF table sur un résultat positif de 261 millions de francs pour l'exploitation mais sur une détérioration du compte de gestionnaire d'infrastructures avec un déficit de l'ordre de 7,5 milliards de francs. Au total, les pertes devraient s'élever à 7,2 milliards en 1994.

Le président de la SNCF a également annoncé une « politique plus active de l'emploi ». L'année prochaine, 5 900 postes disparaîtront (réduction faite des embauches) contre 6 000 en 1993. « Il faut renouveler notre réflexion

sur la productivité qui ne passe pas forcément par la baisse des effectifs, notamment pour le service clientèle », a déclaré M. Fournier. La SNCF prévoit d'embaucher 1 200 personnes en 1994. Ces prévisions pourraient être revues à la hausse si les négociations avec les organisations syndicales permettaient de développer le partage du travail (temps partiel, départs progressifs en retraite), a précisé M. Fournier.

L'année 1994 sera celle de la préparation du contrat d'entreprise et du contrat de plan SNCF-Etat. M. Fournier attend des pouvoirs publics qu'ils harmonisent les conditions de la concurrence avec le transport routier et qu'ils simplifient davantage dans le financement des infrastructures, un poste structurellement déficitaire. L'endettement de la SNCF devrait franchir les 150 milliards de francs en 1994 et les frais financiers sont de l'ordre de 11 milliards de francs par an, l'entreprise devant financer par l'emprunt la création des lignes nouvelles. L'Etat devra également considérer la question des grandes lignes fortement déficitaires (de l'ordre du milliard de francs). La SNCF préconise, pour sa part, des contrats d'aménagement du territoire avec le concours de l'Etat et des collectivités locales.

MARTINE LARONCHE



24 • Vendredi 26 novembre 1993 •

Le Monde

AU JOUR LE JOUR

Rideau

Enfin réglée, la querelle sur le rôle du Conseil constitutionnel. Après les aménagements gouvernementaux déversés sur les neuf pages de la réplique du président du Conseil dans le Monde, le chef de l'Etat rend son arbitrage. Il a publié un communiqué faisant savoir à la nation qu'il « estimait que la controverse devait être considérée comme close ».

C'est de bonne et rassurante méthode. Et cela prouve que le chef de l'Etat cohabitant ne reste pas inerte et sait prendre à la fois de la hauteur et des déci-

sions. Celle-ci s'apparente aux non-lieux judiciaires ou aux questions préjudiciaires qui permettent à nos Assemblées de décider qu'il n'y a pas lieu à débattre. La clôture de polémique par décret présidentiel est une technique riche de potentialités.

Reste à débattre du champ des sujets qui pourraient être couverts de la sorte, débat qui, lui-même, ouvrirait la voie à des controverses qui cesseraient, un beau jour, par élyséenne délibération.

PROCYON

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Edgar Morin s'interroge sur les termes de la devise républicaine « Liberté-Egalité-Fraternité ». Jean-René Bernard revient sur l'action européenne de Georges Pompidou (page 2).

INTERNATIONAL

Les secours parviennent de nouveau en Bosnie

L'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie a repris, mercredi 24 novembre, après un mois d'interruption. Les premiers convois de vivres ont pu parvenir dans plusieurs villes dont Tuzla, Zepa, Srebrenica ou Travnik (page 3).

L'un des chefs du Hamas a été tué

Imad Akhel, chef des commandos armés du Hamas, a été tué à Gaza par la police des frontières. Agé de vingt-quatre ans, il était recherché depuis deux ans par le service de sécurité intérieure d'Israël (page 5).

POLITIQUE

M. Balladur et les priorités du gouvernement

Le premier ministre, Edouard Balladur, s'est exposé aux parlementaires de la majorité, mercredi 24 novembre à la Maison de la chimie, les priorités définies lors du séminaire gouvernemental organisé, dimanche 21 novembre, à l'hôtel Maitignon (page 8).

SOCIÉTÉ

La condamnation des enfants «A» et «B»

Raconnés coupables, à Preston (Grande-Bretagne), du meurtre du petit James Bulger, âgé de deux ans, les deux enfants, qui avaient dix ans au moment des faits, sont condamnés à la détention « pour une durée illimitée ». Le procès a posé la question de l'âge de la responsabilité pénale (page 11).

COMMUNICATION

Le capital de «l'Événement du jeudi»

L'Événement du jeudi devrait faire du groupe Matra-Hachette de Jean-Luc Lagardère, le «pola da référence» de son capital. Le retrait de certaines institutions actionnaires et la vente par des lecteurs de leurs actions pourraient permettre à Matra-Hachette d'acquiescer son poids de 4 % ou 5 %. Entré au capital il y a trois ans, le groupe a porté depuis sa part à 20 % (page 13).

CULTURE

Le nouveau dessin animé des studios Disney

Aladdin, de John Musker et Ron Clements, trente et unième long métrage de dessin animé des studios Disney, sort à Paris. Le génie est le principal intérêt du film (page 15).

ÉCONOMIE

Les pertes de la SNCF

Le président de la SNCF, Jacques Fournier, a annoncé que les pertes de l'entreprise atteindront près de 8 milliards de francs en 1993. En 1994, la SNCF devrait amorcer un lent redressement (page 18).

La réforme du statut de France Telecom

Face à l'opposition des salariés de France Telecom, le ministre de l'Industrie, Gérard Longuet, a choisi de reporter son projet de transformation de l'exploitant public des télécommunications en société anonyme (page 19).

Services

Abonnements..... IV
Annonces classées..... 19
Cartes, Mots croisés..... 22
Loto..... 14
Marchés financiers..... 20-21
Météorologie..... 22
Radio-télévision..... 23
La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3617 LMDOOO
et 36-28-04-56

Ce numéro comporte un cahier
« Le Monde des livres »
foliosé à XVI

Demain

Temps libre

Le manque d'argent, l'exposition du site aux intempéries et les pas de millions de visiteurs entraînent lentement le site de Pompéi vers une seconde disparition. Le temps détruit ce qu'avait épargné l'éruption du Vésuve.

Le numéro du « Monde »
daté jeudi 25 novembre 1993
a été tiré à 463 262 exemplaires

Les candidatures au professorat dans les lycées et collèges ont augmenté de 36 % en un an

La crise et la précarité de l'emploi ont poussé de nombreux étudiants vers les concours administratifs de la fonction publique, dont ceux de l'enseignement.

Quel vent les pousse donc vers la grande famille enseignante ? La vocation ou la crise, qui angoisse et oriente naturellement vers les professions refuges, frappées du sceau de la garantie de l'emploi ? A la clôture des préinscriptions, le 12 novembre, ils étaient près de 124 000 à envisager de se présenter, au printemps 1994, aux différents concours de recrutement externes (y compris l'agrégation) des enseignants du second degré pour la session 1994. Soit une augmentation de 36 % par rapport à 1993 et de 65 % par rapport à 1992.

A la dernière rentrée, la ruée avait déjà été annoncée par le dépôt massif de candidatures dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Stupéfaits eux-mêmes, les directeurs d'IUFM avaient enregistré de deux à cinq fois plus de préinscriptions, selon les disciplines et les académies, les

obligant à plus de sélection. A Montpellier, on enregistrait jusqu'à cinq fois plus de candidats à l'inscription en première année pour la seule préparation au professorat des écoles. A Lyon, 630 dossiers étaient acceptés pour ce type de formation sur 2 778 demandes. Tous concours confondus, les demandes ont plus que doublé à Nancy-Metz. Dans le second degré, les disciplines techniques ont accentué le mouvement.

Pourquoi ce succès ? La crise et la précarité de l'emploi ont poussé nombre d'étudiants vers les concours administratifs de la fonction publique, dont l'enseignement, comme en témoignent les délégations régionales de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP). Ainsi, à Grenoble, le nombre des abonnés au système d'information rapide sur les concours administratifs (SIRCA), un dispositif qui existe depuis une quinzaine d'années et qui s'adresse majoritairement à des particuliers des académies de Grenoble, Lyon et Clermont-Ferrand, a été multiplié par six en deux ans.

La crise, seule, cependant, ne saurait expliquer ces hausses spectaculaires et successives, qui, en augmentant fortement la proportion d'étudiants parmi les candidats aux concours, ont, au bout du compte, triplé le flux de «sang neuf» dans les effectifs des nouveaux titulaires de l'enseignement général et technique. La hausse des effectifs dans l'enseignement supérieur peut déjà, mécaniquement expliquer le phénomène.

En outre, la mise en place des IUFM, en 1991, a considérablement amélioré la lisibilité des parcours de formation menant aux métiers d'enseignement. Et ce dispositif semble efficace puisqu'on constate aujourd'hui que les taux de réussite aux concours sont plus élevés chez les étudiants issus des IUFM que chez les candidats libres.

L'ampleur des besoins

Dans le même temps, le ministère de l'Éducation nationale a déployé des trésors d'imagination pour susciter les vocations grâce à des brochures (rajetées) et des magazines grand public vantant le «plaisir d'enseigner». Si d'aucuns évaluent, comme autre facteur de motivation, la revalorisation, notamment financière, des carrières enseignantes intervenue en 1990, c'est plus sûrement la mise en place d'un système d'allocations qui attire nombre de jeunes vers les concours traditionnels. Actuellement, 5 100 étudiants bénéficient de l'allocation de première année d'IUFM (70 000 francs sur un an) et 3 300 d'une allocation pour préparer une licence (dans des disciplines notamment

déficitaires) en vue de passer ultérieurement les concours (50 000 francs).

En définitive, on a fini par intégrer l'idée que l'éducation nationale recrutait. Car l'affichage du nombre de postes offerts au concours demeure encore le meilleur moyen d'attirer les foules. Faisant suite à des années d'insouciance, de politique à court terme et de recrutement au coup par coup, l'éducation nationale s'est mise à accélérer à partir de 1988 la cadence de ses recrutements. Mise au pied du mur par l'accroissement des effectifs d'élèves en lycée, l'administration a doublé le nombre de postes offerts aux différents concours externes en quatre ans (de 10 705 en 1988 à 21 030 en 1992). Une progression que seule la guerre du Golfe est venue troubler en 1991.

Depuis, le nombre de postes a stagné. François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale, ayant annoncé, mercredi 24 novembre, la reconduction pour la session 1994 du nombre global de postes mis au concours (33 000, y compris les concours internes).

La hausse des candidatures aux concours de recrutement ne saurait cependant masquer l'ampleur des besoins. Si le nombre de reçus augmentait (+19 % entre 1993 et 1991), il n'atteint pas les mêmes proportions que celui des candidatures. Les postes mis aux

concours ne sont encore pas tous pourvus et les taux de remplissage connaissent, par disciplines, d'importantes disparités (1).

Selon une étude de la direction des études et de la prospective du ministère (DEP) parue en juin, ce sont 17 000 nouveaux enseignants que l'éducation nationale doit recruter chaque année d'ici à l'an 2000 (12 000 dans les disciplines générales et 5 000 dans les disciplines techniques), pour faire face aux départs en retraite et à la hausse prévisible de 6 % des effectifs d'élèves à l'horizon 2001.

Contrairement aux indications rassurantes du ministre de l'éducation nationale, qui parle d'«autosuffisance» en matière de recrutement, on voit bien que les 14 266 nouveaux professeurs d'enseignement général, technique et professionnel (le fameux «sang neuf»), recrutés en 1993, couvriront à peine les besoins évalués par la DEP. Obstacles vraisemblablement l'éducation nationale, une fois de plus, à recourir à l'embauche de maîtres auxiliaires.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) En 1993, 65 % des postes ont été pourvus, en moyenne, au CAPES externe : entre autres, 45 % des postes en anglais, 56 % en mathématiques, 64 % en sciences physiques, 70 % en lettres modernes, en allemand et en philosophie, 76 % en histoire-géographie, 100 % en biologie et en sciences économiques et sociales.

LE MONDE diplomatique

« Des jeux vidéo au multimédia... de la passion aux loisirs »

Un débat animé par
Ingrid Carlander, le Monde diplomatique
avec

Catherine Bédarida, le Monde de l'éducation
Sébastien Hamon, Joystick, Joypad
Alain Le Diberder, France Télévision
Christine Sabrié-Lelong, psychologue, psychothérapeute
Frédéric Vasseur, journaliste

vendredi 26 novembre 1993
à 15 heures au

SALON DE LA HIGH-TECH DE LOISIRS
SUPERGAMES

Parc des expositions de Paris - Porte de Versailles - hall 7-2

Votre nouvel hebdo

GLOBE DES PROGES
Hebdo
15 Francs

LES BEURS
Que sont-ils devenus?

★ LES CHINES INTERDITES

15 Francs

QUAND LE MONDE ET LA SNCF
UNISSENT LEURS EFFORTS,
PARIS SE RAPPROCHE DE LILLE.



Avec des trains plus rapides, plus nombreux vous
serez plus vite au fait de l'actualité.

Vous trouverez désormais le Monde le soir même
de sa parution en vente à :

Dunkerque, Hazebrouck, Béthune, Lens,
Arras, Douai, Valenciennes, Lille.

Le Monde

SNCF

هكذا من الأهل

Le Monde

• Le Monde • Vendredi 26 novembre 1993 I

DES LIVRES

L'art, éternellement présent

Les deux premiers volumes de l'histoire de l'art français d'André Chastel paraissent ensemble — deux livres majeurs

INTRODUCTION A L'HISTOIRE DE L'ART FRANÇAIS

d'André Chastel
Flammarion, coll. « Champs », n° 601, 102 p., 39 F.

HISTOIRE DE L'ART FRANÇAIS volume 1 : Pré-Moyen Age et Moyen Age

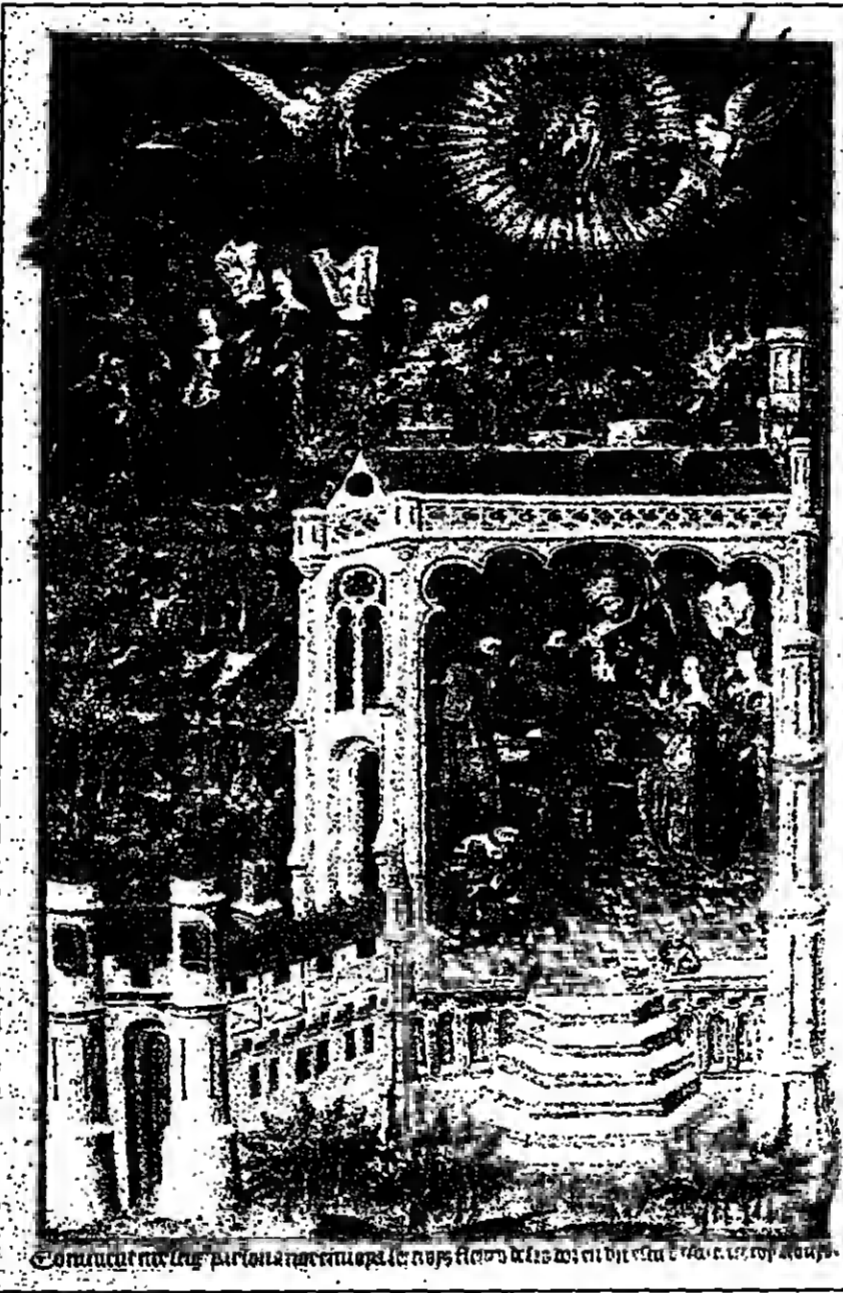
d'André Chastel
Flammarion, 336 p., 400 ill., 495 F., jusqu'au 31 janvier 1994, 595 F. enedis.

André Chastel est mort il y a trois ans et demi. Il achevait alors une histoire de l'art français, l'ayant rédigée plus qu'aux trois quarts — des origines jusqu'à la Restauration. Après le nécessaire travail de mise au point et d'illustration du texte, paraissent aujourd'hui, ensemble, le premier volume de cette somme, consacré aux périodes antiques et médiévales, et l'introduction à l'histoire de l'art français, que son auteur avait conçue comme un long préambule philosophique. Ce dernier ouvrage se présente sous la forme d'un recueil de maximes, aphorismes, anecdotes et observations. Voilà pour le détail des faits.

Que rien n'ait été écrit de plus juste, de plus subtil, de plus précis sur cette matière depuis si longtemps que manque un terme de comparaison ; que l'introduction soit le plus bel exemple d'exercice critique d'un savoir et de ses méthodes, voilà pour l'essentiel.

Il serait possible assurément de célébrer l'érudition vertigineuse, les curiosités d'archéologue et d'archiviste, le goût d'André Chastel pour les œuvres rares, les indices cachés, possible de faire l'éloge de l'homme de science. Ce panegyrique n'aurait que le défaut de réduire l'entreprise à une infatigable collecte de tableaux, de sculptures, de dessins, de vitraux, de miniatures et d'orfèvreries, quand l'histoire de l'art selon Chastel a d'autres ambitions et d'autres exigences.

Ses ambitions ? Lier arts et époques, arts et techniques, arts et société, arts et religion, arts et institutions politiques ; suivre, au risque de se perdre, fils, réseaux, échecs et réussites ; comprendre le passé dans sa complexité au lieu de le réduire à une légende, s'interroger sur la vie de ce photographier plus âgé, rencontré par hasard. L'album de photographies, *Neige et soleil*, au titre si « anodin », dont il traque les clichés avec avidité, fait partie des indices. Le jeune garçon (c'est en 1964, il a dix-neuf ans) veut comprendre l'homme derrière le créateur, persuadé que le tumulte de l'existence s'incruste dans l'œuvre. Chaque mot de la phrase citée prend alors une autre résonance. La réalité fondrait comme neige au soleil dès l'instant où elle est captée par la pellicule (imprimée sur la page). Les mots ne sont pas anodins : grâce à eux, les individus deviennent des personnages. Ils acquièrent l'éternité, mais



La légende de Clovis, miniature, vers 1425.

que avalisé par la coutume et la paresse ; n'admettre aucune lacune, aucun oubli, aucune spécialisation myope ; varier les méthodes et les preuves et se défier d'une réflexion qui tendrait à s'ossifier en système. Qu'une telle leçon ne soit pas aisée à suivre, qu'il y ait là de quoi déprimer les amateurs de monographies et les monomanes de l'inventaire après décès, cela se conçoit sans peine.

Dans l'introduction, Chastel écrit : « La France s'élève (...). Ses ouvriers, sûrs d'eux-mêmes, se servent à droite et à gauche comme si tout leur appartenait de droit. En art, il n'y a jamais lieu d'établir des factures et de s'inquiéter de ses dus. On va de l'avant, outil en main. » De qui est-il question, vraiment ? Des artistes français ou de l'auteur ? D'un art qui vit d'emprunts métamorphosés, de captures inavouées et d'adoptions discrètes, de découvertes imprévues et de « bricolages » empiriques — ou d'une réflexion qui ne se lie jamais dans une règle, d'une réflexion qui ne tient rien, même la plus simple, pour établi et indubitable ? Elle va de l'avant, justement, inventant ses outils quand ceux qui existent s'avèrent faibles ou imprécis.

Cette histoire ne croit pas à l'ordre chronologique et aux catégories. Elle ne croit qu'au présent, sa diversité, ses complications, ses contradictions, son désordre. « Partout, la vie se passe, et s'est toujours passée, au présent », lit-on ainsi. Toute reconstitution gauchit, toute mise en ordre altère et mutilé, toute philosophie de l'histoire tourne à la fable trop bien réglée, à la doctrine trop hiératique. Les « grands » mais lestés de certitudes — Moyen Age, Renaissance, baroque, classicisme — ne valent guère plus que leur poids de rhétorique. Quant aux « grandes » synthèses qui remodèlent, elles mentent. « Il faudrait se débarrasser, observe Chastel, de la tentation permanente de considérer que l'art carolingien, par exemple, recèle d'intéressantes prémices de l'art médiéval, qu'autour de l'an mil cette préparation s'intensifie et qu'en 1100 on est enfin arrivé à l'équilibre. Cet évolutionnisme darwinien a l'inconvénient d'aligner après coup, dans une série montante, des réalités qui comptaient, bien entendu, pour elles-mêmes, et d'ignorer les accidents de parcours. »

Philippe Dagen

Lire la suite page XIII

LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

Frère fouettard

« Il n'est pas impossible que le « Bloc-notes » ou les Mémoires intérieures soient consultés encore à une époque où nul ne songe plus à ouvrir ses romans. » Ainsi se confie François Mauriac, en 1968, alors qu'un soir de sa vie tout en lui se révolte à l'idée que ses écrits journalistiques pourraient constituer le meilleur de son œuvre. Au lecteur de juger sur pièces, puisqu'on réédite, en collection de poche et en cinq volumes, ces dix-huit années de collaboration hebdomadaire avec la Table ronde d'abord, puis l'Express, et enfin le Figaro littéraire. « Un somptueux dialogue entre le monde intérieur et l'histoire », dit Pierre Lepape. Tandis que François Bott, évoquant l'atmosphère des années 50, note, dans sa chronique : « Mauriac jubilait. Et nous aussi... »

Page XVI

MANIFESTATION

Le livre de jeunesse à Montreuil

Du 1^{er} au 6 décembre, Montreuil va être, pour la neuvième fois, la capitale des livres pour les jeunes. C'est Gavroche et Zazie qui accueilleront les visiteurs, illustrant ainsi le thème de l'année : « La ville, lieu d'enfances ». Pour fêter l'événement, le Monde des livres consacre quatre pages aux réussites, mais aussi aux inquiétudes d'un secteur majeur de l'édition française. Pages VII à X

Appel à témoins

A l'opposé des autres romanciers qui prennent la place de Dieu Patrick Modiano se glisse parmi nous aussi démuné que ses personnages

CHIEN DE PRINTEMPS de Patrick Modiano. Seuil, 122 p., 75 F.

Modiano écrit simple. Cette formule laconique résumerait le talent du romancier. Cela seul n'explique pas l'envoûtement douloureux de ses livres. Un lecteur attentif peut alors s'interroger sur l'opportunité de phrases apparemment inutiles : « Ce soir-là, j'ai feuilleté Neige et soleil. Jansen m'avait dit qu'il n'était pas responsable de ce titre anodin et que l'éditeur suisse l'avait choisi lui-même, sans lui demander son avis. » Le narrateur, un tout jeune homme, s'interroge sur la vie de ce photographier plus âgé, rencontré par hasard. L'album de photographies, *Neige et soleil*, au titre si « anodin », dont il traque les clichés avec avidité, fait partie des indices. Le jeune garçon (c'est en 1964, il a dix-neuf ans) veut comprendre l'homme derrière le créateur, persuadé que le tumulte de l'existence s'incruste dans l'œuvre. Chaque mot de la phrase citée prend alors une autre résonance. La réalité fondrait comme neige au soleil dès l'instant où elle est captée par la pellicule (imprimée sur la page). Les mots ne sont pas anodins : grâce à eux, les individus deviennent des personnages. Ils acquièrent l'éternité, mais

sacrifient les étapes conventionnelles de l'existence. Orphée emprisonne son chant dans les miroirs, privé alors d'espérances, dont celle d'envisager la durée comme une victoire.

L'écrivain, le photographe, sont responsables de ces instantanés en noir et blanc que l'on croit pouvoir enfouir dans une malle — là où Francis Jansen entassait pêle-mêle ses photographies, — mais qui figent l'émotion, immobilisent le réel. Jansen fuit, abandonne son œuvre. Acte abominable aux yeux du témoin qui, trente ans après, écrit son roman (celui que nous lisons), obsédé par ces quelques mois où il tenta de démasquer Jansen. Deux printemps entre lesquels s'est écoulée la longue jeunesse du romancier, dont nous ne saurons rien, sinon qu'il peut, à chaque roman, annuler le temps et recréer une illusion de réel. Sous sa surface de velours, *Chien de printemps* est un livre comp de poing, qui affronte les obsessions capitales de l'écrivain : la gratuité ineffable de la création, les traquenards de la mémoire et la permanence de la mort.

Les romans de Modiano se réduisent à l'épure. Les mots y sont manipulés avec soin et prudence. Les phrases sont des pièges où s'engluent des vies fictives. Le romancier s'empare de l'autre

comme de son jumeau, croisé, entrevu, pourchassé sans doute, mais qui ne nous dévoilera jamais l'épreuve de la mort. Modiano nous fascine, mais nous fait peur. Il s'en excuse : son écriture se fait limpide (anodine) afin de cacher ce travail de deuil. Notre vie ne serait que le rêve d'un dieu fatigué.

D'éternels jeunes fantômes

Modiano ne témoigne pas du temps visible. Il nous entraîne dans un *no man's land* qui pourrait être aussi bien l'antichambre de la mort que la plus reculée des chambres de la vie. Modiano écrit des romans noirs. Sans jamais commenter les affaires de l'existence, il en révèle l'arbitraire. Mais à l'opposé des autres romanciers qui prennent la place de Dieu, il se glisse parmi nous, aussi démuné que ses personnages. *Chien de printemps* est la mise en fiction de l'écrivain Modiano se livrant à l'alchimie du roman, désespéré de ne pouvoir dire l'espérance.

Francis Jansen abandonne une femme qui l'aime et décampe face au mari jaloux (profession : mime) qui gesticule et menace : du vaudeville. Mais il importe peu d'évaluer ses échecs et ses

lâchetés. Cela seul qui semble compter, d'est ce signe mystérieux qu'il a lancé avant de disparaître, sa présence dans le regard du narrateur. Les personnages de Modiano sont d'éternels jeunes fantômes de chair. L'amour serait un sentiment d'angoisse lorsque surgit ce double « mort à notre place à une date et dans un lieu inconnus ». L'écrivain a pour mission, puisque « son ombre finit par se confondre avec nous », de raconter cette vie ou de la suggérer, de nous réveiller de l'amnésie.

De susciter aussi notre responsabilité historique. C'est la mémoire de l'image. Sur la photographie, un inconnu nous regarde : « Son regard à lui, un regard dont je me rappelle l'expression triste et attentive. » Quelle horreur découvre-t-il que nous ne pouvons qu'imaginer ? Là est notre véritable torture, dans cet instant où Modiano suggère la douleur de l'autre, un autre poursuivi en vain, qui nous tourne le dos et ne nous dévoilera pas ce qu'il a déjà vu, que nous devinons sans y croire encore. Patrick Modiano possède le don de faire percevoir ce silence, l'émergence lente d'un désarroi essentiel.

Hugo Marsan

JUNICHIRO TANIZAKI

Années d'enfance



LUCHINO VISCONTI

Le Roman d'Angelo



HAUTE ENFANCE

GALLINARD

Votre nouvel hebdo

DES PROCHES

15 Francs

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Ces Hollandais inconnus...



Cees Nooteboom, Harry Mulisch et Hugo Claus à Ithaca en 1959.

Les lettres néerlandaises seront à l'honneur de la vingt et unième édition des « Belles étrangères » qui se déroulera du 29 novembre au 10 décembre à Paris, puis dans diverses villes de province. Onze écrivains participeront à cette manifestation qui offre l'occasion de découvrir une littérature souvent méconnue.

LE JARDIN DE CUIVRE

(De Kopenen Tuin)
de Simon Vestdijk.
Traduit du néerlandais
par Jacques Plessen
et Robert Strick.
Phébus, 318 p., 138 F.

CORPS MYSTIQUE

(Mystiek Lichaam
Ben Geschiedenis)
de Frans Kellendonk.
Traduit du néerlandais
par Patrick Grilli.
Gallimard, 190 p., 130 F.

LES LOIS

(De Wetten)
de Connie Palmen.
Traduit du néerlandais
par Isabelle Rosselin.
Actes Sud, 212 p., 120 F.

GRIS D'ABORD

(Puis blanc puis bleu)
de Margriet de Moor.
Traduit du néerlandais
par Marie Hooghe.
Robert Laffont, 270 p., 120 F.

LES Néerlandais nous connaissent certainement mieux que nous les connaissons. Cela est valable pour le terrain comme pour la littérature. Trop proche, dans une langue qui semble si lointaine, avec des sons qui n'appartiennent qu'à elle, la culture néerlandaise, tout imprégnée de son histoire, ne passe que très rarement la frontière vers la France. Ainsi, dans les salles de l'étonnant et passionnant Musée littéraire de La Haye, le visiteur français reste stupéfait de son ignorance, mis en présence d'une succession de volumes et de portraits, d'une impressionnante liste de noms d'écrivains et de titres d'œuvres qui, il nous faut l'avouer, nous sont complètement inconnus.

Un peuple de lecteurs, d'éditeurs dynamiques, où l'on traduit plus de livres que partout ailleurs, où l'on vend aussi dans les librairies les titres qui paraissent en anglais. Mais où on exporte peu d'auteurs. Alors, devant la difficulté de faire lire leurs textes à l'étranger, par suite du petit nombre de lecteurs de néerlandais dans les maisons d'édition, a été créé, sous l'égide du Ministère de la Communauté flamande, une dynamique Fondation pour la production et la traduction de littérature néerlandaise. En outre, une Maison des traducteurs existe à Amsterdam depuis deux ans, destinée à accueillir des traducteurs étrangers qui peuvent venir travailler. Ou y chercher des textes. « Personne, en dehors de la Hollande, ne sait qu'il existe ici des auteurs de théâtre remarquables », faisait-on remarquer. Même le Flamand Hugo Claus n'a pas, à l'étranger, le succès

qu'il mérite. Cette année, la langue néerlandaise avait la vedette à la Foire de Francfort, réunissant les Pays-Bas et les Belges des Flandres, soit plus de 20 millions de personnes. C'était l'écrivain Harry Mulisch qui faisait le discours inaugural : une mère Flamande d'Anvers, un père originaire de l'Autriche-Hongrie habsbourgeoise. « Mon père venait de ces régions de Bohême que se partagent aujourd'hui la République tchèque et la Pologne, a-t-il dit. S'il se coupait le doigt, il jurait en néerlandais, si la coupe était un peu profonde en allemand, et si elle l'était vraiment, en tchèque ou en polonais. On le voit, il est à peine possible d'imaginer Néerlandais plus « impur » que moi », concluait l'auteur de l'Attention. L'écrivain le plus célèbre en Hollande aujourd'hui, dont le dernier roman de 800 pages, *La Découverte du ciel*, approche les 200 000 exemplaires.

A l'occasion des « Belles étrangères », on a vu apparaître plusieurs titres d'auteurs du XX^e siècle. A peu près tous inconnus. Comme le célèbre Simon Vestdijk, dont les Editions Phébus publient, en première traduction française, le *Jardin de*

cuivre. Né en 1898, mort en 1971, il est considéré comme un phénomène. Un auteur à l'œuvre immense d'une diversité et d'une abondance inégales dans les lettres néerlandaises : une centaine de titres dans les genres les plus variés, ce qui faisait dire à ses contemporains qu'il « écrivait plus vite que Dieu lui ». Qu'on en juge : une cinquantaine de romans, sept recueils de nouvelles, vingt-deux recueils de poésies ; dix-huit volumes d'essais et de critiques, des traductions et, même, en dehors de la littérature, des ouvrages sur la musique, la religion, la psychologie, la relation entre l'astrologie et la science, la philosophie. Et, de l'avis de ses contemporains, un véritable érudit éloigné de tout amateurisme. Ce n'est qu'à trente ans, après des études de médecine, et quelques années comme médecin de marine, qu'il décide,

en 1929, de se consacrer à la littérature, avec, au début, un cycle de huit œuvres autobiographiques, appelées le *Roman d'Anton Wachter*, qui le rend célèbre. On sent aussi le poids de l'autobiographie, peut-être romancée, écorchée, exaspérée, dans le *Jardin de cuivre*, un roman plus tardif, de 1950. Un amour de toute une vie. Un déhordement d'amour qu'éprouve depuis toujours, depuis l'adolescence, Noli le fils du juge, pour Trix, la fille de son maître de musique. Une coquette, croit-on, qui se moque de lui, le trompe, et qu'il ne cesse de poursuivre pour se faire vampiriser avec délectation. Un jour, il vient de terminer ses études de médecine, il la retrouve, servante, dans le bistrot de la petite ville de son enfance où sa mère est en train d'agoniser. Quand elle le repousse et veut le renvoyer à l'hôpital près de sa mère, il ne sait que manier le sarcasme cruel ouvrant des tranchées insondables d'incompréhension et de mensonge : « Toi aussi, un jour, tu as laissé crever ton père. Nous ne formons qu'une seule âme ; autrefois, je me disais ton frère d'adoption... Avec ma mère, c'est pareil, peu m'importe qu'elle vive ou qu'elle soit morte. Ce n'est pas manquer de cœur, Trix, c'est débordement d'amour. Nous ne pouvons pas courir après les gens que nous aimons. »

La finesse de l'analyse appliquée à la brutalité des sentiments à quelque chose de fascinant, car l'image de Trix, la femme inaccessible, va poursuivre Noli toute sa vie. Vestdijk semble prendre un plaisir masochiste à se dévoiler, à se rabaisser, à rabaisser son personnage plutôt, une boule de corvée et de viande pleine de jalousie, de haine et de naïveté. De souffrance aussi, apaisée peut-être par le suicide de Trix. Reste la haine méprisante qu'il a toujours éprouvée pour Chris, le grand frère, le préféré du père. Et dans cet enfermement étouffant d'une société abîmée dans ses regrets, Noli se souvient : le son des enlèvement retentissant, sous le kiosque à musique, dans le jardin doré par l'automne. On distribue des choux à la crème aux enfants. « Ce qui avait commencé là-bas, c'était le chagrin incurable qui deviendrait mon unique bien propre et que désormais je refusais de perdre quand bien même un ange obéissant à l'un de ses caprices hautains, tenterait de le trancher de moi de son épée de feu. » Un véritable charme sourd, sous tant de silence, d'ambiguïté et de brutalité.

Autre chronique familiale d'un autre temps, d'un autre style surtout, que ce *Corps mystique*, exposant la misère sous toutes ses formes, qui avait fait scandale lors de sa parution en 1986 aux Pays-Bas. On s'accordait à considérer son auteur comme un des plus talentueux de sa génération : en 1991, ce fut Margriet de Moor qui a dépassé les cent mille exemplaires avec son premier roman, *Gris d'abord puis blanc puis bleu* que la Hollandaise Tina Hagmann, directrice littéraire de « Fayard », chez Robert Laffont a choisi de publier. Encore un livre sur la communication difficile... Que masque l'apparence de l'histoire où se joue à chaque moment la liberté de l'histoire des membres du couple ? C'est la question que Magda, l'exilée tchèque, force à se poser. Un jour, sans raison, elle disparaît. Sept cent vingt-quatre jours plus tard, elle rentre. Sans donner d'explications à son mari qui ne peut poser de questions. Qui ne peut supporter le silence dans lequel elle s'enfonce. Alors, il la tue. A côté d'eux, continue à vivre Gabby, l'enfant autiste qui, lui non plus, ne parle pas.

Dans *Les Lois*, un premier roman qui a remporté un énorme succès aux Pays-Bas, l'ancienne étudiante en philosophie Connie Palmen raconte sept rencontres. Une étudiante en philosophie interroge sept hommes, qui ne se rencontreront pas : l'astrologue, l'épileptique, le philosophe, le prêtre, le physicien, l'artiste, le psychiatre. De chacun d'eux, elle attend une révélation sur les fins dernières de l'univers. Sur les lois de la vie. « La vie était nettement plus simple quand je croyais encore en Dieu. » Mais les réponses font défaut.

L'autre découverte féminine de 1991, ce fut Margriet de Moor qui a dépassé les cent mille exemplaires avec son premier roman, *Gris d'abord puis blanc puis bleu* que la Hollandaise Tina Hagmann, directrice littéraire de « Fayard », chez Robert Laffont a choisi de publier. Encore un livre sur la communication difficile... Que masque l'apparence de l'histoire où se joue à chaque moment la liberté de l'histoire des membres du couple ? C'est la question que Magda, l'exilée tchèque, force à se poser. Un jour, sans raison, elle disparaît. Sept cent vingt-quatre jours plus tard, elle rentre. Sans donner d'explications à son mari qui ne peut poser de questions. Qui ne peut supporter le silence dans lequel elle s'enfonce. Alors, il la tue. A côté d'eux, continue à vivre Gabby, l'enfant autiste qui, lui non plus, ne parle pas.

Dans *L'Enfant d'or*, une autre femme a disparu dans une station-service près de Dijon, alors que son fiancé faisait le plein d'essence. Un mariage, nommé Lennora, très franchouillard, a décidé d'aller au-delà du Bien et du Mal. Ce court roman, qui paraît long, finalement, semble s'insurger contre cette France qui ne rend pas toujours à leur pays les voyageurs qu'elle séduit.

Nooteboom l'Espagnol

DÉSIR D'ESPAGNE

(Des détours vers Santiago)
de Cees Nooteboom.
Traduit du néerlandais
par Anne-Marie de Both-Diez.
Actes Sud, 450 p.
(avec un index), 160 F.

Il y a toujours eu, chez les Hollandais, une attirance pour l'Espagne. Cees Nooteboom, lui, ce Hollandais volant de notre siècle, a, depuis son plus jeune âge, trouvé son pays trop étroit et parcouru le monde : il était à Budapest en 1956, à Paris en 1968, à Berlin en 1989, tout en se passionnant pour la culture japonaise. Il a choisi, depuis plus de trente ans, par un tropisme qui l'attire sans doute vers le Sud, de vivre à Minorque pendant six mois de l'année.

« Je me suis donné à l'Espagne corps et âme, pour le meilleur et pour le pire, c'est là qu'est ma place », écrit-il dans *Désir d'Espagne*, un recueil de ses essais sur l'architecture, l'art, l'histoire, les paysages, les gens et les villages de ces régions qu'il a parcourues tant de fois. L'ouvrage porte un sous-titre : *Des détours vers Santiago*. « Il y a dix ans, écrit-il, je voulais me rendre à Santiago, et

naturellement j'y suis allé, non pas une fois mais à plusieurs reprises. Pourtant je n'y étais pas vraiment allé puisque je n'avais rien écrit sur ces voyages. C'est donc l'essence, la matière des chemins de Compostelle de Cees Nooteboom que l'écrivain hollandais a distillée. »

Il veut tout voir, tout connaître, de cette Espagne qui fut l'ennemi, même après tant de siècles, dans l'imaginaire populaire des Néerlandais, une image d'épouvante entretenue par l'historiographie protestante de l'époque. A l'Escorial, comment ne serait-il pas impressionné ? Mais surtout, il aime arriver dans un lieu nouveau, voir l'église, les artisans, savourer la paralyse de l'heure la plus chaude de l'après-midi, par 40 degrés, quand toute la population d'une petite ville est assise à l'ombre des grands arbres. Fou de peinture aussi, mais fasciné par les ordres monastiques, il porte admirablement de Zurbaren, qui vivait au sud de l'Espagne, au temps de la Contre-Réforme ; fasciné par la maîtresse, par les étoffes, par les plis de ces draps qui cachent le corps tordu comme ce tableau représentant saint Sébastien dont le peintre dissimule, sous le drap de l'étoffe blanche, le ventre vidé, les entrailles disparues. « Pourquoi Zurbaren ? se demande-t-il. Pour-

quoi cette singulière obsession pour les martyrs, les moines, les crucifiés, les saints ? » Mais on peut remarquer que, dans tous ses livres, il y a toujours un moine...

Surtout, semblerait-il, lui, le voyageur, est sensible à cette langue espagnole qui s'est répandue ; maintenant et qui, loin, en Amérique du Sud, donne l'impression de rendre les gens, le pays, le paysage accessibles. C'est le regard du Hollandais qu'il pose sur cette Espagne d'aujourd'hui : « Et les Pays-Bas ? Il semble que nous n'ayons rien laissé d'autre dans nos colonies que quelques belles funéraires et quelques églises, notre langue s'est volatilisée, dissipée, envolée au-dessus de l'archipel indonésien. Etait-ce trop loin ? J'envie naturellement les Espagnols et les Portugais, ne serait-ce qu'à cause d'une littérature qu'un vent a ramené de leur lointain ouest et qui abreuve la vieille langue. »

Dix années d'un voyage espagnol d'une exceptionnelle richesse. Cees le Hollandais est arrivé au bout de ses détours. Si l'on relisait, maintenant, *Rituels*, son beau roman japonais ? (1).

N. Z.

(1) Calmann-Lévy, 1985.

CHATEAUBRIAND

PRÉSENTÉ PAR JEAN-PAUL CLÉMENT,

NAPOLEON PRÉSENTÉ PAR JEAN TULARD,

CHAPTAL PRÉSENTÉ PAR LOUIS BERGERON,

TEXTES COMPOSÉS EN GARAMONT.

COLLECTION ACTEURS DE L'HISTOIRE

DIRIGÉE PAR GEORGES DUBY.

PERROQUIER & MAURICE AGULHON, FOULCHÉ & MICHEL VIOLETTE,

ZOLA & JEAN-DENIS BRÉDY, LOUIS XIV & PIERRE GOUBERT.

L'ICÉRY & EMMANUEL LE ROY LIOURIE, JACQUES & JEAN-NOËL JEANNEVEY.

OUVRAGES COMPOSÉS AVEC LES CARACTÈRES HISTORIQUES

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE ET IMPRIMÉS SUR SES PRESSES TYPOGRAPHIQUES.

ÉDITION DE TÊTE DE 30 EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS DE 1 À 30 SUR LE LIT, 1500 F.

ÉDITION RELIÉE NUMÉROTÉE DE 1 À 450, 270 F. ÉDITION BROCHÉE, 170 F.

IMPRIMERIE NATIONALE

Éditions



Acteurs de l'Histoire

Le programme des « Belles étrangères »

Sorbonne
Lundi 29 novembre, à 19 h 30 : séance inaugurale. Présentation de l'ensemble des écrivains par Philippe Noble et Philip Fréris.

Institut néerlandais
Mardi 30 novembre, à 15 heures : débat sur « Le passé colonial », animé par Johanna Stouten, avec Hella S. Haasse, Adrian Van Dis et F. Springer. A 18 h 30 : conférence sur « Fiction et cinéma », par Léon de Winter et Philippe Noble (121, rue de Lille, 75007 Paris).

Maison de la poésie
Mardi 30 novembre, à 20 h 30 : Rutger Kopland et Cees Nooteboom. Présentation par Philippe Delavaud. Lectures par Gérard-Henri Durand. Jeudi 9 décembre, à 18 h 30 : débat « Autour de l'œuvre de Simon Vestdijk, 1898-1971 », animé par Gérard Meudal et Jean-Pierre Sicre. Forum des Halles, 101, rue Rampeauteau, 75001 Paris.

Centre Georges-Pompidou
Mercredi 1^{er} décembre, à 17 heures, rencontre avec Cees Nooteboom. Présentation par Hubert Nysen.

Vendredi 3 décembre, à 17 heures : rencontre avec Hella S. Haasse, animée par Johanna Stouten, à la salle d'actualité de la BPL. A 18 h 30 : débat sur « L'étranger dans la littérature néerlandaise », animé par Gilbert Van de Louw. Avec Adrian Van Dis, Margriet de Moor et Léon de Winter.

FNAC
Jeudi 2 décembre, à 18 heures. Débat « Fiction et philosophie », animé par Rokus Hofstede, avec Marcel Müling, Harry Mulisch et Connie Palmen. A l'Auditorium de la FNAC au Forum des Halles.

Des manifestations sur les « Belles étrangères » sont organisées en Belgique le 9 et le 10 décembre et dans toute la France : à Saint-Germain-en-Laye vendredi 3 décembre, à Bordeaux-Bègles les 4, 5 et 6, à Montpellier le 7, à Aix-en-Provence le 9, à Arles le 4, à Amiens le 8 et le 9, à Strasbourg le 6 et le 7, à Ville-neuve-d'Ascq le 30 octobre, le 6 et le 7 décembre, à Saint-Nazaire le 3 et le 4. Renseignements au tél. : 49-54-68-80.

*L'écrivain rassemble ses souvenirs de l'Occupation et de la Libération.
Résultat : un texte halluciné, un cri d'une obscène vérité*

Guido Cavalcanti
Rimes

مكتبة الأمل

LE MONDE DES LIVRES
ACTUALITÉS

Les arts reconquièrent Beyrouth

La paix revenue, le Liban renoue avec son rôle de centre culturel du Proche-Orient. Et le livre français y tient brillamment salon

Le Liban renoue avec son rôle de centre culturel du Proche-Orient, particulièrement en matière de francophonie. Le Salon du livre français, intitulé «Libre en français - 1993», qui s'ouvre jeudi 25 novembre, est l'illustration parfaite. Mais non la seule. Depuis que le canon s'est tu en 1990, la paix revenue s'est stabilisée, ce pays a d'emblée retrouvé sa vocation de foyer régional des arts et des lettres, des sciences et des techniques; qui plus est, d'ouverture sur le monde, notamment sur la France et le français dans tous ces domaines.

C'est presque une boutimie. Serré durant dix-sept ans - bien qu'il vait dire la guerre n'ait pas éteint toute activité culturelle et qu'il s'y produisit de remarquables embellies, notamment en matière de théâtre musical et de chansons nationalistes -, le Liban aujourd'hui expose, positivement cette fois dans toutes ces directions. Colloques et congrès - médicaux (cancer, diabète, stomatologie...), économiques, technico-commerciaux etc. -, expositions et concerts d'artistes libanais, notamment ceux qui avaient essayé dans toutes les régions du monde,

et étrangers, théâtres en tous genres, plurilingues, où dominent l'arabe et le français, de provenances multiples; cinéma pour grand public bien sûr, mais aussi de grande qualité: tout se retrouve à Beyrouth.

C'est à Beyrouth que l'université euro-arabe ténérante a tenu, en coopération avec la fondation René-Moawad, son premier symposium international. A Beyrouth que, couronnement d'un colloque sur le thème «Le français, langue seconde», l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française et Université des réseaux d'expression française (AUFELIS-UREF) a installé son centre régional. Et où, au Proche-Orient arabe, ailleurs qu'à Beyrouth passerait-on en exploitation commerciale des films comme la *Leçon de piano* (projet actuellement en même temps qu'à Paris). Tous les matins du monde ou les Visiteurs? Les exemples se bousculent: le Liban, c'est un art de vivre qui se traduit par une culture, accusée d'être bâtarde, mais qui finalement est spécifique. La place qu'y occupe le français demeure capitale.

Les services culturels français y

sont actifs. Le Salon du livre est une de leurs réalisations majeures. Lorsqu'il a été organisé pour la première fois, en 1990, juste au sortir de la guerre, ce salon était un symbole encore balbutiant: dans le Centre culturel français dévasté, sur la ligne de démarcation, ce fut un moment d'émotion. Depuis lors, d'année en année, ce Salon a pris de l'ampleur et il a migré vers des lieux plus adéquats, tandis que les bâtiments du Centre français étaient refaits. Aujourd'hui, c'est une manifestation témoin de la vivacité de la francophonie au Liban. De beaux restes? C'est précisément à travers de pareilles manifestations en même temps qu'à travers un travail en profondeur dans les écoles que l'on évitera que la francophonie si particulière du Liban ne devienne un vestige.

L'an dernier, le Salon du livre français a reçu 22 000 visiteurs qui ont acheté 30 000 ouvrages. Ce succès ayant amené les services culturels, les éditeurs et les libraires à s'investir davantage, le Salon 1993 s'annonce encore plus vaste et plus brillant. Sept auteurs français y seront présents pour signer leurs livres: Josette Alla

(Quand le soleil était chaud), Jean-Pierre Angrémy (Pierre-Jean Rémy) (*L'autre Education sentimentale*), Régine Desforges (*Le diable en rit encore*), Gérard de Villiers (*Vengeance à Beyrouth*), Marc Lambron (*La Nuit des masques*), Didier Van Cauwelaert (*Chayenne*) et Pierre Vandewoerde (*Le Voyageur étonné*).

Huit auteurs libanais francophones feront de même. Et on casse, bien sûr, d'obtenir la présence d'Amio Maalouf, devenu une gloire nationale depuis qu'il a obtenu le Goncourt pour *Le Rocher de Tanios*.

Les professions de l'édition et de la distribution française seront représentées par six délégués (Hachette, Presses de la Cité, le Robert et Ellipses). Le Salon du livre français de Beyrouth confirme ainsi et développe sa double vocation: c'est un immense stand de découverte et de vente pour grand public, en même temps qu'un lieu de rencontre et de négociation pour professionnels.

Lucien George

Des manuscrits de Marc Bloch dans les archives du KGB

Des dossiers scientifiques, contenant notamment des manuscrits de l'historien Marc Bloch, tué par les nazis en 1944, ont été retrouvés parmi les archives françaises saisies par les Allemands en 1940 puis transférées par l'Armée rouge à Moscou, et ont été découvertes mercredi auprès de l'Association Marc Bloch.

Parmi ces cent treize dossiers figurant, notamment, une partie du manuscrit d'un des principaux ouvrages de l'historien, la *Société féodale*, 1 400 pages d'articles et dissertations, 2 500 pages de cours sur l'histoire de plus d'une vingtaine de pays et près de 400 pages de «correspondance professionnelle», selon l'inventaire russe transmis au Quai d'Orsay.

Une partie des archives de Marc Bloch avait été transférée en zone libre et sauvegardée tandis que son immense bibliothèque et d'autres dossiers étaient réquisitionnés par les nazis en 1942. Une partie de sa

bibliothèque avait été retrouvée à la fin des années 50 en Autriche, dans des mines.

L'existence d'une énorme masse d'archives françaises conservées secrètement dans les Archives spéciales du KGB n'avait été révélée qu'en 1991. Un accord sur leur restitution a été signé en novembre 1992.

Léon Blum, André Maurois aussi...

Certaines de ces archives, aussi bien publiques que privées, apparaissent très sensibles, comme celles policières et militaires de la sûreté nationale et du deuxième bureau que l'on croyait disparues.

Les archives privées comprennent, en outre, celles de Léon Blum, de Jules Moch, de Julien Cain, administrateur de la Bibliothèque nationale pendant trente-cinq ans, de la famille Rothschild, d'André Maurois, etc. - (AFP.)

CORRESPONDANCE

A propos de l'affaire Jean Moulin

Jean Planchais a récemment rendu compte, dans «Le Monde des livres» du 12 novembre, de l'ouvrage de Pierre Vidal-Naquet, le *Trait empoisonné*, réflexion sur l'affaire Jean Moulin (*La Découverte*), qui met fortement en cause Thierry Wolton à propos de son enquête sur les réseaux soviétiques en France, intitulée le *Grand Recrutement*. (Récemment, *Girassat*). Suite à ce compte rendu, nous avons reçu la lettre suivante de Thierry Wolton.

Dans le cadre d'un ouvrage consacré à la pénétration soviétique dans la France des années 1930-1940 (*Le Grand Recrutement*), je me suis notamment intéressé à la personnalité de Jean Moulin, un homme-clé de cette époque, sans pour autant remettre en cause son rôle primordial dans la Résistance. Il n'empêche. J'aurais porté atteinte à une «légende», pis j'aurais écrit un tissu de «mensonges», comme tente de le faire croire M. Vidal-Naquet dans un pamphlet (*Le Trait empoisonné*) consacré à mon livre et dont *Le Monde* a rendu compte dans son édition du 12 novembre 1993. Or, en s'en tenant aux insinuations de ce spécialiste de la Grèce antique, votre journal a donné une vision inexacte, et déformée, de mes propos. Quelques exemples.

Je n'ai jamais accusé, même par amalgame, les radicaux de gauche de l'avant-guerre d'avoir tous été des agents soviétiques mais j'ai écrit que ce milieu politique avait été une cible privilégiée des services soviétiques, ce qui n'est pas la même chose. De même, je n'ai jamais affirmé que Jean Moulin avait été un «agent du Kremlin», mais j'ai établi qu'il était en rapport avec Henri Robinson, le responsable des services secrets de

l'armée rouge (GRU) en France. Bien plus, j'aurais eu la bêtise, l'inconscience et la malhonnêteté de prétendre que la guerre germano-soviétique n'aurait été qu'une «grandiose mise en scène» destinée à l'opinion publique occidentale (une mise en scène qui a coûté la vie à 27 millions de Soviétiques). Cette phrase, sortie de son contexte, concerne en fait la bataille de propagande que se sont livrée Moscou et Berlin en 1933 après l'incendie du Reichstag (page 87 de mon livre). Rien à voir donc avec l'affrontement sanglant de 1941-1945.

Il est indéniable qu'avant août 1939 (pacte germano-soviétique) Hitler et Staline n'ont cessé d'être en contact et de mener des négociations secrètes tout en s'affrontant sur le devant de la scène. C'est cela que je rappelle, preuves à l'appui. Seulement, la plupart des historiens ont oublié ces faits, le martyre de Stalingrad ayant effacé de la mémoire l'entente parfaite des deux dictateurs,

Pierre Vidal-Naquet a souhaité apporter une réponse à la lettre de Thierry Wolton.

1) Le spécialiste d'histoire de la Grèce antique que je suis connaît, je le crains, mieux l'histoire contemporaine qu'un homme qui écrit (*Le Grand Recrutement*, p. 190) que Staline s'est emparé de près de 70 000 tonnes d'or de la Banque d'Espagne. Ce n'est là qu'un exemple, parmi d'autres, de ce que Jean Planchais a appelé une «chasse aux erreurs», qui n'est «crueuse» que parce que sa victime est d'une ignorance monumentale.

2) Thierry Wolton fait des radicaux de gauche la «cible privilégiée» des services d'espionnage soviétiques. J'ai écrit très exactement ceci: «L'hypothèse de *Le Grand Recrutement* d'agents disposés à travailler pour l'Union soviétique, visait un milieu particulier, les radicaux de gauche.» Où est la déformation?

3) J'attends encore que Thierry Wolton publie la moindre preuve que Jean Moulin a été, comme il l'a dit et répété, un des informateurs d'Henri Robinson. Les quelques indications qu'il donne dans ce sens émanent soit de textes qu'il interprète mal, comme Daniel Cordier et moi l'avons prouvé, soit de sources sur lesquelles il garde le plus complet silence, ce qui est une méthode inadmissible.

4) Il suffit d'ouvrir mon livre à la page 97 pour constater que j'ai cité la formule de Thierry Wolton sur la «grandiose mise en scène» dans son contexte exact, celui de l'avant-guerre. Cela dit, en dépit des explications qu'il donne maintenant, elle n'en est pas moins absurde.

sur le dos des démocrates, jusqu'en juin 1941.

Le pacte rompu, Hitler et Staline sont restés en contact (ce dernier le souhaitait particulièrement, afin de l'avance des troupes allemandes). L'URSS a en effet cherché une paix séparée au moins jusqu'en 1943. Sur ce sujet, je peux conseiller la lecture, notamment, de Peter Kiskis (*Entre Hitler et Staline*, Plon, 1993), ou encore du numéro 9 de *La Révolution prolétarienne* («Cinq tentatives de paix séparée entre Staline et Hitler», décembre 1947) et, plus récemment, de *Staline, triomphe et tragédie*, du général Volkogonov, qui, lui, a eu accès aux archives soviétiques. Des archives qui n'ont pas fini de dérangier notre confort intellectuel.

Je n'ai rien inventé et je souhaite que, si l'on conteste mon livre, on le fasse avec la rigueur et le sérieux qui caractérisent l'ordinaire des articles du *Monde*.

Thierry Wolton

5) Qui ou non Molotov et Ribbentrop se sont-ils rencontrés à Kirovograd en juin 1943? Qu'il y ait eu des tractations secrètes, comme il y en a eu dans toutes les guerres, entre Allemands et Russes, je le dis explicitement - il y en eut aussi entre Allemands et alliés occidentaux, - mais une rencontre au niveau des ministères, c'est une tout autre affaire. Thierry Wolton s'est contenté de recopier et de citer un pamphlet hollandais dénué de toute autorité, qu'il a, du reste, consciencieusement pillé dans d'autres pages de son livre. J'ai donc posé la question: quelle est la source de cette source? Grâce à un de mes lecteurs, j'ai fini par la découvrir: il s'agit de l'*History of the Second World War*, de Sir Basil Liddell Hart, publiée en Angleterre en 1970 et traduite en français en 1973 (Payot). Les quelques lignes consacrées à cet épisode (p. 488 de l'édition anglaise et p. 491 de l'édition française) ne donnent aucune référence. Or, si Liddell Hart était un théoricien militaire de grande classe, il n'était ce qu'un historien digne de ce nom, et se fait très souvent l'écho de rumeurs sans fondement. Le livre fondamental, dirigé par F.H. Hinsley *British Intelligence in the Second World War*, ne dit absolument rien de cette prétendue rencontre et Ribbentrop n'en a rien dit à Nuremberg, pas plus qu'il n'a tenu, à ma connaissance, de négocier son silence en échange de sa tête. Tant qu'un historien sérieux ne nous aura pas apporté un document, je continuerai donc à tenir cette révélation de Thierry Wolton pour un «canard».

Pierre Vidal-Naquet

EN POCHES D'autres Frances

Les Presses universitaires de France rééditent l'*Histoire économique et sociale de la France*, ouvrage de près de cinq mille pages, rédigé par vingt-cinq universitaires sous la direction de Fernand Braudel et Ernest Labrousse. Ce livre d'initiation pour le grand public, dont la première publication s'est étendue de 1970 à 1982, est présenté par Fernand Braudel comme «une table commode de référence». Il fait le point sur les thèses, mémoires et travaux de tous ordres - notamment les études de croissance - qui se sont accumulés depuis la guerre, cependant que les problématiques se modifiaient et renouvelaient les perspectives.

Graphiques et statistiques à l'appui, il s'agit de jeter les bases d'*«une histoire sociale, ou du moins une histoire sociale de l'économie économique»* et de montrer comment le mouvement de l'économie entraîne celui de la société. L'accent est mis sur le fil du temps, pour expliquer notamment, de façon claire et didactique, la formation de l'Etat en France et le développement des villes et du commerce, l'industrialisation, la démographie ou les grandes crises du monde rural et des classes urbaines. Ainsi guidé par Pierre Chaunu, Emmanuel Le Roy Ladurie, Jean Bouvier ou Pierre Léon, pour ne citer qu'eux, le lecteur peut voir surgir, comme l'affirme Braudel, «une autre France, d'autres Frances, que l'histoire traditionnelle, surtout politique, nous avait auparavant dérobées sans trop le savoir».

FL. D.

► *Histoire économique et sociale de la France*, ouvrage collectif dirigé par Fernand Braudel et Ernest Labrousse, PUF, coll. «Quadrige», tome I (1450-1660), 1029 p., 145 F; tome II (1660-1789), 775 p., 135 F; tome III (1789-1880), 1089 p., 145 F; tome IV (1880-1980), deux volumes, 971 p. et 1847 p., 145 F et 135 F.

► Le Livre de poche public, dans la collection «Références», *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV-XVIII siècles)*, de Fernand Braudel. Une réflexion sur l'Europe en expansion, à travers les méandres économiques qui l'ont façonnée. L'ouvrage comprend trois volumes consacrés aux «Structures du quotidien» (n°0411), aux «Jeu de l'échange» (n°0412) et au «Temps du monde» (n°0413).

► La Seuil et l'Ecole des loisirs éditent, dans la collection «L'Ecole des lettres», *La lumière qui s'éteint*, de Rudyard Kipling. Le texte est traduit de l'anglais par M^{me} Charles Laurent et Marie-Hélène Sabard et postfacé par Boris Moissard. A signaler, dans la même collection, *Point de lendemain*, de Vivant Denon (avec une postface et des notes de Jean-François Bory), les *Fleurs du mal*, de Charles Baudelaire (postface et notes d'Antoine Compagnon) et *Germinal*, d'Emile Zola (postface et notes d'Alejo José G. Sison).

► Les quarante-quatre *Maximes d'Epictète* sont publiées par Babel dans la traduction qu'en donna, au XVIII^e siècle, l'abbé Charles Betheux. Suit le commentaire de cinq professeurs de philosophie qui invitent à découvrir «le philosophe du jardin qui goûte sans détour la joie d'une pensée comblée par la seule présence du monde» (n° 82).

► A signaler, chez Babel toujours, l'*Homme au crâne cassé*, de John Daisne, traduit du néerlandais par Maddy Buysse, avec une «lecture» de Jean Weisgerber (n° 86) et le *Convive de Pierre* (et autres scènes dramatiques), d'Alexandre Pouchkine, traduit

EN BREF

Prix littéraires. - Le prix Roger Caillois a été décerné à l'écrivain d'origine colombienne Alvaro Mutis. La prix Chateaubriand a été attribué à Jean-Marie Rouart pour le *Goût du malheur* (Gallimard). D'autre part, les deux prix Chateaubriand-La Vallée-aux-Lois ont été remis, respectivement, à Nicolas Baverz pour sa biographie de Raymond Aron parue chez Flammarion (*Grand Prix d'histoire*) et à Henri Sully pour son ouvrage *Sir Walter Scott*, publié par De Fallois (Prix du roman-tiers). Le prix allemand Nelly-Sachs a été décerné à Juan Goytiso pour l'ensemble de son œuvre, saluant ainsi sa volonté de dialogue entre les cultures et sa lutte en faveur de la liberté et de la tolérance. Enfin, le jury du prix international Union latine a récompensé l'écrivain espagnol Gonzalo Torrente Ballester pour «l'importance extraordinaire» de son œuvre et la «singularité de son univers littéraire».

Journée d'études «Philosophie et technique». - Sous la direction de Dominique Janicaud, le Centre de recherches d'histoire des idées de l'université de Nice-Sophia-Antipolis organise, vendredi 3 décembre, une journée d'étude sur le thème «Philosophie et technique» au Carrefour universitaire méditerranéen (85, promenade des Anglais, à Nice), avec la participation, notamment, de Pierre Lévy, Gilbert Hottois, Régis Debray, Jean-Marc Lévy-Leblond et Franck Tilmant.

«Sources chrétiennes» a cinquante ans. - Pour célébrer le cinquantième de la collection «Sources chrétiennes», les Editions du Cerf organisent des conférences sur le thème «Patristique et littérature», vendredi 26 novembre, à l'Académie des inscriptions et belles-lettres (sur invitation) et samedi 27 novembre au Centre Sèvres (35, rue de Sèvres, Paris VII). Jacques Fontaine, Antoine Guillaumont, André Vernet, Simone Deléani et Gilles Dorival participeront aux débats.


Alain Badiou s'attaque à l'éthique



Optiques-Philosophie: un regard clair

HATIER

Marc Richir réconcilie l'âme et le corps



Optiques-Philosophie: un regard clair

HATIER

مكتبة العالم

Le Monde

• Le Monde • Vendredi 26 novembre 1993 VII

SALON DU LIVRE DE JEUNESSE A MONTREUIL

« C'est avec une bonne pile qu'on recharge ses batteries »... Une pile de quoi ?... De livres bien sûr, vous annonce, sur l'affiche, une petite fille rigolote aux bras chargés jusqu'au menton pour annoncer l'événement. Puisque pendant six jours, du 1^{er} au 6 décembre, Montreuil va être, pour la neuvième fois, la capitale du livre de jeunesse. C'est Gavroche, le gamin des rues, accompagné de Zazie, sa cadette citadine, qui accueilleront les visiteurs à l'entrée du chapiteau de la place de la Mairie, illustrant ainsi le thème de l'année : « La ville, lieu d'enfances ». Des milliers de livres et des rencontres nombreuses, un colloque international, cent trente stands, des éditeurs et des libraires, tandis qu'un petit ouvrage, composé spécialement par Michel Chaillou, *Voluminis, la ville des livres volubiles*, sorte de guide de lecture à l'usage des petits et des grands, sera donné à tout visiteur.



Macaulay, l'horloger du monde

Rencontre avec l'invité d'honneur du Salon de Montreuil : un dessinateur que fascine la structure cachée des villes et de leurs monuments

DAVID MACAULAY avait un peu plus de vingt-cinq ans lorsqu'il « explosa » dans l'édition du livre pour la jeunesse avec *la Naissance d'une cathédrale*, remportant en 1973 le Prix du meilleur livre de l'année et le prix Caldecott, qui est, pour un illustrateur, la consécration. Puis ce furent, très vite, d'autres « naissances » et d'autres prix : *la Cité romaine* (1974), *la Pyramide* (1975), *Sous la ville* (1976), *le Château fort* (1977), les *Grands Moments de l'architecture* (1978), *le Motel des mystères* (1979), *la Déconstruction ou la Mort d'un gratte-ciel* (1980), puis que immédiatement retravaillés dans une douzaine de pays. Grâce à ce jeune architecte, diplômé d'architecture en 1969, c'est la structure cachée des monuments du passé ou du présent, les secrets des rues, des villes, mais aussi le processus de leur construction, qui apparaissent en pleine lumière, comme démontés, fascinant tant les adultes que les enfants et les professionnels (1).

« Il pense comme un architecte, il construit comme un mason, il tripe les engrenages comme un mécanicien, il dessine comme un académicien. C'est donc un horloger, dit de lui l'architecte Jean-Noël Blanc. On voit bien qu'il perçoit le monde comme une horloge. Dans tous les cas, Macaulay le démonte. Il veut savoir comment ça marche. Ensuite, quand il le sait, il le remonte. Il passe son temps à ça : à démonter et à remonter le monde ».

Macaulay est né le 2 décembre 1946 : « Je serai en France pour mon anniversaire. Autant dire, je sais que c'était un jour important pour Napoléon. C'est aussi un jour important pour moi ». Anglais, il est arrivé aux États-Unis à onze ans, d'abord dans le New-Jersey, puis dans la Rhode-Island, à Providence, où il vit toujours et où il enseigne l'illustration à la Rhode Island School of Design.

« Mon père était ingénieur textile dans la région de Manchester et nous sommes tous venus avec lui, ma mère, mon frère et ma sœur. C'était un autre monde, qui ne parlait pas la même langue... C'était de l'américain et je parlais l'anglais. J'ai dû apprendre l'américain. Cela m'a pris beaucoup de temps pour avoir le bon accent. Je crois qu'aujourd'hui encore j'ai un accent de quelque part entre l'Angleterre et l'Amérique, quelque part au milieu de l'Atlantique. Je n'ai pas l'accent du Rhode-Island, ni celui du New-Jersey. Je n'ai plus l'accent british, non plus ».

« Avoir grandi dans des endroits différents, le fait d'être « entre », comme vous dites, peut-être est-ce une explication de votre œuvre ? »

« Peut-être. Le sentiment de ne se sentir complètement chez soi nulle part, c'est pénible. C'est bizarre d'être tiraillé de la maison de son enfance et mis dans une autre. Vous n'êtes plus le même quand vous revenez. Maintenant, je suppose que je me sens américain. J'aimerais me sentir international, si c'était possible. L'Amérique,

c'est là où vit Charlotte, ma fille, c'est là où je vis. Je suppose que c'est chez moi ».

Tous vos premiers livres étaient inspirés par l'Europe : la cathédrale, la cité romaine, la pyramide, même...

« Parce que j'ai étudié aussi l'histoire de l'architecture, c'est-à-dire l'histoire de l'architecture européenne. Depuis l'Égypte jusqu'à Le Corbusier. Avec une année en Europe pour étudier Rome, Herculaneum et Pompéi. C'est pourquoi je connaissais bien l'architecture gothique ou romane. Dans mes livres, il était logique que je revienne à ce que je connaissais. A mes racines, aussi ».

Mon projet n'était pas de faire des livres sur l'architecture. Je voulais seulement raconter une histoire de gargouille sur fond de cathédrale. Mon éditeur a aimé les croquis de la cathédrale mais n'a pas du tout été intéressé par l'histoire. Il m'a dit d'oublier les gargouilles, et il n'y en a pas dans le livre ».

Quand vous êtes revenu à un monument américain, l'Empire State Building, ce fut pour le déconstruire, étage par étage, le réduire à rien, alors qu'il allait justement fêter son cinquantième anniversaire. « A ceux d'entre nous qui attendent parfois que les choses aient disparu pour les apprécier », écrivez-vous en épigraphe à la Déconstruction. Pourquoi vous débarrassez ainsi d'un tel monument ? L'auriez-vous apprécié davantage s'il avait disparu ?

« Je crois que l'on comprend, dans ce livre, ce que je pense des gratte-ciel. Je ne les aime pas. Ils sont impressionnants vus de loin

et quand vous vous approchez, ils sont seulement trop volumineux. Ils ne m'inspirent pas. On sent que le terrain vaut cher et qu'ils ont été construits essentiellement pour l'argent ; les cathédrales avaient un autre objet, et cela se sent. Pour ce livre-là, j'ai changé : j'en avais assez de faire monter un bâtiment depuis le sol. Je voulais expliquer la construction, mais sans la montrer. J'ai décidé de le faire disparaître. Je me suis dit qu'en le déconstruisant, si je le faisais avec assez de soin, le lecteur comprendrait comment il avait été construit. Avec *le Motel des mystères*, j'ai imaginé comment des archéologues du futur interpréteraient docilement, dans deux mille ans, notre vie d'aujourd'hui quand ils se trouveraient en présence de constructions incompréhensibles. Jusqu'à prendre la cuvette des WC pour la chaise d'un lieu saint ! »

Comment êtes-vous devenu illustrateur ? Vous voulez faire des livres pour enfants ?

« J'étais censé construire des bâtiments, pas des livres. Je n'ai pas aimé travailler dans un atelier d'architecte, j'ai réalisé que c'était une profession pleine de compromis, qu'il fallait toujours travailler pour quelqu'un d'autre. J'ai perdu mon intérêt pour ce métier. Mais la formation était excellente. A travers l'architecture, j'ai appris à bien dessiner, à penser le dessin. Et j'ai décidé de faire des livres ».

Je voulais faire des livres d'images et je me suis rendu compte que, dans ce cas, je devais faire des livres pour les enfants. Mes premières idées n'avaient rien à voir avec l'architecture. C'étaient de vrais livres pour enfants : des

lapins avec de très longues oreilles, des histoires de bêtes... Depuis, j'ai appris que les livres d'images sont pour tout le monde. Je l'ai appris avec *la Cathédrale*, parce que les adultes, comme les enfants, aiment le livre. J'ai alors réalisé que c'était un merveilleux moyen de transmettre des informations et que l'âge du public n'importait pas. Les images peuvent être lues par tout le monde, par tous les âges, partant. Enfin, plus au moins... Si elles sont bien dessinées, bien organisées, les images peuvent être passionnantes, spectaculaires, informatives et cela en fait un excellent moyen pour communiquer avec des gens d'âges différents. Ainsi, vous pouvez même enseigner à des gens des choses qui ne les auraient pas intéressés autrement, qu'ils n'auraient jamais pu connaître avec des mots ».

Dans mes livres, je ne fais pas de distinction entre enfants et adultes. Les premiers regardent plus attentivement que les seconds, qui croient toujours savoir ; souvent, les enfants voient plus de choses. Les livres sont faits pour être lus ensemble par les parents et leurs enfants ».

Vous êtes quelqu'un qui, avant tout, veut expliquer. Excluez des mystères...

« Je suis un... explicateur. Je veux amuser et informer. C'est pour cela que j'enseigne. Pour moi, illustrer, c'est expliquer, éclairer. Quelquefois, c'est décorer. En tant que professeur, je suis tout le temps en train d'expliquer. Non pas des mystères de pure imagination, mais des mystères qui sont autour de nous. Surtout, je veux amener les gens à regarder des choses qui sont autour d'eux, mais

qu'ils ne voient plus parce qu'elles sont trop familières. Nous savons que les choses existent, mais à moins qu'il y ait un trou dans la rue, par exemple, et qu'un tuyau apparaisse dans le sol, nous ne nous demandons pas pourquoi il est là et s'il fonctionne normalement. Je veux amener les gens à se dire : « Je n'y avais pas pensé. Maintenant, je comprends comment ce bâtiment tient debout. » C'est ainsi qu'un commencement à voir. A regarder. A comprendre ».

C'est très passionnant de découvrir le processus de la construction. Ou de la déconstruction. Vous vous apercevez que c'est très logique, les choses sont faites dans un certain ordre, qui n'a pas de sens et que vous pouvez faire comprendre. Si vous considérez une cathédrale gothique, un palais vénitien, un gratte-ciel, vous vous demandez : « Comment ont-ils fait ? Par où ont-ils commencé ? » Moi, je peux vous dire où ils ont commencé. Ils ont commencé ici, sous le sol, avec des fondations, et, d'une façon très logique, ils ont construit ces choses extraordinaires. Mais il fallait qu'ils reposent sur une technique, un système élaboré au départ. C'est un système dont nous sommes si dépendants que sans lui les villes s'écrouleraient. La plupart des gens n'en sont pas assez conscients ».

Venise, par exemple. Pour comprendre comment la ville est construite, il faut commencer par expliquer comment les bâtiments reposent sur les troncs d'arbre des fondations. Les troncs d'arbre seraient pu durer indéfiniment si l'on n'avait pas mis dans l'eau des produits chimiques qui ont dessé-

ché le bois, et l'ont fait pourrir. Je suis sûr que les gens aiment savoir combien l'être humain peut être astucieux ».

Dans votre dernier album, *Ship*, qui vient de paraître aux États-Unis, chez votre éditeur de Boston, Houghton Mifflin Company, vous parlez sur les mers, loin des villes, pour un livre en couleurs.

« Oui, mais ce n'est pas la mer qui m'intéresse. C'est de suivre le processus inverse de l'archéologie. Un formidable voyage dans le temps. Il s'agit de deux histoires : on explique d'abord comment recueillir des données que l'on utilise ensuite pour la reconstruction du passé. Je suis parti, cette fois-ci, des découvertes d'archéologues d'aujourd'hui pour, dans une seconde partie, reconstruire le passé à partir des vestiges du bateau naufragé qu'ils ont trouvé au fond de la mer, au large des Bahamas, en l'occurrence une caravelle du XVI^e siècle, un des meilleurs navires pour la conquête du Nouveau Monde ».

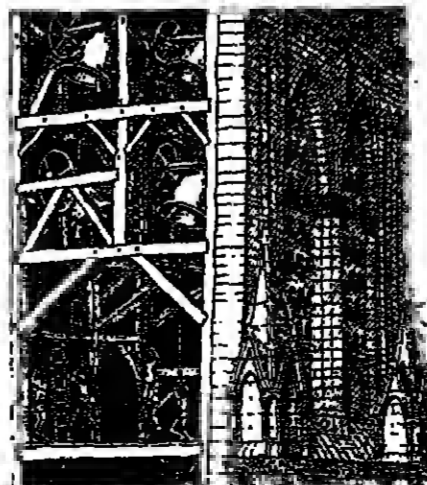
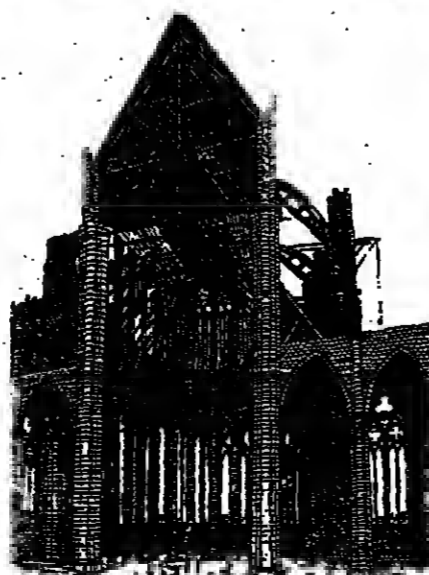
La première partie est sans couleur, en noir et blanc, vous êtes sous l'eau ; et au fur et à mesure que vous allez vers le passé, vers l'année 1504, vous entrez dans la couleur. J'ai voulu mettre en lumière le fait que l'Histoire, même si elle s'appuie sur des recherches sérieuses, ressemble à un livre d'images ».

C'est un livre d'images justement que David Macaulay a conçu pour « imaginer », l'île de lecture du Salon de Montreuil. Une vraie construction de 150 mètres carrés sur 5 mètres de haut, entièrement dessinée par lui. Une ville de papier en noir et blanc et en trois dimensions... Un espace avec une ville souterraine, un labyrinthe où s'imbriquent la ville du passé et la ville du présent, une carte qui situe le Salon par rapport à Montreuil, à Paris, à la France, à l'Europe, avec l'indication des distances. Deux escaliers mènent à un grand pont, dessous, un tunnel qui représente le métro. Et aussi une aire de lecture où les enfants trouveront des livres sur la ville. Et c'est un endroit pour jouer, avec des passages trop étroits pour que les adultes puissent y passer. Une ville symbolique pour exercer l'imagination, pour nourrir la créativité ».

Propos recueillis par Nicole Zand

(1) Les livres de David Macaulay disponibles en français sont : *Naissance d'une cathédrale*, *Naissance d'une cité romaine*, *Naissance d'une pyramide*, *Naissance d'un château fort* (Deux Coqs d'or et L'École des loisirs en édition de poche) ; *Sous la ville*, *la Déconstruction ou la Mort d'un gratte-ciel*, *la Civilisation perdue*, *De mouton à œuf à l'aube textile* (L'École des loisirs) ; *Comment ça marche ?* (Larousse).

* Une exposition consacrée à David Macaulay, intitulée « Construction d'un livre », a lieu jusqu'au 7 décembre, à Severn, gare RER des Beaudottes (tous les jours : 9 h-12 h ; 13 h-18 h).



Extrait de naissance d'une cathédrale, (Ed. Deux Coqs d'or).



L'inquiétude des « médiateurs »

Bibliothécaires, libraires, enseignants... jouent un rôle-clé dans la diffusion du livre de jeunesse. Aujourd'hui, la plupart s'interrogent. Leur coopération — nécessaire — serait menacée

POUR ouvrir aux enfants le monde magique des livres, il faut quelques bonnes fées : bibliothécaires, libraires, enseignants, documentalistes, personnels de la petite enfance... Dans le jargon de l'édition jeunesse, on les appelle les médiateurs. « Prescripteurs... un mot que je n'aime guère, à cause de son côté médical », observe Christian Bruel, président du groupe jeunesse du Syndicat national de l'édition. Mais qu'ils les appellent médiateurs ou relais, les éditeurs sont unanimes : sur ce marché où les médias sont si discrets — la presse grand public, la radio et la télévision s'intéressent peu à la production, les phénomènes de best-seller sont rares, et les prix n'ont pas un impact considérable sur les ventes —, le rôle de ces intermédiaires est déterminant. « Si la relation est confiée avec le professeur, et si l'enfant sent que nous attachons nous-mêmes du prix à la lecture, notre influence dépasse celle des parents », confirme un professeur de français au collège Valmy, à Paris. Les auteurs approuvent : « Pour nous, écrivains jeunesse, (les prescripteurs) sont nos meilleurs relais (...). Contrairement à ce qu'on pourrait penser, la maîtresse a dit : garde plus de poids que Dorothea a dit (1). »

Le secret de cette influence ? Le contact direct avec le public, bien sûr, mais aussi un certain état d'esprit. Dans un hommage à Marguerite Gruy, l'une des pionières des bibliothèques de jeunesse, Geneviève Patte, bibliothécaire pour enfants et responsable de La Joie par les livres, évoque « la confiance, le respect, l'exigence à l'égard des enfants et de ce qu'on leur propose » qui ont « fait braver en France le monde (...) des loisirs liés à la lecture (2) ». Une démarche « patiente et authentique » qui, pour Sylviane Teillard, de la Médiathèque de l'Arlequin à Grenoble, reste « au cœur du travail des bibliothécaires de jeunesse » et, sans doute, de tous ceux qui, longtemps, se sont considérés comme des « militants de la lecture ».

Recrutés dès le plus jeune âge

C'est à eux que l'on doit le formidable écho rencontré par les livres pour enfants à partir des années 70 (3). En ce qui concerne la lecture publique, le doublement en dix ans du nombre de bibliothèques, de leur surface, des collections, du nombre d'usagers et de documents prêts à être prêtés, a permis à la lecture de s'inscrire dans la durée. Aujourd'hui, deux mille bibliothèques municipales accueillent, chaque année, quelque quinze millions de lecteurs, dont, sans doute, 40 % d'enfants (4). Un chiffre qui reflète bien le dynamisme des sections jeunesse où lectures publiques, animations d'auteurs ou de comédiens, ateliers et « classes lecture » sont, de plus en plus, monnaie courante. Le recrutement s'y effectue d'ailleurs dès le plus jeune âge. Un exemple symbolique : à Paris, l'Histoire joyeuse, cette fameuse bibliothèque pour enfants, partage le même bâtiment que la crèche Saint-Séverin et accueille, chaque semaine, des bébés-lecteurs tout fiers de se rendre, avec leurs parents, à la « biblioquette » !

A l'école, le livre de loisir pénètre également beaucoup mieux qu'il y a une dizaine d'années, grâce notamment aux CDI (centres de documentation et d'information), généralisés dans les collèges depuis 1974, et aux BCD (bibliothèques centres documentaires), implantées, à partir de 1984, dans les écoles primaires. En dépit des maigres budgets de ces dernières, qui expliquent les résultats contrastés d'un établissement à l'autre, on estime à plus de 38 % le nombre d'écoles primaires publiques disposant aujourd'hui d'une BCD (5). « Si on la compare à d'autres pays, l'Espagne ou l'Allemagne, la France est en train d'acquiescer une très bonne couverture de bibliothèques scolaires », remarque Max Butten, rédacteur en chef de la revue *Argos* — revue des BCD et des CDI. « La littérature de jeunesse y a une place certes encore insuffisante, mais bien réelle. L'opération « Des livres pour les écoles », qui se déroule, depuis 1990, dans le cadre du plan lecture, fait désormais partie du paysage. Un million deux cent mille livres ont été distribués à ce titre entre 1990 et 1992, et nombre d'enseignants apprécient l'apport de cette « autre » littérature : « Les

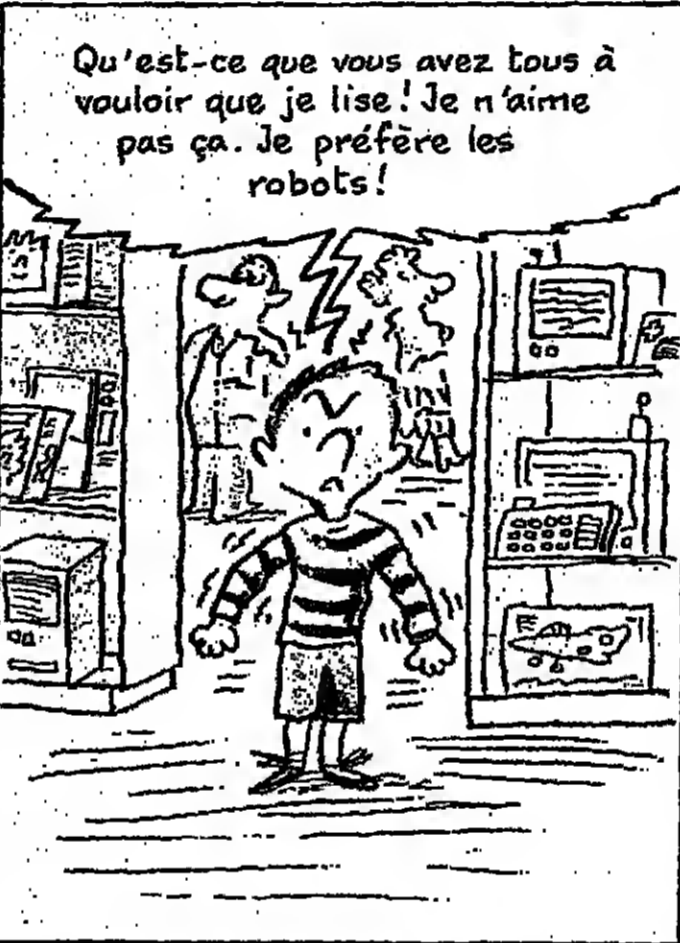
auteurs savent composer des récits courts qui tiennent compte de la réalité d'aujourd'hui et permettent une identification directe. La langue est accessible, les sujets adaptés... »

Bien entendu, tous les professeurs ne sont pas aussi enthousiastes à propos de la littérature de jeunesse. Certains l'ignorent totalement ou y demeurent hostiles. Mais la demande des écoles est certaine. « En 1981, lorsque nous avons créé nos librairies, notre démarche consistait à aller vers les enseignants, se souvient Pierrette Mathieu, libraire à Metz, et présidente de l'Association des libraires spécialistes jeunesse (ALSI). En voiture, nous faisions le tour des écoles du département pour faire connaître une production souvent mal considérée. Maintenant, ce sont les enseignants qui nous demandent de venir. »

50 millions de livres vendus

En 1992, le nombre de livres de jeunesse vendus en France frôle les 50 millions. Mais les libraires, ces relais indispensables, ne sont pas seulement des marchands. Un roman sur le divorce ? Un album pour un petit qui a peur du noir ? « On nous demandait un peu d'être des psychopédagogues, remarque Emmanuelle Scroty, libraire à Neuilly. Notre rôle de conseil répond à une angoisse qui dépasse le livre. » Rassurer, conseiller, informer, valoriser sans cesse l'édition jeunesse comme un secteur à part entière — notamment à travers le journal *Citrouille*, la sélection annuelle des meilleurs titres et le prix Sorcières : telle est aussi la vocation des quelques quarante-cinq libraires de la dynamique ALSI.

Une telle conjonction des énergies, ajoutée à la multiplication des salons — celui de Montreuil au premier chef, qui s'affirme comme l'une des plus importantes manifestations européennes avec la Foire de Bologne —, a contribué à faire du secteur jeunesse l'un des plus vivants de l'édition française. Mais ce succès tient aussi à la qualité du dialogue interprofessionnel, à la complémentarité dans laquelle tous ces prescripteurs ont longtemps œuvré : enseignants, bibliothécaires, libraires, documentalistes, enseignants, documentalistes, libraires,



(Illustration extraite de « Max n'aime pas lire » de Dominique de Saint-Mars et Serge Bloch, éd. Calligram).

parents... et permet de fructueux échanges de vues sur la production.

Or, c'est précisément la qualité de ce dialogue entre les prescripteurs qui se voit aujourd'hui menacée, non pas, certes, sur le terrain, mais sur le plan institutionnel. Dans le climat de récession qui touche le secteur jeunesse depuis 1991 (6), plusieurs questions épineuses divergent, en effet, les différents acteurs.

Plafonner les remises

La première, celle des remises aux collectivités, empoisonne les relations entre libraires et bibliothécaires. Il n'est pas ornel, protestent les libraires, que les bibliothèques, qui reçoivent des fonds publics pour leurs acquisitions, exigent les conditions commerciales les plus avantageuses.

L'enjeu est de taille pour les libraires de jeunesse qui effectuent en moyenne, hors région parisienne, 50 à 70 % de leur chiffre d'affaires avec les bibliothèques et les écoles et voient leur santé fragilisée par la surabondance sur les remises (7).

« Je suis pour un plafonnement des remises », déclare Pierrette Mathieu. Actuellement, le libraire est coincé en sandwich entre l'éditeur et la collectivité. S'il est petit, il ne pourra pas beaucoup de remise de la part de l'éditeur, et ne pourra à son tour consentir qu'une faible remise à la collectivité. Cela permettra enfin de dégager des marges correctes, d'employer du personnel, et de ne plus avoir à travailler soixante heures par semaine ! » Telle est bien la priorité de l'Union des libraires de France. « Nous souhaitons que, pour tout

type de collectivité, les remises soient plafonnées entre 5 et 10 %, indique son vice-président, Jean-François Sourdis, qui est aussi libraire de jeunesse à Avignon. Il y a bien un prix unique pour les clients particuliers, pourquoi pas pour les collectivités ? »

Les libraires seront-ils entendus ? Les bibliothécaires, en tout cas, sont conscients de l'enjeu. Du côté du ministère de la culture, on souligne que le maintien d'un réseau dense de librairies est fondamental. « Nous travaillons pour qu'une solution soit dégagée courant 1994 », indique-t-on au cabinet de Jacques Toubon. La mesure la plus probable prendra la forme d'un projet de loi modifiant la loi actuelle en instituant le plafonnement des remises, mais le taux de celles-ci n'est pas encore déterminé.

Plus complexe est la question du « droit de prêt », qui dépasse le seul secteur de l'édition jeunesse mais le concerne au premier chef, puisque les livres pour enfants, avec les bandes dessinées, figurent parmi les ouvrages dont la rotation en bibliothèque est la plus importante. Actuellement, un auteur peut percevoir des droits d'auteur pour un livre acheté par une bibliothèque, puis voir ce même livre prêté des dizaines de fois sans percevoir le moindre centime. Pour Paul Fournel, président de la Société des gens de lettres, cette situation est inadmissible : « Aujourd'hui, la lecture publique prend des dimensions telles qu'on ne peut pas ne pas payer les auteurs lorsqu'ils sont lus et empruntés en bibliothèque. Les auteurs sont pillés d'un côté par les photocopies, les photocopies de l'autre : il y a un moment où se pose simplement le problème de la survie de la création. »

Faire payer chaque emprunt, au moment où il y aura bientôt en France « plus de livres prêtés que de livres vendus », c'est ce qui arrivera peut-être si la France décide de suivre la directive européenne sur le droit de prêt des documents imprimés et audiovisuels votée à Bruxelles, le 19 novembre 1992. Mais s'il bénéficie aux auteurs, un tel système, déjà en place dans un certain nombre de pays d'Europe du Nord, représenterait en France un bouleversement dans les pratiques culturelles.

Faire payer ?

Qui paiera ? Les lecteurs ? « Pas question de faire payer les enfants ! », s'exclament, en chœur, bibliothécaires et éditeurs. Alors ? Les bibliothèques ? Les collectivités locales ? L'Etat ? Une étude est en cours à la direction du livre et de la lecture pour analyser les relations entre libraires et bibliothécaires et dégager entre eux des pistes de partenariat possible. « Nous sommes convaincus du rôle essentiel que jouent les bibliothèques dans la structuration et la réparation du tissu social, indique-t-on au ministère de la culture. Il n'est pas question de casser cette dynamique par des mesures draconiennes. »

Les bibliothécaires, pourtant, ne cachent pas leur inquiétude. Faire payer l'utilisateur final reviendrait pour Françoise Danet, présidente de l'Association des bibliothécaires français, à créer une lecture publique à deux vitesses, quand « tout le travail des bibliothèques tend à corriger les inégalités sociales ». « Si on distrait une partie de nos budgets d'acquisition pour rémunérer les auteurs, on achètera moins de livres, et les éditeurs seront perdants », précise-t-elle.

Avant le 1^{er} juillet 1994, la France devra se prononcer sur les modalités d'application de cette directive. D'ici là, les débats promettent d'être vifs. Complexe, exemplaire, ce dossier préfigure, selon Paul Fournel, « l'ensemble

des problèmes de droits d'auteur qui ne vont pas tarder à se poser avec la circulation numérique des œuvres ». D'où l'importance d'une réflexion de fond pour régler ensemble les questions du droit de prêt, des remises aux collectivités, et de la reprographie — qui touche d'ailleurs beaucoup moins la jeunesse que d'autres secteurs de l'édition. Pour Christian Bruel, « le véritable problème que doit se poser l'interprofession, c'est la façon dont elle souhaite vraiment que soient rémunérés les auteurs ».

A ces questions s'ajoutent des inquiétudes face à l'avenir. La plupart des bibliothécaires s'interrogent notamment sur la suppression du certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire (CAFB), dont l'optimisme jeunesse, déterminante pour la profession, disparaît par la même occasion sans qu'aucune formation de remplacement ait été prévue (lire notre encadré). Un paradoxe lorsque, dans certaines bibliothèques de banlieue, 60 % des inscrits ont moins de dix-huit ans ! En jeunesse comme ailleurs, « il faut que l'ensemble des médiateurs soient vraiment formés », insiste Christian Bruel.

Pourtant, la situation n'est guère plus satisfaisante du côté de la formation des enseignants. Les IUFM ne consacrent souvent que quelques heures au livre pour enfants, et cela au seul bon vouloir des formateurs. « En formation initiale, ironise Max Butten, l'information sur la littérature de jeunesse a à peu près autant d'importance que celle qui concerne la MAIF ou la MGEN ! » La situation est certes différente pour la formation continue : « Depuis dix ans, le nombre de stages ne cesse de croître en tendance. Ces stages prévalent l'intervention d'éditeurs et de professionnels du livre. Ils abordent les contenus de la littérature de jeunesse et permettent une meilleure connaissance des circuits de production. » Le problème, reconnaît Max Butten, c'est que la formation continue repose sur le volontariat : on peut donc penser qu'elle tanguera, avant tout des enseignants acquis à la « cause ».

Réunions « amicales »

Dans ce climat d'incertitude, un avis unanime court, cependant, tout au long de la chaîne du livre : « Il ne faut pas baisser les bras, nous n'en sommes qu'au début. Tant de choses restent à faire ! » Et d'abord, resserrer les liens, favoriser le dialogue. « Actuellement, c'est par la complémentarité qu'on arrivera à surmonter les difficultés de la lecture », affirme Christian Pasianec, chargé de mission à l'INRP et responsable de PROMOLEJ, groupement pour la promotion de la lecture des jeunes, dont la règle première est le partenariat.

Partageant ce point de vue, le groupe jeunesse du Syndicat de l'édition française, depuis julo, des réunions « amicales » où les éditeurs « racontent leur profession d'intérieur à tous les partenaires du livre pour enfants ». Lynn, biocoop, Budecoop, et la région Champagne-Ardenne, puis Toulouse : ces rencontres sur le terrain doivent permettre à chaque métier de mieux comprendre les spécificités et les exigences des autres. A cette occasion, les libraires de jeunesse parviendront-ils à faire entendre une autre de leurs inquiétudes, celle de la surproduction ?

Lire la suite page X

Cherche formation désespérément...

Depuis deux ans, la formation des bibliothécaires pour enfants est en crise. « La réforme statutaire des emplois de bibliothèque dans les fonctions publiques d'Etat et territoriale, qui s'est manifestée par une série de décrets parus au Journal officiel entre septembre 1991 et septembre 1992, a bouleversé les conditions de recrutement et de formation professionnelle (1). » Jusqu'à présent, la formation en vigueur était celle du Certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire (CAFB), formation en un an, dense et technique, avec, en particulier, une option jeunesse permettant d'acquiescer une spécialisation poussée : « Une centaine d'heures qui n'étaient déjà pas suffisantes pour voir en détail les tendances de la production, les techniques d'animation, la psychologie de l'enfant... », remarque Véronique Soulé du Centre de documentation sur le livre jeunesse en Seine-Saint-Denis.

Désormais, les bibliothécaires de catégorie B (ceux qui sont en contact le plus régulièrement avec le public, et notamment la jeunesse) seront recrutés sur concours, puis bénéficieront d'une formation post-recrutement incluant des stages.

« Le problème, indique Françoise Danet, c'est que, depuis deux ans, celle-ci n'est pas en place et qu'on en ignore totalement le contenu. On sait seulement qu'elle sera plus courte (six mois au lieu d'un an) et confiée aux délégations régionales du CNFPT (2), qui assureront depuis longtemps la formation continue des agents territoriaux et qui va se trouver brutalement en charge de la formation initiale. »

La plupart des bibliothécaires de jeunesse dénoncent cette réforme, estimant qu'une formation plus courte, dispensée par des non-spécialistes et régionalisée ne peut être qu'une menace pour la qualité et la cohérence de leur métier. « Faire disparaître

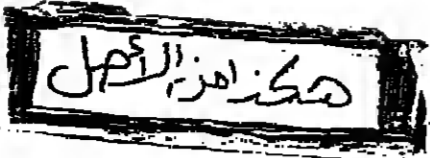
cette formation spécifique pour laquelle les premières bibliothécaires pour enfants avaient milité dès les années 20 est une erreur grave », souligne Geneviève Patte, qui remarque qu'au Danemark et dans les pays scandinaves la formation des bibliothécaires de jeunesse est, au contraire, plus longue que celle des autres, parce qu'on y travaille de bibliothécaire s'ajoute celui d'éducateur.

Son souhait pour l'avenir ? « Se battre pour que soit réinstaurée une formation initiale consistante. Les enfants ont droit au même sérieux que les chercheurs d'une bibliothèque universitaire ! »

Et N.

(1) Voir « Emplois publics des bibliothèques, concours et formations », AEF, octobre 1993.
(2) Centre national de la fonction publique territoriale.

(1) Continue la lecture, on n'aime pas le lire... de Marie-Aude Murail, Calmann-Lévy, 1993.
(2) La Revue des livres pour enfants n°133, automne 1993.
(3) Entre 1971 et 1992, le nombre de titres jeunesse produits est passé de 3205 à 6048, et le nombre d'exemplaires produits de 49,5 à 59 millions. La part de la jeunesse dans le chiffre d'affaires global de l'édition représente, en 1992, 8,9 %, contre 7,65 % en 1971. Source : Crise et mutations dans l'édition française, de Jean-Marie Bouvois, Observatoire de l'économie du livre, ministère de la culture et de la francophonie, éditions du Cercle de la librairie, 1993.
(4) Source : Livres en cours, 2^e édition, et Bibliothèques municipales : données 1990, direction du livre et de la lecture. En 1990, sur 1408 bibliothèques municipales fournissant la composition de leurs emprunts, 41 % de ceux-ci s'adressent à des enfants.
(5) Sur la place de la littérature de jeunesse à l'école, voir le *Annuaire de l'éducation* de décembre 1992. Voir également le *Français aujourd'hui*, revue de l'Association française des enseignants de français, n°102 (juin 1993), consacré aux « lieux de lecture ».
(6) Entre 1990 et 1992, le nombre d'exemplaires produits a chuté de 23 % et le volume des ventes d'environ 13 %. Source : Jean-Marie Bouvois, op. cit.
(7) Voir *Livres Hebdo*, n°59, du 12 février 1993, « L'harmonie au risque des remises ».



LIVRE DE JEUNESSE



Suite de la page IX

Trop de livres, et surtout trop de livres semblables : les éditeurs s'écroulent tous dans les mêmes créneaux, éditoriaux ou graphiques, remarque Jean-François Sourdis : « Au risque de perdre leur âme, ils appliquent, de plus en plus, les méthodes qui prévalent en littérature générale : faire des « produits » qui durent un an, un an et demi. Si l'on veut passer la librairie jeunesse, c'est ce qu'il faut faire ! »

Maintenir un haut niveau de qualité, tout en faisant du livre de jeunesse une « œuvre de consommation courante » – et non pas seulement un objet-cadeau à offrir « pour les fêtes ou les jours de pluie » (8) : voilà une difficile gageure pour les éditeurs. La quinzaine annuelle du livre pour l'enfance et la jeunesse qui verra le jour dès juin 1994 – une initiative qui n'est pas sans rappeler la Children's Book Week aux Pays-Bas (9) – devrait les aider à rendre le livre d'enfant toujours plus proche et plus présent. Elle répondra aussi à un désir unanime des prescripteurs : trouver de nouveaux relais parmi le grand public, et, en particulier, sensibiliser les parents. « Sans eux, rien ne peut se faire », répète-t-on à l'envi. Or, il semble que la majorité des parents se sentent de moins en moins concernés par le livre de jeunesse au fur et à mesure que leur enfant grandit. Est-ce parce qu'ils considèrent que celui-ci est capable de lire tout seul ? Se méfient-ils d'ouvrages qu'ils n'ont pas lus eux-mêmes ? « Combien de parents connaissent vraiment Roald Dahl ? Et Horowitz ? Et Honacker ? », soupire un éditeur. « Évidemment, on peut lire le « Club des Cinq », rouscrist un libraire, mais les parents savent-ils qu'on a progressé depuis ? »

Estimer qu'il est plus simple de le faire savoir aux enfants directeurs, les auteurs, de plus en plus souvent, s'engagent en nouveaux médiateurs. Qui, pensent-ils, peut mieux qu'eux parler des livres et en donner le goût ? Beaucoup sillonnent la France, familiers des salles de classe et des cours de récréation, convaincus que ces rencontres inhabituelles avec les enfants peuvent lever chez certains blocs de blocages (10). Ici et là, d'ailleurs, des initiatives s'appuient sur le même principe : parler du livre et l'apporter là où sont les enfants, en classe bien sûr, mais aussi à l'hôpital, dans les colonies, les centres de vacances, et pourquoi pas dans la rue, pour combattre l'illettrisme ?

Illettrisme, recul du goût de lire, marketing de masse appliqué à l'édition : dans ce contexte, prescripteurs traditionnels et nouveaux médiateurs jouent plus que jamais un rôle décisif. Ce rôle, c'est en termes éthiques que le définit Christian Bruel : « Les livres de jeunesse sont nos racines. Ils participent à la construction de notre personnalité. Actuellement, nous vivons une époque charnière où le livre, s'il veut lutter contre la loi du plus grand nombre, doit être soutenu. Face aux règles du marché, à l'omniprésence des grands groupes, il faut des « chambres de compensation ». C'est-à-dire des médiateurs formés et informés qui fassent en sorte que les enfants aient des chances égales de rencontrer les livres dont ils ont peut-être besoin. C'est une question de responsabilité culturelle, de choix individuel, de morale. À la fin du vingtième siècle, le rôle de ces professionnels est aussi d'aider les enfants à résister à ce que le paléontologue Leroi-Gourhan (qui écrivait aussi des livres pour la jeunesse) appelait, il y a trente ans, « la lente disparition des variantes imaginatives individuelles ». C'est cela la médiation culturelle ! » Qui songerait à la contredire ?

Florence Noiville

(8) Actuellement, selon les libraires, 30 à 60 % du chiffre d'affaires jeunesse s'effectue sur le dernier trimestre de l'année.

(9) La manifestation se tient chaque année en octobre, depuis 1975, et les Hollandais, enthousiastes, la qualifient de « véritable événement national ». « Désormais, nous nous adressons aux enfants des enfants que nous touchons au début », déclare le directeur du CFB (Collective Promotion of the Netherlands Books), une fondation à but non lucratif, cofinancée par les éditeurs et les libraires, qui, par des sessions à long terme, se charge de faire rayonner en Hollande le livre de qualité.

(10) Voir Marie-Aude Murail, op. cit., ainsi que Dure, lire, écrire : des écrivains rencontrent des enfants, de Nadine Brun-Cotte, Gérard Bloembergen et Christian Pouchan, éditions Milan, 1993. Franco-Culture a consacré une série d'émissions à la présence des écrivains dans l'école : Espace éducation, « Un livre, un voyage », suivi de « L'Année littéraire », du lundi 11 au jeudi 14 octobre 1993.

La percée des « journaux-livres »

Ils s'appellent « J'aime lire », « Je lis déjà », « Diabolo », « Blaireau » ou « Zanzibar ». Et initient – avec succès – au plaisir de la lecture les enfants de 2 à 12 ans

« N'OUS n'avons pas vocation à remplacer le livre. Nous devons être comme un hors-d'œuvre, qui donne à l'enfant l'envie d'aller plus loin. Le livre doit demeurer le plat de résistance. » C'est ce terme enluminé que Joël Cassard, directeur de Fleurus Presse, l'un des trois groupes de presse enfantine les plus importants en France avec Bayard et Milan, a choisi de décrire les rapports des livres et des « journaux-livres ».

En lançant, il y a vingt ans, les Belles Histoires, un magazine proposant un récit d'une vingtaine de pages à un public de lecteurs ne sachant pas lire, les « petits » de 2 à 6 ans, Bayard Presse joua le rôle de pionnier. « On a anticipé », explique Anne-Marie de Besombes, directrice du développement du groupe, sur l'enjeu de la lecture chez les enfants avant le cours préparatoire : se faire raconter une histoire sur les genoux d'un adulte comme une initiation au plaisir de lire, mieux, comme une prélecture.

Trois tranches d'âge

L'idée a, depuis lors, fait école : 5,9 % des enfants de moins de 6 ans sont abonnés à des revues (1). La fin des années 80 a connu un boom des « journaux-livres » pour les plus petits et, conséquence, une concurrence acharnée entre éditeurs. Cette spécialisation leur a permis de trouver un second souffle et d'attirer un public junior estimé entre 11 et 13 millions d'individus. Mais les voici, à leur tour, rattrapés par la crise qui touche la presse en général et la presse jeunesse en particulier : à ce éroir Anne-Marie de Besombes, les ventes de cette dernière auraient diminué de 17 % par rapport à 1990. À côté du vétérano de Bayard, demeurent, désormais, Blaireau, une copu-

blication de Fleurus et de Gallimard Jeunesse, et Toboggan, des éditions Milan.

Ces groupes ont ciblé leurs publications en fonction de trois tranches d'âge : les « petits », les « enfants », de 7 à 11 ans, et les « préados », de plus de 12 ans. « L'évolution de l'enfant », explique Alain Oriol, directeur des rédactions jeunesse de Milan, commande le contenu du magazine. « Comme ses concurrents, le groupe toulois applique une politique de chaîne, destinée à fidéliser un fonds de lecteurs, en faisant figurer cette phrase au dos de son magazine de lecture préscolaire : « Après Toboggan, moi je lis Diabolo. »

Comme J'aime lire, de Bayard Presse Jeune, qui fait partie des titres les plus lus par les 8-10 ans (2). Je lis déjà et Je lis des histoires vraies, de Fleurus Presse, Diabolo s'adresse aux écoliers des cours élémentaires qui commencent à acquérir une maîtrise autonome de la lecture. Pour ce public de bons

lecteurs – ils seraient plus de 40 % à considérer la lecture comme leur occupation favorite (3) –, la plus grande place est faite à un grand récit linéaire, accompagné de questions qui testent la compréhension du texte par l'enfant. Pour les plus grands, l'ultime étape est franchie avec Je bouquine (Bayard), magazine littéraire qui offre, chaque mois, un roman inédit et un dossier consacré à un auteur, à l'attention des préadolescents.

Marché parallèle

Les différents « journaux-livres » ont su tirer parti de l'angoisse des parents, désireux d'offrir à leur progéniture les conditions optimales de lecture. Selon eux, par un bon apprentissage de la lecture, allié à des psychologues, pédagogues et chercheurs, les rédacteurs de ces mensuels ont travaillé à élaborer un « produit » de presse

qui parviendrait à concilier le souci éducatif des parents-acheteurs avec les aspirations ludiques de l'enfant-consommateur durant son temps libre. Selon Anne-Marie de Besombes, « cette presse ne doit pas être administrée comme un médicament, car l'obligation de lire, c'est la mort du livre ».

Ce marché parallèle de la lecture se veut complémentaire et non concurrent par rapport aux éditeurs de livres pour la jeunesse, et se définit volontiers comme « un service de presse de l'édition, qui promeut et démocratise l'idée et l'amour du livre notamment chez les enfants qui ne sont pas de bons lecteurs ». Le magazine de lecture touche-à-tout mieux son but que le livre parce qu'il est diffusé dans des kiosques, plus nombreux et plus accessibles que les librairies, et parce que son rythme de lecture et son contenu ont été expressément adaptés au jeune public. Objet mon que l'on prête – le taux de rotation peut aller jusqu'à quatorze lecteurs pour un

seul numéro acheté – et sur lequel on est invité à écrire, il serait moins intimidant que le livre.

Selon Michel Grandaty, qui étudie, à l'ITUM de Montauban, la lecture de la presse par les jeunes enfants, le magazine offre, en outre, un intérêt pédagogique autre que celui du livre, parce qu'il permet plusieurs entrées de lecture : « Apprendre à lire, explique-t-il, c'est apprendre à gérer des textes et des écritures différentes et à élaborer des stratégies sur leur mode d'utilisation. Or les textes seront de plus en plus plurimodaux et feront de moins en moins appel à la lecture linéaire, telle qu'on l'appliquait dans les récits longs. » A cet égard, François Vernhes, qui préside le Syndicat de la presse des jeunes, regrette que le rôle des magazines soit « sous-estimé par l'éducation nationale » et qu'ils aient été exclus du « plan lecture » des écoles.

De grande qualité

Livres ou « journaux-livres », difficile pourtant de repérer une frontière de plus en plus floue. Les magazines de lecture, contrairement à leurs concurrents plus populaires et distrayants mais moins coûteux, ne sont pas jetés – leurs lecteurs, composés aux deux tiers d'abonnés, classent leurs numéros dans leurs bibliothèques. Ils sont chers – entre 26 et 42 F –, parfois plus que les véritables livres, parce qu'ils ne comportent quasiment pas de publicité, mais aussi parce qu'ils sont des produits de presse de grande qualité, pour la forme – impression en quadrichromie – et pour le contenu. Des auteurs comme Michel Tournier, Patrick Modiano, Danyel Pennac ou Erik Orsenna écrivent pour eux des romans inédits. Ils sont ainsi assurés de trouver un public plus large, puisqu'un livre pour enfants dépasse rarement les 10 000 exemplaires, quand le magazine Je bouquine peut avoir plus de 450 000 lecteurs (4).

Par la suite, leurs textes peuvent, d'ailleurs, faire l'objet de livres de bonne et de forme. Bayard a ainsi vendu 3,5 millions d'exemplaires de ses « poches » tirés des récits publiés dans ses magazines. Pour sa part, Milan propose aux abonnés de Zanzibar de recevoir, chaque mois, un roman de poche. Dans le même temps, « le livre aussi s'est rapproché du magazine », note Joël Cassard, par la mise en page et l'introduction de plusieurs histoires, de documentation et de jeux à la fin des volumes. Ce qui conduit nombre d'éditeurs de « journaux-livres » à souhaiter, comme François Vernhes, que les Salons du livre reconnaissent l'utilité de leur action, en adoptant désormais le nom de « Salons de la lecture ».

Florence Duthell

(1) « Les enfants de moins de 6 ans », « Contours et caractères », INSEE, 1992.

(2) Sondage Diapason-Médiamétrie sur la lecture magazine des jeunes 8-16 ans, dans l'Écho de la presse, n° 46, novembre 1993.

(3) Bulletin du département des études et de la prospective du ministère de la culture sur « Les loisirs culturels des enfants et adolescents de 8 à 16 ans », n° 88, novembre 1990.

(4) Dossier de Je bouquine sur « La lecture des 10-15 ans », 1989.



Au programme

Mercredi 1^{er} décembre

Rencontres avec l'écrivain Jean-Louis Craipeau (10 heures), avec le dessinateur Tina (14 heures) et avec l'auteur-illustrateur Per (16 h 30). Dialogue avec Jean Bernard et Albert Jacquard sur le thème « Science et éthique » (16 heures).

Jeudi 2 décembre

Rencontres avec l'écrivain Marie-Aude Murail (10 heures) et avec l'auteur de bandes dessinées Olivier Schwartz (14 heures). Présentation des cahiers d'été coédités par la Réunion des Musées nationaux et les éditions Milla (14 h 30) et de la collection « Les petits chefs » de Hachette (15 h 30). Débat sur l'adaptation littéraire à la télévision (15 heures).

Vendredi 3 décembre

Rencontres avec les auteurs et illustrateurs Irina Drozd (11 heures), Randa Keyser et Pierre Belloc (14 heures), Dominique David (16 h 30). Débats sur « L'enfant, l'information, la ville » (17 h 30) et sur « La ville vue par les jeunes du département de Seine-Saint-Denis » (18 h 30). Soirée littéraire animée par Michel Chailou sur le thème « La ville, lieu d'enfances » (19 heures).

Samedi 4 décembre

Une matinée professionnelle est organisée à l'attention des enseignants et des documentalistes sur le thème « Exercer au milieu urbain : quelles réalités

avec les enfants ? ». Rencontres avec le scénariste Herlé et le dessinateur Widenlocher (15 heures) et avec des femmes scénaristes et illustratrices de bandes dessinées (16 heures). Remise de prix aux lauréats du concours « Comment va la planète ? » (15 heures).

Dimanche 5 décembre

Rencontres avec l'illustrateur Michael Sowa (15 heures) et autour de Christophe (16 heures). Evocation de Guignol par Paul Fournel (15 heures).

Lundi 6 décembre

Journée professionnelle placée sous le patronage du Monde sur

le thème « Auteurs, libraires, bibliothécaires, éditeurs : partenaires culturels pour l'avenir du livre ? ». De 9 heures à 10 h 30, Henriette Zoughbi, directrice du Centre de promotion du livre de jeunesse, Claudine Bellayche, présidente de la section lecture publique de l'Association des bibliothécaires, Paul Fournel, président de la Société des gens de lettres, et Christian Bruel, président du groupe jeunesse au Syndicat national de l'édition, débiteront de la situation des auteurs du livre de jeunesse et les enjeux de l'instauration d'un droit sur les prêts. De 10 h 30 à 12 heures,

Jean-Marie Ozanne, de l'Association des libraires spécialisés jeunesse, Max Buden, de l'Observatoire national des formations en IJRM, et Anne Sathay, de Média-ix, traiteront des formations des médiateurs du livre de jeunesse, au moment où le CAFE jeunesse va être supprimé. De 12 à 13 heures, Michel Melot, président du Conseil supérieur des bibliothèques, parlera de la responsabilité publique à l'égard de la lecture et du livre de jeunesse.

► Place Jean-Jaurès, métro Mairie de Montreuil. Tél. : 48-57-57-78. Horaires : mercredi 1^{er} décembre, jeudi 2 et vendredi 3, de 9 à 18 heures ; samedi 4, de 9 à 19 heures ; dimanche 5, de 10 à 18 heures. Tarif : 20 F, pour les plus de 14 ans, gratuit pour les enfants.

► Un colloque international sur « La ville : lieu d'enfances » se tiendra en marge du Salon, lundi 29 et mardi 30 novembre, à la mairie de Montreuil. Avec la participation d'Arlette Farge, Jean-Noël Lac, Marcel Roucyolo, Jacques Seebacher, Simon Koni, Adil Jazouli, Patrick Champagne, Loïc J. D. Wacquant, Ivan Des Santos, Jean-Noël Blanc, Bernard Charlot, Octavi Mestre, Paul Chemetov, François Bon, Jean Perrot, Gérard Mendel, Joseph Périgot et Paul Fournel.

Le mensuel
PASSAGES
Israël-Palestine
LA LONGUE MARCHÉ
de deux peuples
par Jacques Amalric
Vente en kiosque 30 F

حكايا من الشرق

LE MONDE DES LIVRES

SOCIÉTÉS
par Georges Balandier

Paroles indiennes, récits de vie

LES AUTOBIOGRAPHIES D'INDIENS D'AMÉRIQUE
(American Indian Autobiography)
de David Brumble.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Pascal Ferrol.
PUF, 270 p. et illustrations, 288 F.

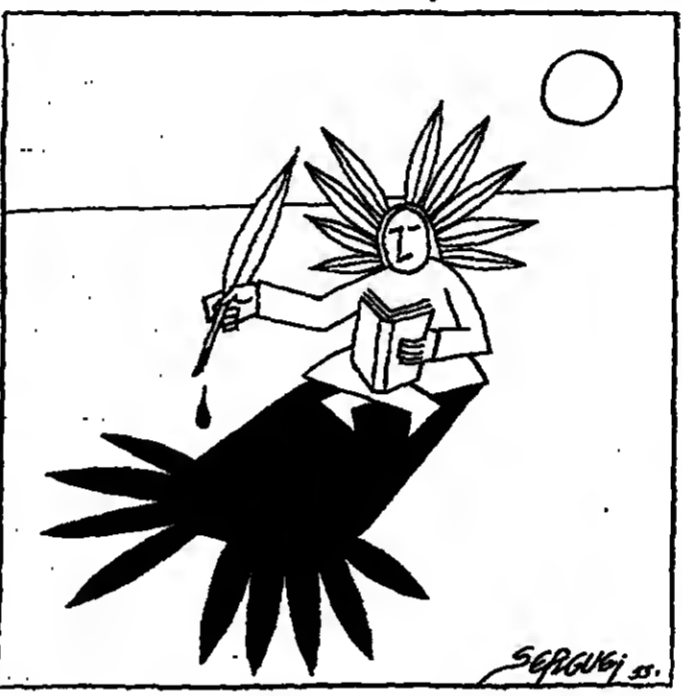
NOUS croyons bien savoir ce qu'est l'autobiographie. Nous sommes devenus des consommateurs avides de récits de vie, et ils abondent. C'est par eux que nous vivons en quelque sorte par délégation - sur le compte d'autrui - en recueillant des histoires de gloire passée et de célébrité actuelle, en pénétrant par effraction, provoquée dans des intimités illustres ou intéressantes. Nous sommes partis prenantes dans ce « pacte autobiographique » défini par Philippe Lejeune (1). L'histoire individuelle écrite à la première personne fascine et excite la curiosité. Si chaque autobiographie est une fiction du moi, c'est la propre fiction de celui qui la produit. Vérité de l'histoire personnelle et mensonge narratif s'imbriquent, et de cet alliage résulte une forme littéraire qui ne se réduit pas à la simple chronologie des confidences, des « confessions ».

Voilà, maintenant, qu'un autre univers autobiographique se révèle, formé ailleurs, sur les ruines des civilisations indiennes de l'Amérique du Nord. Des monuments de mots qui, pour faire mémoire et célébrer le passé, associent des éléments de l'histoire tribale, de l'histoire personnelle à des degrés variables, et des fragments de mythes. Des récits par lesquels l'Amérique a réhabilité ce qui fut naguère - avant et durant le « temps des réserves » - ravagé : une sorte de culte de la mémoire qui se pratique dans l'oubli des facilités trompeuses d'autrefois comme les « spectacles de l'Ouest sauvage », où Buffalo Bill s'illustra, ou bien les œuvres d'une variété de littérature romanesque coloniale à personnages indiens. Sur l'initiative des ethnologues et d'historiens amateurs, de quelques poètes, d'abord, des anthropologues, et sociologues, ensuite, les paroles indiennes ont été recueillies. Les histoires de vie

ont fleuri, par centaines. Et nous connaissons surtout en traduction française l'une des plus célèbres, *Soleil hopi*, de Don Talayesva, un Indien de double culture.

DAVID BRUMBLE, spécialiste de littérature anglaise à l'université de Pittsburgh, a appliqué son art de décodage des autobiographies indiennes. Il en a traité près de six cents, dont il donne l'inventaire. Il propose les résultats de sa recherche dans un livre passionnant, où la critique textuelle débouche sur une critique anthropologique, où la pratique de l'autobiographie est réévaluée par le détour des œuvres américaines. Son option se définit sans ambiguïté : étudier « la manière dont des êtres humains ont parlé de leur vie », c'est-à-dire l'autobiographie en elle-même, et non pas seulement en raison des faits qu'elle révèle. L'« intérêt théorique » accompagne celui qui est porté à la connaissance de l'autre et de sa différence culturelle.

L'étude tente d'identifier ce qui est bien antérieur à l'autobiographie moderne et au culte de l'individu singulier. Elle rapproche les premières façons indiennes de parler de soi de celles qui étaient propres à l'Antiquité grecque et romaine : exaltation des hauts faits, des exploits qui distinguent les héros, de ce qui s'impose à la mémoire contre les effets du temps et de l'oubli. Définissant le cycle qui conduit des autobiographies du commencement jusqu'à celles qui sont incontestablement littéraires, même « lorsqu'elles retrouvent la manière d'un conteur de tradition orale », David Brumble montre les conséquences de l'acculturation, du passage de l'oralité à l'écriture, et les jeux d'influence qui opèrent d'une narration à l'autre. Il se fait archéologue



afin de retrouver une sorte de couche autobiographique proprement indienne. Elle est constituée d'histoires non liées - histoires de combats, de guerres et de chasses, d'acquisition de pouvoirs par les visions, de pratiques à fonction éducative et morale. Il n'y apparaît pas la construction d'une individualité, d'une personnalité, à travers le récit d'une vie, tout au plus une recherche de prestige supplémentaire pour le narrateur et son peuple. Il n'y est question que d'actions d'adulte à valeur exemplaire.

Tout change à partir du temps des migrations culturelles et du moment où les anthropologues foot des récits de vie une source d'information privilégiée, et rémunérée. Progressivement, les narrateurs-auteurs manifestent une double identité, indienne et américaine, passent de l'écriture syllabaire en langue vernaculaire à l'écriture en anglais. Ils cotent alors dans le domaine de l'évaluation littéraire, jusqu'au point où le célèbre ouvrage de l'un d'entre eux - *Black Elk Speaks* (Elan noir parle) - est toujours l'objet d'exégèses et de commentaires. David Brumble pratique une critique textuelle et contextuelle rigoureuse. Il déballe bien davantage que les présupposés des autobiographes indiens et des rédacteurs

anglo-américains. Il montre comment ce genre autobiographique a été, pour une grande part, construit par des anthropologues américanistes ; parfois en s'attribuant la place de « rédacteur caché », qui laisse entendre que « l'Indien s'adresse à nous sans médiation ».

DAVID BRUMBLE n'y va pas de main morte. Il signale les sollicitations par lesquelles le chercheur-commanditaire attire des informations conformes aux besoins de sa propre recherche. Il montre comment le récit est souvent ordonné et façonné selon nos conceptions de l'autobiographie : chronologique, alors que la temporalité indienne est discontinue, faisant place aux années de formation, alors que seules comptent celles de la vie adulte, reconstituant une unité et une orientation du parcours, alors qu'il ne relève pas d'une histoire, mais d'histoires distinctes. A quoi s'ajoutent les « postulats d'ordre narratif » auxquels de nombreux narrateurs indiens se soumettent. La charge la plus lourde est portée contre *Soleil hopi*, œuvre conjointe de Don Talayesva, Indien hopi de double appartenance culturelle, et de Leo Simons, sociologue. Elle met en cause la sélection des matériaux, l'implication du rédacteur indien, l'imitation pressante à être le plus possible subjectif. La charge la plus indirecte attaque l'usage ambigu de textes ambigus, traités comme des révélateurs de la poésie, et des croyances indiennes, dans leurs parties les plus traditionnelles, et comme des écrits déjà scientifiques dans leurs apports d'esprit moderne.

Justice est cependant rendue aux « passionnés du monde indien » et aux anthropologues, qui ont su marquer les limites de

leur présence, faire que l'histoire du narrateur reste le plus possible la sienne. Ce sont pourtant les récits de vie traduisant une expérience bumaiote très forte, dans une forme incontestablement autobiographique, qui retiennent davantage l'attention. Ils nous sont devenus proches et donnent immédiatement la certitude d'accéder à une œuvre véritable, sinon de vérité. En considérant leurs auteurs, David Brumble retrouve sa fonction première, littéraire. La présentation fascine. Tonnerre fracassant réinvente l'autobiographie sans aucune connaissance du genre ; il organise son récit à partir d'une expérience religieuse entre chute et salut, il traite ses confessions « comme saint Augustin » les siennes, Charles Alex Eastman, le Sioux le plus accablé (après avoir été chasseur et guerrier) et le plus célèbre par ses écrits, médecin à Wounded-Knee au temps du massacre par la cavalerie américaine, exalte la liberté de son « enfance indienne », et fait de l'Indien « le plus haut type d'homme païen et non civilisé ». Mais, sous l'influence du darwinisme social et de l'évolutionnisme, il place au sommet la culture des Blancs et accepte d'être un « civilisé » qui se constitue le fier gardien d'une autre grand passé.

D'autres apparaissent et présentent leurs versions interculturelles du moi. Le plus surprenant ferme le cortège : Scott Momaday, le Kiowa devenu universitaire (2). Il reprend les procédés de la tradition orale ; il produit, dit-il, un « récit en staccato », mais il a pour références Faulkner, Lawrence et Joyce. L'histoire d'une vie est alors une grande œuvre littéraire, l'accès à un personnage, à une écriture nouvelle et à une façon différente de voir le monde.

(1) Smith, 1975.
(2) La Maison de l'aube, de Scott Momaday, a été publiée aux Éditions du Rocher (« Le Monde des livres » du 16 avril).

Nicole Lapiere

La chair à vif

USAGES MÉDICAUX ET MONDAINS DU CORPS HUMAIN
de David Le Breton.
A-M. Métailié, 336 p., 130 F.

LE SAINT ET LE MALIN
Santé et malheur
de Georges Vigarello.
Seuil, 416 p., 160 F.

Est-ce un signe des temps ? Voici que paraissent simultanément deux ouvrages consacrés aux représentations du corps, aux formes prises au cours des siècles par le rapport très fortement investi que les hommes entretiennent avec la santé, la maladie, le démemberment, la dissection et la mort. Avec David Le Breton, une histoire du corps décapé, depuis la passion anatomique des premières dissections jusqu'aux modernes greffes ; avec Georges Vigarello, une histoire de l'exigence de santé dans la confrontation avec ce qui le menace : les figures multiples, incertaines ou, au contraire, nettement identifiées du malin.

Mais ce qui réunit ces deux ouvrages, c'est surtout ce qu'ils ne valent pas être : une histoire de la médecine, de l'anatomie ou de la physiologie où le vrai serait montré sortant de l'erreur et le rectifiant, mais une histoire des « attitudes et des imaginaires des anatomistes et de leurs contemporains » (Le Breton), une histoire des « transformations conjointes de l'imaginaire du corps et de l'imaginaire du groupe » (Vigarello).

Se souciant moins de chronologie que de faire apparaître les divers registres de la relation de l'homme au démemberment du corps, David Le Breton procède à des coupes horizontales dans un matériau dont il souligne l'enjeu anthropologique. En privilégiant dans l'histoire des dissections, plutôt que la « science positive », s'acheminant vers la modernité, « l'arrière-fond d'une relation culturellement conflictuelle autour du cadavre », il veut montrer que la médecine est prise dans un

dilemme : soit elle travaille à s'approcher au plus près du corps, à en comprendre les structures et le fonctionnement, mais elle perd de l'homme, la singularité de son visage et de son histoire ; soit elle cherche à « rapprocher l'homme » et elle rend plus malaisée l'élaboration d'un savoir méthodique. Les dernières lignes de l'ouvrage éclairent bien son projet : « Penser le corps est une autre manière de penser le monde et le lien social ; un trouble introduit dans la configuration du corps est un trouble introduit dans la cohérence du monde ».

Georges Vigarello, lui, suit la chronologie et découpe son livre selon les grandes ruptures introduites dans la définition du sain et du malin : du Moyen Âge, où le corps est pris dans le réseau de correspondances cosmiques et où la restauration de la santé consiste dans la restauration d'un échange harmonieux avec le Tout dont le corps n'est qu'un fragment, au XVIII^e siècle, au cours duquel émergent lentement la croyance d'une autonomie du corps et, avec elle, une confiance accrue en ses capacités de résister à la mort, et jusqu'à l'époque moderne, où les progrès dans la connaissance des agents pathogènes se traduisent, notamment, par l'écroulement formidables des démarches collectives d'hygiène.

Mais, sous ces changements, Georges Vigarello montre ce qui ne change pas, ce qui demeure symboliquement identique. Par exemple, à propos de la découverte des microbes, il s'attache à ce qu'elle prolonge plutôt qu'à ce qu'elle pérorne, « l'attention à des sources toujours plus cachées du mal », « un lent travail d'approfondissement du sensible ». Aussi ne s'agit-il pas d'étonner que le XIX^e siècle n'occupe que le tiers de l'espace réservé au Moyen Âge et à la Renaissance. Avec, finalement, ce doute sur la nature même de la santé : est-elle autre chose qu'une norme imaginaire ?

François AZOUVI

Défaite des faits, victoire de l'effet

Devant les emballements conjugués des machineries cathodiques et informatiques, Paul Virilio tire le signal d'alarme

L'ART DU MOTEUR
de Paul Virilio.
Gallimard, 198 p., 128 F.

On croyait l'illusion du progrès relativisée, on assiste à une expansion généralisée des technologies de l'illusion. La mondialisation de l'information en direct et son remarquable pouvoir de suggestion, la prolifération des outils de communication et le développement de l'informatique de simulation navroient une ère nouvelle dont les potentialités vertigineuses ne sont pas sans danger pour l'individu comme pour la démocratie. Analyse originale, agile et vigilante, des emballements conjugués des machineries cathodiques et informatiques, Paul Virilio tire un signal d'alarme : ne se saurait, sans précautions ni réflexion, passer le « mur du temps ».

Les révolutions successives du moteur à vapeur (locomotive), du moteur à explosion (automobile), du moteur à réaction (avion) ont réduit les distances et le temps des voyages, et, par là, modifié la relation de l'homme au monde. La révolution des transmissions - satellites, réseaux câblés, objets multimédias - dans sa course à l'ubiquité et à l'instantanéité, ébluit l'espace dans une captivante téléprésence.

Tout voir, tout entendre, en temps réel, c'est perdre le recul entre réalité et représentation, c'est confondre le proche et le lointain dans un rapetissement du monde qui tendanciellement « le réduit à rien », c'est fonder la durée dans une immédiateté génératrice d'oubli.

L'exhibition des cadavres de Timisoara ou la couverture par la chaîne CNN de la guerre du Golfe ont révélé - au-delà d'une manipulation ou d'un contrôle de l'information qui

ne sont pas des nouveautés - une véritable « défaite des faits » au profit de « l'effet », une disqualification de l'événement emporté comme révélateur, au profit du choc de la révélation.

Dès lors, pour aller encore plus vite, dans un rétrécissement croissant de l'espace public, pourquoi n'aurait-on pas jusqu'à fusionner la rapidité des procédés, que certains confondent déjà avec l'affichage prématuré des résultats, et le scrutin effectif, en légalisant « un vote électronique à domicile qui pourrait agir instantanément » ? Resterait à savoir quel programme et quel contrôle le « logiciel démocratique » d'un tel jeu interactif, sollicitant une masse d'individus solitaires, et renforçant le brouillage entre politique, information et fiction (1).

Paul Virilio ne se livre pas à l'anticipation, mais à l'interprétation de tendances déjà à l'œuvre. Ce n'est pas seulement l'écran qui vient supplanter l'écrit, mais le signal qui tend à remplacer la signification. Les jeux vidéo, « fondés sur la virtualité de la disparition et de l'élimination », stimulent une activité réflexe où s'évanouit la réflexion, comme pourrait bientôt s'évanouir les repères entre espace réel et monde virtuel. Car la numérisation et la fabrication d'images de synthèse « plus vraies que nature » nous font entrer dans un univers d'apparitions qui déforme la fois l'observation directe de l'apparence et la perception indirecte de la représentation. Univers fascinant du trompe-l'œil, l'acte d'avoir établi de nouvelles balises d'intelligibilité et de cohérence, tous les égarements sont possibles entre puissance et vertige.

On peut en effet concevoir désormais des manipulations d'une envergure sans précédé :

deot : non plus le maquillage des faits, mais leur remplacement par un artefact littéralement enfoncé de réalisme (2). Ainsi, nous avertit Paul Virilio, « on peut légitimement se demander, après la fin de la guerre froide et le déclin de la dissuasion nucléaire, quels seront, demain, les dégâts provoqués par les débris d'une dissuasion informatique de la réalité sensible qui s'apparente de plus en plus à une véritable industrialisation de la simulation ».

La nouvelle figure du surhomme

C'est bien toute une conception de la réalité, du rapport de l'homme à l'espace et au temps, mais aussi à lui-même, qui est en train d'être bouleversée. Si désormais, restait immobile, dans un monde sans étendue, il peut, équipé de prothèses interactives fonctionnant en temps réel, être capable de télé-agir (voir, entendre, sentir, et même toucher au sein d'une distance), l'image même de son corps et la distinction fondamentale entre le dedans et le dehors s'en trouveraient finalement affectées.

De même que sa vitalité propre se trouvera disqualifiée. Il ne restera plus qu'à envisager de « traiter le vivant comme un moteur, une machine à accélérer constamment », non par un appareillage externe cette fois, mais par des transplants micro-physiques (tel le stimulateur cardiaque) visant à dynamiser les réflexes et stimuli de l'être animé, comme le font déjà les produits dopants. La nouvelle figure du surhomme deviendrait alors celle de « l'homme intégralement suraccélééré », capable de foncer dans le décor.

On l'aura compris, le propos de ce livre fleurant, docu-

meoté, et salutairement inquiétant, est de mettre un grain de sable dans le moteur : celui de la prise de conscience et du partage des savoirs, face aux appétits de pouvoir suscités par la course frénétique des technologies.

(1) Cf. Umberto Eco, *La Guerre du faux*, Grasset, 1985.
(2) Philippe Quéau, directeur de la recherche à l'INA, fait le point sur les remarquables possibilités, mais aussi les dangers, des nouvelles techniques de traitement et de synthèse de l'image dans le *Virtuel, vers un vertige*, éd. Champ Vallon/INA, 1993.

NOUVEAUTÉ

152 pages 88 illus. 380 FF

ALOÏSE
ET LE THÉÂTRE DE L'UNIVERS
par J. Porret-Forel

« la seule manifestation vraiment resplendissante, dans la peinture, de la pulsation proprement féminine »
Jean Dubuffet

SKIRA
L'Art du Livre

مكتبة النهر

1917 en gris et noir

Deux regards contrastés sur la révolution russe : Boris Kagarlitski et, surtout, Richard Pipes, magistral, convaincant et très sombre

LA RÉVOLUTION RUSSSE
(The Russian Revolution)
de Richard Pipes.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
sous la direction
de Jean-Mathieu Luccioni,
PUF, 863 p., 278 F.

**LES INTELLECTUELS
ET L'ÉTAT SOVIÉTIQUE
DE 1917 À NOS JOURS**
(The Intellectuals
and the Soviet Union
from 1917 to the Present),
de Boris Kagarlitski.
Traduit de l'anglais
par Pierre-Emmanuel Dauzat,
PUF, 342 p., 198 F.

François Furet ne devrait pas être trop courtois si l'on se permet d'emprunter sans plus de vergogne le titre de son essai : *Penser la révolution* — pour qualifier l'ouvrage sur la Russie de Richard Pipes qui vient d'être publié en France. L'historien français et son collègue américain ont pour le moins en commun de ne pas mésestimer Alexis de Tocqueville dont, il est vrai, la réputation n'est plus à faire, et Augustin Cochin, prématurément disparu, très tardivement reconnu.

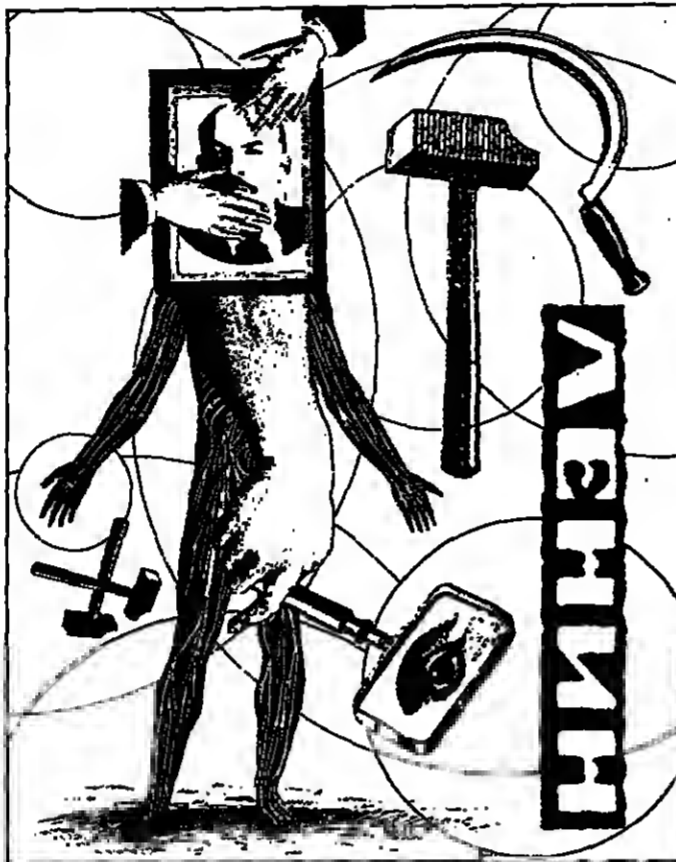
Donc, voici un nouvel ouvrage — un mouvement — sur l'événement qui ébranla le monde il y a soixante-dix-sept ans. Une histoire, certes, mais pas vraiment une histoire narrative. Le lecteur qui, par hasard, ignorerait encore la succession et l'enchevêtrement des faits et drames de cette période serait bien avisé de commencer le Pipes par la fin, la chronologie. A moins qu'il ne dégoûte, en hors-d'œuvre, le Ferro, par exemple. Après quoi, il assimilerait sans aucune peine les quelques sept cent vingt pages bien tassées qui forment le corps de cette étude.

Richard Pipes fait remonter à février 1899 (le désordre dans l'université russe) le commencement de la période révolutionnaire, qui, selon lui, s'acheva en 1953, avec le mort de Staline. Son livre parcourt une partie du chemin : il s'arrête au moment où le Parti bolchevique, débarrassé de ses ennemis, de ses concurrents de droite ou de gauche, paraît solidement installé. L'analyse de « la Russie sous le nouveau régime » devrait faire l'objet d'un second tome.

Les contradictions du tsarisme

Ce qui frappe, c'est d'abord l'ampleur du travail engagé et déjà accompli. Cette étude vaut par les réflexions que l'auteur formule ou suggère, mais aussi par l'information qui était esquisse par ailleurs. Le professeur et directeur du Centre des recherches russes à Harvard a manipulé, disséqué, eu cours de sa carrière, une masse impressionnante de documents, ce qui lui permet de présenter un sujet méconnu en tout domaine : de la politique à la stratégie, de la sociologie à l'économie et à la finance.

D'autres ont sans doute dit mieux que Pipes — ou avec plus de détails — comment disparut le



tsarisme, mais, sur le pourquoi de sa chute, sa contribution est irremplaçable, avec un examen fouillé des contradictions « entre le caractère statique de l'ordre politique et social et le dynamisme de l'économie et de la vie culturelle ». Sous les derniers régimes, l'économie décollait à toute vitesse, mais les autocrates rejetaient tout ce qui, de près ou de loin, avait un funet de Constitution. Des hommes aussi différents que Witte et Stolypine avaient vainement tenté de mettre en œuvre des réformes. Les souverains n'acceptaient pas l'amputation de leurs prérogatives, qui aurait pourtant donné une chance de survie au régime.

Jusqu'en 1917, la Russie resta donc une « monarchie patrimoniale », avec une ombre terrienne en voie de disparition, chassée des campagnes par les pressions économiques et l'hostilité paysanne. Dans les vingt-deux millions de foyers ruraux, le chef de famille avait toute autorité sur les personnes et les biens : le foyer se dissolvait à sa mort. Les paysans n'avaient pas le sens de ce que nous appelons le

patriotisme (la fidélité personnelle à l'empereur en tenait lieu) ni de la légalité : ils considéraient les ordres comme des lois, mais comme des décrets valables une seule fois. Les décrets furent précéder la révolution furent marqués aussi par la montée de l'intelligentsia, c'est-à-dire des « intellectuels assouffis de pouvoir ». Ceux de ces intellectuels qui se proclamaient libéraux restaient pour le plus part monarchistes. Il eût fallu pour garder le trône associer « la bureaucratie impopulaire mais expérimentée » à l'intelligentsia libérale, « populaire mais inexpérimentée ». La dernière chance de salut fut manquée en 1915 : on empêcha cette alliance, estime Richard Pipes. Nicolas II rendit indolent la disparition de ces deux groupes et sa chute plongea la Russie dans l'anarchie.

Qu'est-ce que la révolution de février 1917 ? Avant tout une mutinerie de soldats paysans cantonnés pour raison d'économies dans les installations surpeuplées de la capitale. Nicolas II serait peut-être venu à bout de cette révolution s'il utilisait des

troupes de première ligne, mais il sacrifia la couronne pour sauver le front. L'abdication du tsar allait aboutir au système du « double pouvoir », avec le comité provisoire de la Douma érigé en gouvernement provisoire et le comité exécutif du soviet. Les bolcheviks mirent fièlement tout le monde d'accord en prenant eux-mêmes tout le pouvoir, prétendument au nom des soviets. Octobre ne fut pas une révolution, mais un coup d'Etat mené pour le compte de Lénine par un comité militaire révolutionnaire. C'est après seulement que commença une seconde révolution.

Lénine redoutait-il alors de conduire son pays au désastre ? Avait-il une vague pressentiment des quelques regrets qu'il exprimera à la fin de sa vie ? Documenté à l'appui, Richard Pipes nous le décrit comme un être habité d'une haine sans bornes pour ceux qui, après l'abdication de son frère aîné, avaient brisé sa carrière et rejeté sa famille. C'est un frénétique. A l'énocé du mot « bourgeois », il salue : « Fusillez ! » Il proclame l'établissement du pouvoir prolétarien, mais il croit que le prolétariat dégénère en bourgeoisie s'il n'est encadré, dirigé d'une main de fer par les révolutionnaires professionnels dont il est le chef. Il admet même, au onzième congrès de son parti, que le vrai prolétariat, selon Marx, n'est pas encore apparu en Russie, ce qui lui vaut cette remarque de son camarade Chaliapnikov : « Permettez-moi de vous féliciter d'être l'avant-garde d'une classe qui n'existe pas ».

Comparait la Terreur de la Révolution française à la terreur rouge, Pipes remarque que la première fut limitée dans le temps, fut déclenchée lorsque la révolution se heurtait à ses ennemis. La seconde fut lancée avant la révolution : elle était un élément constitutif de cette révolution et du régime jusqu'à la mort de Staline.

Le glaive et la plume

En même temps que l'ouvrage de Pipes, paraît dans la même collection, « Connaissance de l'Est », dirigée par Alexandre Adler, un autre livre qui en est à bien des égards le contrepoint. Boris Kagarlitski s'est certes pas un spécialiste du régime disparu en 1991 — il fut incarné sous Brejnev, mais son allége à tout ce qui fut coté à l'Est par Staline ne s'étend pas à Lénine. Le fondateur du bolchevisme, très sombre dans la fresque de l'écrivain américain, ressort plutôt gris clair de l'étude de l'ex-soviétique. Nos deux auteurs ont-ils saisi dans les mêmes convictions, mais surtout leurs visées ne sont pas identiques.

Kagarlitski a porté toute son attention sur les intellectuels et pas seulement de 1917 à nos jours, comme l'indique son titre. Il montre comment, au siècle dernier, une intelligentsia de type européen s'est développée dans le cadre d'un Etat asiatique et a importé la modernité dans un Etat retardataire. Il range volontiers Lénine dans cette catégorie d'intellectuels. De plus, il croit, à raison ou à tort, que Vladimir Ilitch ne fut pas un ennemi irréconciliable de la liberté. D'après lui, la gangrène s'est installée quand la bureaucratie est devenue force politique. Pour Lénine, la culture aurait alors dû être l'antidote du mal bureaucratique, mais il était trop tard.

Marxologue, l'auteur trouve sa pâture dans les innombrables écrits des théoriciens. Il défriche une terre sur laquelle ont poussé quelques fleurs et beaucoup de jargons. Historien, l'Américain cooait, lui aussi, ses auteurs, mais il ne s'éloigne jamais des événements. Ces deux volumes en font une nouvelle collection formant un ensemble oco pas antagoniste mais équilibré. On pourrait l'appeler le glaive et la plume de la révolution selon Pipes et Kagarlitski.

Bernard Féron

Le salut par l'Est ?

**DE L'EST, DE LA PESTE
ET DU RESTE**
La fin de l'humanité
est-elle inévitable ?
de Christian Combar.
Robert Laffont, 141 p., 99 F.

Question du jour : la France s'est-elle vendue son âme aux Américains ? Oui, si l'on en croit Christian Combar, qui vient de publier sur ce thème un petit livre roboratif sous le titre *De l'Est, de la peste et du reste*.

Pourquoi « de l'Est » ? Parce que c'est peut-être de là que viendra le salut. Le livre est adressé à un ami hongrois que Christian Combar édite de nous sauver de la peste uniformisante qui nous a presque détruits et menace à leur tour les pays débarrassés du communisme. Cette peste qui s'attaque aux intelligences, engloût les cultures, a un nom : l'internationalisme et, plus spécifiquement, l'internationalisme américain.

Après en avoir analysé les symptômes avec un humour féroce et décapant, après avoir décrit les ravages causés dans l'édition, le cinéma, la télévision et les mœurs en général, Christian Combar se tourne vers son interlocuteur et le prie : « Vous qui n'avez pas été laminés par des années de communisme, aidez-nous à résister. » Résister, c'est le maître mot, car la peste se nourrit de conformances et agit par fascination. On croit qu'on sera plus libre parce qu'on sera plus riche. « Si l'homme libre était celui qui partage librement l'avis de son voisin, qui, lui-même, est librement du même avis que la télévision, nous serions parmi les peuples les plus libres de la Terre. Mais si la liberté, consiste à savoir reconnaître et repousser un

mensonge, c'est à notre tour de vous demander votre aide. »

Entrer en résistance, c'est construire une Europe diversifiée avec toutes ses cultures, même les plus minoritaires, et, à ce sujet, Christian Combar a des idées : par exemple, instituer un Parlement culturel européen chargé des instances politiques et économiques, qui siégerait à Budapest, un Parlement à composition régionale, chargé de créer une aire culturelle européenne.

L'international et l'universel

On encore mettre en place une « association mondiale éthique » chargée de défendre les droits des hommes à leur culture : chaque année, elle établirait un rapport, sur le modèle du rapport d'Amnesty International, où l'on trouverait des informations sur la dégradation de l'homme par l'écrit, la télé, le cinéma, des chiffres sur l'évolution des marchés, les méthodes de dumping. Ce rapport nommerait les coupables, producteurs, financiers, publicitaires, afin d'aboutir à une « sanction par le consommateur ».

Car les hommes, pour être libres, ont besoin d'être eux-mêmes, et pour être eux-mêmes il faut être quelque part, fût-ce dans un petit pays. A l'international qui uniformise, Christian Combar oppose l'universel, qui est commun à tous les hommes à travers leur diversité. « La fin de l'humanité est-elle inévitable ? », tel est le sous-titre de l'ouvrage. Réponse : non. Mais l'homme est en danger et chacun doit se battre pour préserver sa culture. B. F.

L'énigme italienne

Francesco Maiello s'interroge

sur la « révolution » qui secoue la Péninsule

RÉVOLUTION A L'ITALIENNE
de Francesco Maiello.
Ed. de l'Aube, 165 p., 69 F.

Journaliste à la Radio-télévision italienne (RAI), Francesco Maiello s'interroge, dans un court ouvrage, sur la nature de ce « tremblement de terre » qui, au début de 1992, a commencé de secouer « sa » péninsule. Est-ce une révolution, susceptible de déboucher sur une « deuxième République » que l'on se peut confondre avec celle fondée, en 1946, par Alcide De Gasperi et les siens ? Partant du principe que l'Occident ne boucle pas si vite un pays aux permanences culturelles aussi affirmées (le vieux fond catholique en particulier), l'auteur croit plutôt, son titre le dit bien, à une « révolution à l'italienne » — au risque, on évalue, que l'on prenne un peu trop le processus à la légère.

L'auteur ne conteste certes pas que « quelque chose a changé depuis 1992 ». Des juges, on le sait, avaient lancé l'opération « Mains propres », qui allait aboutir à la chute de centaines de politiciens et d'entrepreneurs pour corruption, concussion et financement illégal des partis. Quelques mois plus tard, des élections législatives anticipées enregistrèrent un spectaculaire recul des formations occupant sans interruption la scène (majorité et oppositions confondues) depuis des décennies. Un référendum, le 18 avril dernier, faisait effloier sauter le verrou du système : la proportionnelle quasi absolue. La Démocratie chrétienne, pilier de la République clientéliste, semble frappée au cœur.

Est-ce bien le cas ? Francesco Maiello note que la DC demeure, sous sa nouvelle appellation de Parti populaire, la puissance du Sud. Et les communistes, devenus Démocrates de gauche (PDS), restent les premiers au centre du pays. Trait-o, alors, comme le craint l'ex-secrétaire du Parti républicain (PRI), Giorgio La Malfa, un fin observateur de l'Italie, vers « un éclatement du pays » ?

L'auteur risque une autre hypothèse. Car, pour lui, la vraie « révolution », c'est la Lega, cette

Ligue régionaliste qui, dès les années 80, avait entrepris, avec les accents de l'extrême droite, de bousculer le régime, et qui est devenue la première force du Nord. « De même, note-t-il, que tous les Italiens, à quelques nobles exceptions, ont été fascistes, de même que tous se sont accommodés de l'accord entre communistes et démocrates, aujourd'hui tous vont peut-être se découvrir une sympathie pour la Lega... Le mouvement révolutionnaire pourrait bien tenter de s'installer au centre de la politique italienne et reproduire les dégâts d'une démocratie qui refuserait encore une fois le principe d'alternance. »

De « violents contretemps » semblent, en tout cas, devoir être le lot d'une société où « 51 % » des citoyens sont en passe de perdre leurs privilèges : les cinq attentats à la bombe qui sont déjà survenus, et qui ont frappé, entre autres, les Offices à Florence et Saint-Jean-de-Latran à Rome, ne sont, selon l'auteur, certes pas l'ouvrage « seulement de la Mafia ».

Jean-Pierre Clerc



Un crime russe

LE DÉMON DE ROSTOV
(Hunting with the Devil)
de Richard Lourie.
Traduit de l'anglais
(Etats-Unis)
par Béatrice Blattmann.
Flammarion, 294 p., 110 F.

Le principal mérite de l'histoire est qu'elle est véridique. Le 14 octobre 1992, le nommé Andreï Romanovitch Tchikantilo fut reconnu coupable d'au moins cinquante-cinq meurtres commis dans des conditions particulièrement atroces et, en conséquence, condamné à la peine capitale. Tous ses crimes, commis dans la région de Rostov, sur de très jeunes filles ou de jeunes garçons, s'étaient accompagnés de mutilations sexuelles diverses, parfois d'actes de cannibalisme. Les premiers dataient de la fin des années 1990, le dernier de novembre 1990, il e donc fallu plus de dix ans pour démasquer ce tueur, psychopathe mais assez intelligent pour ne jamais laisser le moindre indice derrière lui, dix ans pendant lesquels d'autres « suspects » ont été arrêtés, démis et pour l'un d'eux, même, condamné à mort et exécuté.

La véritable héros de cette histoire est, bien entendu, l'inspecteur Issa Kostov qui e au persévérance, l' intuition, la psychologie voulues pour remonter toutes les pistes,

bousculer quelque peu le monde judiciaire et savoir, finalement, faire craquer le vrai coupable. Plus de huit mois d'interrogatoires, résumés en deux cent trente volumes présentés au tribunal. Il faut dire que Kostov est d'origine ingouche, l'un de ces peuples musulmans du Caucase persécutés par Staline, et qu'il e d'une certaine manière un compte à régler avec le système soviétique.

Richard Lourie a bénéficié d'informations puisées aux meilleures sources ainsi que d'une parfaite connaissance du russe puisqu'il est l'un des traducteurs en anglais d'Andreï Sakharov. Son livre est l'occasion d'une très intéressante exploration du système policier et judiciaire soviétique, non pas — ce qui est plus habituel — comme instrument de répression politique mais face à des crimes, fussent-ils exceptionnels, relevant du droit commun. Faut-il pour autant le nourrir de références biographiques de l'époque de Staline à celle de Gorbatchev, qui étoffaient sans doute l'ouvrage mais l'alourdissent un peu ? On ne s'en attache pas moins à la longue quête de l'inspecteur Kostov, à ses aspects humains largement privilégiés mais aussi, pour citer Lourie, aux « nombreuses faiblesses » qu'elle révèle dans la fonctionnement du système judiciaire et de la société ex-soviétique.

Alain Jacob



هكذا من النهر

• Le Monde • Vendredi 26 novembre 1993 XV

LE MONDE DES LIVRES
BIOGRAPHIES

Louise Brooks, lumière noire

Elle fut Loulou jusqu'au bout, dans la vie comme au cinéma.
Barry Paris éclaire le mystère de la plus grande actrice du muet

LOUISE BROOKS
de Barry Paris.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Aline Weill.
PUF, coll. « Perspectives
critiques », 650 p., 298 F.

Les gens très beaux édictent leurs propres lois, a dit Tennessee Williams, que cite en exergue d'un de ses chapitres l'auteur de cette extraordinaire biographie. Louise Brooks, dont le monde connaît le visage par ses photographies plus que par ses films, était, sans aucun doute, d'une beauté à vous faire perdre la tête. Pour Henri Langlois, le fondateur de la Cinémathèque française, « il n'y a pas de Garbo, il n'y a pas de Dietrich. Il n'y a que Louise Brooks! »

Trois films ont suffi à la rendre immortelle : *Loulou* et *Le Journal d'une fille perdue*, de G.W. Pabst, ainsi que *Prix de beauté*, d'Augusto Genina, que devait à l'origine réaliser René Clair. Trois films tournés en un an, 1928-1929, et dont l'un, *Loulou*, tiré de deux pièces de Wedekind, est l'apothéose du cinéma muet, un classique du cinéma mondial, peut-être le mythe féminin du siècle : l'histoire d'une jeune danseuse de cabaret étourdie, étourdissante, dont la beauté innocente et mortelle est un piège pour le désir des hommes, et qui, tombée du luxe luxurieux dans la plus noire misère, finit sous le couteau de Jack l'Éventreur. N'aurait-elle joué que ce film-là, Louise Brooks brillerait à jamais, mais de l'art cinématographique. Elle ne l'a su qu'à la fin de sa vie, après avoir sombré dans la déchéance, vieille femme solitaire, intelligente et méchante.

Pour les cinéphiles du monde entier, le lumineux visage de Loulou, le néo-éclat de ses yeux, se superposent à l'image de la solitaire de Rochester, ressuscitée dans les années 50 par la cinéphilie. Mais, entre ces deux images, s'étendait un désert peuplé de fantômes, la vraie vie de Louise Brooks, qu'un universitaire américain, Barry Paris, spécialiste du cinéma muet, a patiemment explorée et qu'il raconte avec une précision qui peut d'abord paraître maniaque.

Pabst avait vu son âme

Survivons. Famille bourgeoise du Middle West (Wichita, Kansas). Père avocat, gentil, indifférent, obsédé par le sexe, elle ne le saura qu'après sa mort ; mère bonne pianiste et fine lettrée, très ambitieuse pour sa fille. Deux frères, l'un éduqué, l'autre détesté, une sœur cadette. Louise est violée à l'âge de neuf ans par un gentleman brutal au nom exquies de Mr Flowers. Sa mère la blâme pour l'avoir agacé. On a connu meilleur départ dans la vie. Louise danse avec autant d'acharnement que de grâce. A quinze ans, elle part pour New-York, entre dans la troupe de danse moderne la plus réputée d'Amérique, Denishawn, en même temps que Martha Graham. Elle y est très remarquée. Au bout de deux ans, elle en est chassée, sans explication, et c'est l'événement traumatisant de sa vie d'artiste. Le fameux Ziegfeld l'engage dans sa revue, les Folies.

A dix-huit ans, elle est le prototype des *flappers* du « jazz age », ces jeunes filles désinvoltes, tourmentées, adorables et volontairement frivoles, qui dansent le charleston et le jitterbug, ne portent sur elles que dix grammes de soie et des volutes de fourrure blanche, sortent toutes les nuits avec une nuée d'hommes riches et jouent au tennis la journée. Brooksie, comme on la surnomme, y ajoute sa spécialité, l'alcool. Elle s'y adonnera toute sa vie, comme d'autres à la cocaïne ou l'héroïne. L'alcool est le sport national de l'Amérique des années 20. Brooksie y joint le sport favori de l'homme, le sexe, les deux sexes, mais, quand même, surtout les hommes.

Louise était persuadée d'être une putain. Qui ne s'intéressait absolument pas à l'argent. Ni au cinéma, d'ailleurs. Elle devint actrice à contre-cœur, tourna une douzaine de films, dont la moitié



Le lumineux visage de Loulou...

est complètement perdue et l'autre sans intérêt artistique. Avant que Pabst ne la voie dans un film de Howard Hawks, *Une fille dans chaque port*, elle était « la fille qui o du » (il du sex-appeal), à égalité avec Colleen Moore, aujourd'hui totalement oubliée, comme le serait probablement Louise Brooks sans *Loulou*. C'est là, dans cette histoire du cinéma muet vue du point de vue des actrices, que la biographie de Barry Paris devient réellement intéressante.

Mais elle devient passionnante, au sens fort, à partir de la rencontre avec Pabst. Il avait cherché son héroïne pendant deux ans, toute l'Allemagne haletait. Le sentiment national fut blessé quand il la découvrit sous les traits d'une Américaine au casque noir, coiffée à la Jeanne d'Arc. Pabst savait qu'elle « était » Loulou, il avait vu son âme.

Il vint l'attendre à la gare de Berlin avec une gerbe de roses, un escadron de journalistes, avec son épouse aussi. Elle était accompagnée d'un jeune baron fétard, ce qui le rembrunit. Pour la séquence d'ouverture, il lui demande d'improviser quelques pas de danse. Elle fait cadeau à la caméra d'une virevolte miraculeuse. Il est abasourdi, transporté, ravi : « Mais vous êtes une véritable professionnelle ! » Il ne le savait pas dansence. Elle sourit (revoilà le film, il existe en cassette, pour savoir ce qu'est le sourire d'enfant de Louise Brooks) ; il tombe amoureux de son actrice. Elle lui donne exactement

ce qu'il veut, et plus qu'il n'osait espérer. Sous l'œil de la caméra. Rien en dehors du studio. D'ailleurs, il ne le lui demande pas, il est affairé, précis, méticuleux. Elle lui offrira, à Paris, au Royal Monceau, quand il s'y attendait le moins, une unique nuit, « une performance sexuelle mémorable » qui le laisse ébloui. Quand elle se refusa après cela, il lui prédit le destin de Loulou.

Et ce destin, en effet, lui échoit, à Jack l'Éventreur près. Elle avait claqué la porte du studio qui l'employait, elle avait cinglé vers l'Europe, avec un très sûr instinct esthétique. De retour, elle refuse de se prêter à la sonorisation du film qu'elle avait tourné en muet avant de partir. Elle refuse aussi le rôle féminin principal de *l'Ennemi public*, qui va à Jean Harlow et la lance. A la place, elle tourne, en 1931, trois films idiots, de petits rôles. La loi qu'elle édictait avait eu jusqu'alors les couleurs vives de son caprice ; à présent, elle se mue en une implacable loi d'autodestruction. Elle est grillée à Hollywood, elle le sait ; à vingt-quatre ans, elle est une actrice finie. Elle se retrouve en chômage ; couverte de dettes, elle doit se déclarer en faillite.

La suite est un roman de Dostoyevski et de Budd Schulberg à la fois. Danseuse à Chicago, puis retour à Wichita, où sa mère et elle s'affrontent haineusement et où elle scandalise par sa licence sexuelle. Retour manqué à Hollywood (trois westerns nuls). Puis c'est New-York, un peu de radio, vendeuse chez Saks, call-girl,

pluie de bar solitaire, Loulou en enfer. La plus belle de ses photos sans la frange légendaire, en 1931, lui faisait regarder le buste de Dante. De 1935 à 1954, elle descend un à un les cercles infernaux.

C'est par l'écriture qu'elle s'exhume lentement. Elle a décidé d'écrire ses Mémoires, *Naked On My Gout* (Nue sur mon bonnet), titre emprunté au *Fouet* de Goethe. Elle en jette dans l'incinérateur une première version, puis écrit des articles sur le cinéma, qui font découvrir son talent d'écrivain aux cinéphiles. L'un d'eux, plus jeune, mais marié, devient son amant. Il la fait s'installer dans un petit appartement à Rochester. Ensemble, ils vont en Europe pour préparer la résurrection de ses films. Lotte Eisner, l'historienne du cinéma expressionniste allemand, déclare enfin *Loulou* un chef-d'œuvre. Toute la critique contemporaine suivra, la nouvelle vague l'adulera, Louise Brooks, toujours recluse, connaît enfin la vraie gloire, celle qui la fait entrer dans l'éternité.

« J'ai échoué dans tout »

Rédemption ? Il n'y a pas de rédemption. Elle reste alcoolique, ne cessera de réclamer à ses amis un revolver pour en finir, terrorisée par la mort. Quand elle ne supportera plus le gin, tout ce qui lui reste est l'attention bourrue d'une voisine d'immeuble, femme d'ouvrier, plus âgée, qui lui parle au téléphone la nuit pour l'aider à s'endormir. Elle meurt à soixante-dix-huit ans, en 1985. Elle avait écrit son épilogue, cruelle mais fausse : « J'ai échoué dans tout. Et ce n'est pas faute d'avoir essayé. J'ai essayé de tout mon cœur ».

Ce qu'elle voulait ? Danser, écrire. L'amour ne l'intéressait pas, la sexualité oui, mais elle ne put se résoudre à en parler tout à fait sincèrement, à cause des autres : elle ne put, selon ses termes, « dénouer la ceinture de la Bible ». Cultivée comme ne l'a été aucune autre actrice de son temps, elle prouva un incontestable talent d'écrivain, fait d'un regard au couteau. Au total ? Un destin, ce qui n'est pas rien. Avez-vous lu beaucoup de biographies qui, à la fin, vous font sangloter comme si vous aviez perdu quelque chose que vous aimiez sans du tout comprendre pourquoi ? Pabst avait tourné, avant *Loulou*, un film freudien qu'il appelait *Mystères d'une âme*. Sur le visage de Louise Brooks, ces mystères sont inscrits, en pleine lumière, comme aurait dit Claudel, indéchiffrables. Mais cette biographie, remarquablement écrite, éditée et traduite, les éclaire encore plus.

Michel Cantat

Autoportraits du désespoir

IMAGES LATENTES
de Marie-Jeanne Tomasi.
Préface de Robert Briaute.
William Blake éd.,
164 p., 195 F.

Ce dimanche 24 mars, Marie-Jeanne Tomasi réalise un autoportrait dans la glace avec, en arrière-plan flou, Renata, la femme qu'elle aime. Un texte accompagne l'image : « J'ai pressenti que je ne remettrai plus jamais les pieds chez toi. Intuitivement, je nous prends cette photo dans la glace, avec les violettes que j'ai déposées pour accompagner ma peine ».

Cette photo marque la fin d'une histoire d'amour. Elle sera, en fait, le premier des deux cent soixante-seize autoportraits que Marie-Jeanne Tomasi prendra, un par jour, de mars à Noël. Cette femme quittée et à la dérive, qui n'a quasiment jamais fait de photographie, trouvera dans l'appareil « un moyen de dire qu'elle est

encore en vie ». Chaque image est accompagnée d'un texte d'une vingtaine de lignes : « J'ai écrit pour me demander si j'existais avant ».

Renata n'est plus dans le champ de ce journal texte-image, mais elle est partout : dans les villes visitées et aimées ensemble (Bonifacio, Rome, Sartène, Aix, Marseille) ; dans les références et objets qui s'accumulent sur la pellicule (veste, champagne, lunettes, livres, voiture, lit, cartes postales, posters). Dans le texte surmonté, où Marie-Jeanne Tomasi retracé ses années heureuses, la Corse, où elle vit, la Méditerranée qu'elle parcourt désormais, seule, son état de douleur (« *Ton bon, c'est la prière de chaque matin* »), son corps qui maigrit, les pleurs au réveil, les idées qui se multiplient — images-preuves à l'appui.

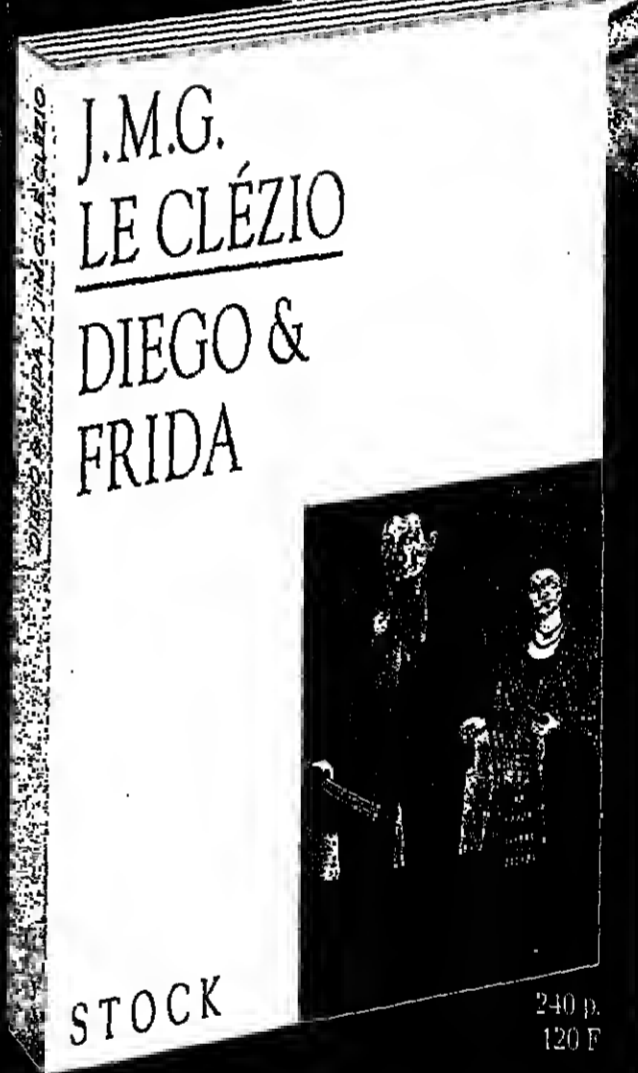
« *Fantastique Impudeur* », écrit Robert Briaute dans la préface. L'intérêt de ce livre est bien là. Cinéaste, Marie-Jeanne Tomasi a

toujours mêlé dans ses films l'autoportrait, le souvent, l'identité, le voyage. Ici, elle réussit à aller encore plus loin, tout en évitant l'écueil de la complaisance. Si elle ne se pardonne rien et s'abandonne sans retenue sur sa dérive physique et morale, elle livre également en pâture une ancienne compagne et lui « balance » des reproches amers. *Images latentes* est un sauvetage personnel, mais aussi une vengeance.

Reste l'objet. Ni livre de photos ni texte d'écrivain. Plutôt un récit photographique, proche d'Harvè Guibert. On y trouve de belles pages sur la Corse, le voyage et le désespoir, un *happy end* séduisant (« *Ce sont des images qui m'ont sauvée* ») et quelques bonnes photos : à Catalogne, une « marine de Bonifacio », dans une allée de palmiers à Bastia, derrière les mailles d'un filet de handball.

Michel Guerria

J.M.G. LE CLÉZIO



Sans doute le livre le plus fervent, le plus provocateur et le plus intime que Le Clézio ait jamais écrit.

Jerôme Garcia, *L'Événement du Jeudi*

Il faut lire Diego et Frida simplement, comme Roméo et Juliette ou Tristan et Iseult. Juste deux pré-noms à jamais unis dans une même communion des cœurs... La vie de Diego et Frida est aussi, sous la plume magique de Le Clézio, une grande histoire d'amour.

Michele Gazier, *Télérama*

A travers une passionnante biographie, la grandeur et les tragédies du Mexique.

Françoise Ducourt, *Mle*

Chez Le Clézio, la biographie élargit l'histoire, celle des individus, celle des peuples, aux dimensions de la légende.

Pierre Lepape, *Le Monde*

Frida éclaire ce beau livre où retentissent les angoisses de Le Clézio, son amour pour le passé indien et son art lié à la mort.

Anne Pons, *L'Express*

Le Clézio a écrit, de sa meilleure plume, un beau récit aux âpres couleurs du Mexique.

Françoise Giroud, *Le Journal du Dimanche*

Stock

مكتبة النهر

LE FEUILLETON

Pierre Lepape

La nostalgie est une émotion désagréable et inutile, mais comment ne pas l'éprouver en retrouvant le « Bloc-notes » de Mauriac ? Même les lecteurs de moins de quarante ans, ceux qui découvrent aujourd'hui ces coulees de lave maintenant refroidies ne pourront, à coup sûr, qu'être frappés par le sentiment d'une déperdition, d'une dégradation : c'est ainsi qu'un écrivain de grand renom attendait le journalisme il y a un quart de siècle ; c'est ainsi qu'il usait de sa gloire, à cette hauteur. S'agissait-il d'un géant ou bien sont-ce les prétendants actuels à sa succession qui appartiennent à Lilliput ?

Lorsque Mauriac, en 1952, commence à rédiger chaque semaine ces textes sur l'actualité, il est au sommet des honneurs. Il a soixante-sept ans, il est académicien, la prix Nobel de littérature vient de lui être attribué. Écrivain bourgeois, catholique et résistant, il dispose de toutes les bonnes cartes d'une paisible notoriété. Le *Figaro* le choisit, les chevaliers mauriaciens le respectent, les biographes l'admirent et en feraient volontiers leur héros d'éloquence et de style contre les hordeas existentialistes. C'est d'ailleurs pour soutenir la *Table ronde*, où, selon son propre aveu « Thierry Maulnier était, après moi, ce qu'il y avait de plus à gauche », qu'il propose d'écrire son « Bloc-notes » : « Quelqu'un est là, avec ses idées, ses goûts, ses humeurs, les conditions d'une vie ordinaire, et chaque semaine il réagit à l'histoire telle qu'elle se fait sous son regard. Cet effacement de l'individu et de l'universel, c'est tout le « Bloc-notes ».

Un coup de main militant, donc ; l'appui d'une signature prestigieuse à une revue censée faire pièce aux tribulations athées de chez Gallimard. Mais, sans le vouloir vraiment, Mauriac a mis sa belle main blanche dans un engrenage. Il ne découvre pourtant pas le journalisme. Dès avant 1914, en réaction contre l'antisémitisme « naturel » et le conservatisme étroit de son milieu, il avait collaboré au *Sillon* de Marc Sengier ; puis, dans les années 20, au très droitier *Echo de Paris*, avant que la guerre d'Espagne puis la Résistance ne le ramènent du côté d'une démocratie chrétienne libérale, et qu'il ne tâte un instant à l'aventure du RPF. Mais tout cela n'était guère qu'affaires d'épiderme et d'heureuse bourgeoisie.

L'essentiel était ailleurs, dans l'œuvre et dans la foi, dans le travail du romancier, du dramaturge et surtout du poète que Mauriac désirait être, par-dessus tout. Avec le « Bloc-notes », le centre de gravité bascule, ce n'est plus l'œuvre

BLOC-NOTES 1952-1970
de François Mauriac.
Seuil, « Points-Essais »,
5 volumes vendus séparément.
(n° 269 à 273), l'ensemble
2730 p., 282 F.

qui témoigne, c'est l'homme ; plus exactement, l'œuvre désormais sa conscience dans ces quelques feuillets hebdomadaires qui sont chargés de dire ce « tout » autrefois réservé aux livres. Il y eura encore des romans, des Mémoires, mais comme à la marga, comme des rendez-vous professionnels, comme des obligations mondaines. La brûlure de l'esprit, c'est dans les journaux — après la *Table ronde*, l'*Express*, puis le *Figaro littéraire* — qu'il faut désormais en découvrir la marque.

Inutile de chercher à savoir ce qui est premier de la conversion au journalisme ou de celle à l'anticolonialisme et aux droits de l'homme. Les deux se confondent dans le sentiment d'une même urgence. Entrant dans la vieillesse, au sommet d'une carrière exemplaire d'homme de lettres, un écrivain se demande ce qu'il est au monde, hors de la réussite que lui ont valu sa fortune, sa prudence et son talent. Pour la savoir, comme Gide — l'interlocuteur de sa part d'ombre — partant pour le Congo, il risque tout. Il rompt : avec l'idéologie de son milieu social, avec les politesses et les rondeurs tactiques, avec le confort de la tour d'ivoire qui est, dit-il « un édifice », avec les formes canoniques de l'activité littéraire respectable.

Pour unique fidélité, une bouée, de taille imposante il est vrai : « Ma vocation est politique dans la stricte mesure où elle est religieuse. Je suis engagé dans les problèmes d'en-haut pour des raisons d'en-haut. »

Le mouvement des « Bloc-notes » est fait de ces vertigineux trajets d'ascenseur autrefois à la tarra. Il est fréquent que dans le même phrase Mauriac passe du marigot politicien aux éthers de la grâce sans que sa plume marque la plus légère hésitation quant à la route à suivre. Même s'il lui arrive, bien qu'il a'an défenda comme un bœuf diable, de confondre parfois les genres et de mêler geste gaullien et écriture sainte. Le gaullisme d'ailleurs le gêne comme écrivain autant qu'il l'exalte comme citoyen : le panégyrique est un genre littéraire qui n'échappe à l'ennui qu'en froissant le ridicule, et Mauriac souvent ne s'en tire qu'en inventant à son idole des ennemis redoutables. La seule limite qu'il ait alors à traverser des adversaires si affaiblis tient à ce qu'il furent ses amis d'hier, Mendès France,

Mitterrand. On sent qu'il souffre lorsqu'il les accable et qu'il tire de sa souffrance un regain de vitalité littéraire.

Il est irréaliste lorsqu'il fustige, moins bon quand il bénit. Ses pages sur « la dictature à tête de bœuf » assurément à Joseph Laniel, à Martineau-Déplat, à Roger Duchet ou à Bourges-Maunoury une immortalité à la mesure de leur insignifiance politique ; ils sont grâce à Mauriac devenus des « types », comme Joseph Prudhomme ou Monsieur Purgon. Les responsables de cette heureuse réédition des « Bloc-notes » ont pris le soin, à l'usage des jeunes générations, de demander à Jean Touzot d'identifier par des notes tous ces personnages importants que la mémoire collective s'est empressée de rayer de ses tablettes.

SOUOI honorable mais inutile : ils ne semblent plus avoir existé que pour donner la comédie à Mauriac et lui permettre d'aiguiser ces mots qui lui tombent des dents. La méchanceté pleut. Elle est, à écrits, plus ex-

dit et fait de leur auteur une vedette de l'actualité, que Mauriac ressent la nécessité du bilan. « A force de ne pas mourir, le romancier que je suis a été peu à peu recouvert par le journalisme, que certes je ne renie pas », constate-t-il en 1968. Tout en lui se révolte à penser que les feuillets hebdomadaires, écrits au soir de sa vie, pourraient constituer le meilleur de son œuvre.

Et pourtant il ne peut éloigner de lui ce calice amer : « Il n'est pas impossible que le « Bloc-notes » ou les Mémoires intérieures soient consultés encore à une époque où nul ne songera plus à ouvrir ses romans. » Alors, il pleide, pathétiquement : « Sous les alluvions des écrits politiques et des essais de ces vingt dernières années, l'œuvre romanesque et l'œuvre poétique constituent mes premiers titres au nom d'écrivain français, ce que les jeunes lecteurs du « Bloc-notes » ont peut-être oublié. » A plusieurs reprises, il songe à faire retraite, à abandonner cette confrontation avec le dehors qui a nourri sa méditation et son écriture depuis 1952, au détriment des secrets de son être intime, le ressort de ses romans. « A ces confins de l'âge qui devrait être celui du grand recueillement », il a peur que le journalisme ne lui vole aussi sa mort.

Mais il continue, jusqu'au bout, jusqu'à l'ultime lueur de conscience, parlant beaucoup de lui-même, certes, mais ne dédaignant pas la mêlée, peu soucieux du risque de glisser sur une épulchre. Toujours poète lorsqu'il interroge sa foi, l'amour, la tristesse du monde ; toujours romancier et amoureux du romanesque lorsqu'il prédit à Servan-Schreiber un destin national ; mais journaliste encore, et de la plus belle eau, quand il s'émousse des gesticulations maotistes de Sartre : « Il n'est pas donné à tous d'être doué pour la subversion. Il faut que Sartre se fasse une raison, se résigne à être inoffensif. S'il fallait un couple pour régner dans la Lune, sur la mer de Tranquillité, personne qui me parût plus indiqué que ce couple auguste : Sartre-Beauvoir. »

La dent, toujours ; cette manière de mordre dans la carresse, c'est le meilleur de Mauriac, le plus clair de son génie. Il ne l'ignorait pas. Dès le début, dès 1952 : « J'ai écrit à la première page du cahier où je rédige ces notes, ce mot de Louis Lavelle : « Les plus grands de tous les biens, ceux que chacun doit chercher à obtenir pour soi et à partager avec tous, sont la lucidité, le courage et la douceur. » Ni la lucidité ne me manque, ni le courage — mais la douceur !... »

Frère fouettard

tante que l'onction. Lorsque Mauriac soupçonne son cher Pascal d'avoir, dans les *Provinciales*, outrepassé, par plaisir d'écrivain, la juste et charitable mesure de la « correction fraternelle », il esquisse une autocritique : elle procure une incroyable jouissance, le phrase qui « vibre dans la cible, tandis que les spectateurs poussent des oh ! et des ah ! Mais la cible est vivante, monsieur le chrétien. (...) Oui, ils méritent d'être mouchés. Mais vous ne devriez pas en être si content. » Ces scrupules scandent la belle dramaturgie de Mauriac. Ils instaurent un éloquent dialogue, joliment torturé, entre les exigences de l'âme et les pesanteurs du caractère, entre le monde intérieur et l'histoire, entre la fidélité et la révolte, entre la foi et l'écriture, entre la littérature et le journalisme. Ce dernier dialogue n'est pas le moins tendu. Il s'assombrit au fur et à mesure que la mort approche, que le succès du « Bloc-notes » gran-

tandis que Mauriac déconçait une misérable conspiration. « Les hommes de valeur, écrivait-il ensuite, ne sont appelés au pouvoir que le temps qu'il faut pour réparer les catastrophes suscitées par les médiocres. » Parmi ces derniers, le pamphlétaire de l'*Express* mettait Antoine Pinay, que l'on pare maintenant de toutes les vertus.

Aimait-il Paul Claudel ? Le 28 février 1953, après les obsèques de celui-ci, à Notre-Dame, il fit ce commentaire : « J'aurais été bouleversé s'il avait fait moins froid. » Tout le Mauriac du « Bloc-notes » se trouve dans ce raccourci, mélange de bons sentiments et de coups de griffe. Le journalisme s'est la brillante arrièr-saison littéraire de ce romancier en demi-retraite. Lorsqu'il dépeignait Edgar Faure comme « un avocat roué, mais myope », qui avait « le nez sur son jeu personnel » et « s'embrouillait dans ses combinaisons », Mauriac jubilait. Et nous aussi.

L'Histoire avait fini par le passionner. « Quel roman plus poignant que celui-là ? », demandait-il. Le « mariage » de Mauriac avec la gauche se termina au printemps 1961, quand sa dévotion pour de Gaulle le contraignit à retourner dans sa famille d'origine. Après quoi il publia son « Bloc-notes » dans le *Figaro littéraire*, jusqu'à sa mort. Ses derniers mots concernèrent non plus les affaires courantes, mais « la vie éternelle ».

* Signaler également l'ouvrage de Claude Estel, *Mauriac et l'Évangile*, préface par Jean Touzot (Bouchène, 368 p., 195 F.) ; les actes du colloque qui s'est tenu à la Sorbonne en 1991, *Mauriac et le théâtre*, réunis et publiés par André Schifano (Kailash, 300 p., 165 F.) ; le livre de photographies de Jean-Luc Chapuis, accompagné de textes d'Éric Audouin, *Éric des Gaudes et Jacques Mauriac* (Médias, publié par la région Aquitaine et le Centre François-Mauriac de Malagar, qui marque l'achèvement de la restauration de la maison de l'écrivain, acquise par la région en 1985 (Centre François-Mauriac de Malagar, 139, boulevard de Président Wilson, 33200 Bordeaux, 40 p., 40 F.).

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Une « vieille locomotive »



Pierre Mendès France. Ils lisaient *France-Observateur*, le *Monde* et l'*Express* pour mieux respirer. C'était là que l'on trouvait les adversaires du « colonialisme ». L'*Express*, qui venait d'être lancé par Jean-Jacques Servan-Schreiber et François Giroud, soutenait les idées de « P. M. F. », comme on disait dans cet hebdomadaire où la mode voulait que l'on appellât certaines personnes par leurs initiales.

Or François Mauriac rejoignit l'*Express* dès la fin de 1953, avec une « tribune » sur les prétendants à la présidence de la République. Depuis décembre 1952, il publiait, dans la *Table ronde*, une chronique intitulée « Bloc-notes ». Mais il fut très vite en désaccord avec la direction de cette revue, notamment sur l'affaire marocaine.

AU printemps 1954, quand le divorce fut consommé, il transporta son « Bloc-notes » dans l'*Express*. Drôle de voyage. L'écrivain catholique changeait de famille et de climat. Il quittait la Droite pour la Gauche, avec des frémissements de tromperie conjugale. Cependant, la jeunesse découvrit un autre Mauriac. Cet homme, qui avait des manières de prêtre et, dans ses meilleurs jours, des façons de curé de campagne, remplaçait la plainte ou le chuchotement par la trait, la pique ou la formule assassine, lorsqu'il évoquait le personnel politique de la IV^e République.

« Nous croyons qu'il y a deux Mauriac : le pamphlétaire de l'*Express* et le romancier, disait Jacques Laurent en 1956. Les

jeunes admirateurs du pamphlétaire ignorent volontiers ses romans, les lecteurs de ses romans sont rarement ses lecteurs de l'*Express*. »

Entre les deux Mauriac, il existait malgré tout des similitudes. L'ennemi restait le même. C'était « la bourgeoisie pécheresse », comme l'écrivit aussi Laurent. Seulement, les cabinets ministériels avaient pris la place des alcôves. Et les « trompettes du Jugement

dernier » retentissaient « pour une élection municipale » comme, naguère, pour les demoiselles de meurs trop légères. Les instruments du « Mal », c'étaient à présent les dirigeants de la démocratie chrétienne, laquelle se commait encore le MRP (Mouvement républicain populaire). Muriac avait de nombreuses « têtes de Turc », notamment Georges Bidault. Il se félicitait d'être parmi ceux qui mettaient

« le nez » de cet homme « dans les affreuses suites de ses actes ». La « tête de bœuf », c'était Joseph Laniel. « Ce président massif, on dirait du premier coup d'œil ce qu'il incarne : il y a du lingot dans cet homme-là, avait écrit Mauriac. Sans doute ignore-t-il le grand secret de ceux qui entrent dans les emplois : que nous livre le cardinal de Retz, et qu'il est de saisir d'abord l'imagination des hommes. On ne saurait moins parler à l'imagination que M. Joseph Laniel. » Morceau de bravoure, mais le « Bloc-notes » en est rempli. Le cardinal Mauriac étincelait dans la férocité.

QUELQUEFOIS, il éprouvait des repentirs. Tout cela n'était ni très charitable ni très chrétien, mais il y prenait tellement de plaisir ! Sans pis pour le devoir de miséricorde... Né en 1885, il s'était jeté tardivement dans la bataille politique. Il se traitait de « vieille locomotive » et ne manquait pas d'évoquer les mélancolies de son âge. N'empêche que la polémique le faisait reverdir. C'est sans doute la meilleure cure de rajeunissement. C'est mieux que la marche à pied, la gymnastique et les amours d'autisme... En juin 1954, après la défaite de Dien Bien Phu, Mendès France devint président du conseil. On lui laissa le temps de terminer la guerre d'Indochine et de négocier l'autonomie de la Tunisie. Puis, après sept mois seulement, l'Assemblée nationale renversa le gouvernement de « P. M. F. ». La jeunesse prit congé de ses enthousiasmes,

UN des assassins les plus célèbres de la République des lettres fut commis en février 1939, quelques mois avant le désastre géral. Le meurtrier s'appelait Jean-Paul Sartre. Et la victime, François Mauriac. L'auteur de *la Nausée* reprochait à l'écrivain catholique de se conduire mal avec ses personnages romanesques, et de les gouverner ou de les dépeindre comme si le sort l'avait doté de l'omnipotence et de la « toute-puissance » divines. Mais « Dieu n'est pas un artiste », affirmait Sartre, qui reprochait tous les abus de pouvoir. Et il ajoutait : « M. Mauriac non plus. » Ce n'était pas très aimable, et cela chegrins beaucoup Mauriac, paraît-il. Et tout cas, une certaine jeunesse fut dissuadée, pour longtemps, de lire ce romancier traditionnel, qui « tirait le Christ par la manche », comme le dit Roger Nimier. Pourtant, les mêmes jeunes gens avaient avec Mauriac un rendez-vous qu'ils ne soupçonnaient pas.

Avoir vingt ans en 1953 n'était guère enviable. Jacques Tati dédaignait les Français avec les *Vacances de M. Hulot*, Joseph Staline rendait son âme à je ne sais qui, Ernest Hemingway recevait le prix Pulitzer pour le *Vieil Homme et la Mer* et Louise Bobet remportait son premier Tour de France. Mais la guerre froide se confirmait, et la guerre d'Indochine se poursuivait, tandis que la fièvre nationaliste agita la Tunisie et le Maroc. Pour traiter les problèmes des colonies, les ministres de la IV^e République se consultaient qu'une méthode : la répression policière ou militaire. Ils se ressemblaient tous par la vulgarité et l'absence de décisions. C'était l'époque où l'on attendait la chute des gouvernements. Lequel battait le record de brièveté ?

Le paysage était assez lugubre pour la génération qui débutait. Les jeunes gens de gauche mettaient leurs espérances dans